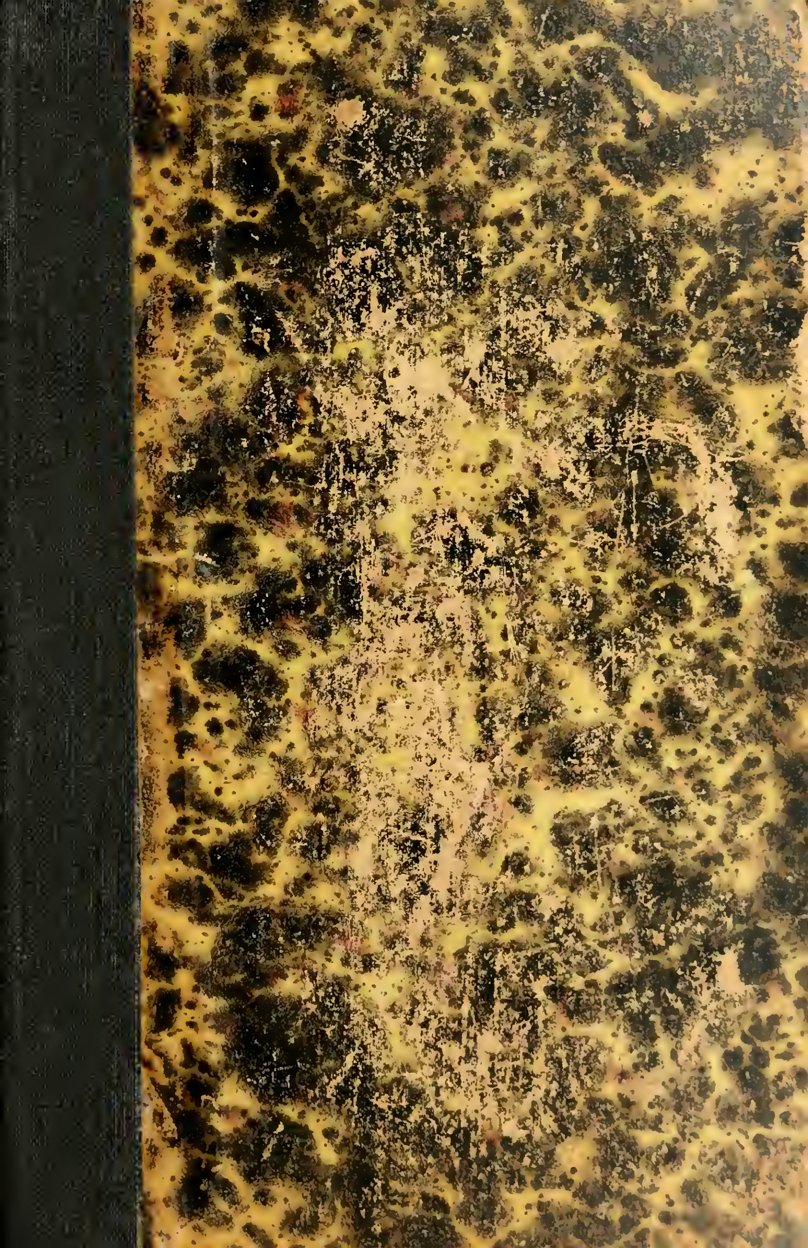


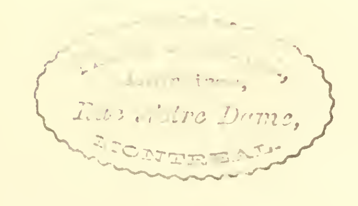
M. J. Larue-Duplessis.

N° 7.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA

GUERRE DE 1870-1871



F. AUREAU. — IMPRIMERIE DE LAGNY

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA

GUERRE DE 1870-1871

(SECONDE CAMPAGNE DE FRANCE)

PAR

L. DUSSIEUX

Professeur honoraire à l'école de Saint-Cyr



PARIS

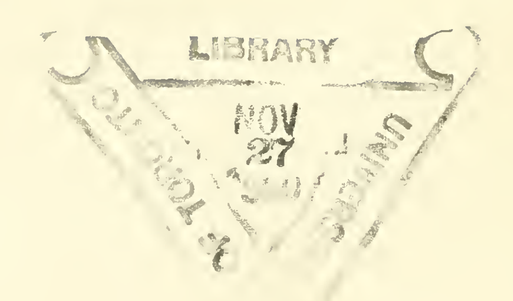
LIBRAIRIE JACQUES LECOFFRE

Ancienne maison Perisse frères de Paris

LECOFFRE FILS ET Cie, SUCCESSEURS

90, RUE BONAPARTE, 90

1872



PRÉFACE

Ancien professeur à l'École militaire de Saint-Cyr, ayant enseigné avec bonheur à des milliers d'élèves l'histoire glorieuse des Guébriant, des Condé, des Turenne, des Vauban, et celle des grandes armées de la première République et du premier Empire, j'ai été navré en voyant tomber une à une toutes mes croyances dans des désastres sans nom, et je n'ai pu m'empêcher de rechercher les causes de cette catastrophe.

Ce travail était peut-être moins difficile pour moi que pour bien d'autres : je connaissais l'armée française, ses qualités héréditaires, et ses imperfections qu'il est facile

de réformer; j'avais étudié avec soin l'armée prussienne pendant les cinq mois de son séjour à Versailles; j'avais recueilli ce que m'avaient dit depuis un an des centaines d'officiers dont j'ai eu l'honneur d'être le maître, leurs souvenirs, leurs douleurs, leurs espoirs; j'avais lu à peu près tout ce qui a été écrit sur cette guerre; il ne me restait plus en quelque sorte qu'à résumer mes impressions, celles des autres et mes propres études.

C'est ce que j'ai fait.

Voilà l'origine de ce livre. Mon vœu le plus ardent est qu'il fasse passer dans l'âme du lecteur les sentiments qui sont dans la mienne : la honte et la douleur de notre défaite; le mépris pour ceux qui l'ont causée; la reconnaissance pour ceux qui se sont bien conduits et qui ont, dans ce naufrage, maintenu intactes nos vieilles traditions d'honneur militaire; l'horreur des misérables qui ont profité des malheurs de la patrie pour la déchirer et l'avilir; enfin, la ferme volonté

de se réformer, de changer d'idées, de croire à autre chose qu'à l'argent, de s'instruire, de s'instruire surtout, et de se ceindre les reins pour se préparer à une nouvelle destinée. Ce que je croyais être la vérité, je l'ai dit loyalement, sans parti pris ; car, ou il faut se taire, ou il faut dire librement sa pensée, et faire connaître les causes réelles de nos malheurs, afin d'en prévenir le retour.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA

GUERRE DE 1870-1871

(SECONDE CAMPAGNE DE FRANCE)

I

La France avant la guerre

Depuis quelques années, les esprits sérieux observaient que, si l'industrie, le commerce, l'agriculture et la richesse publique faisaient d'incontestables progrès, l'immoralité se développait encore plus largement; que l'administration se désorganisait ou s'affaiblissait; que la loi et les règlements étaient ou violés ou éludés;

que de mauvaises méthodes et un système déplorable d'examens détraquait l'instruction secondaire ; que l'instruction supérieure comptait de jour en jour un moins grand nombre d'élèves ; que l'esprit militaire et la discipline disparaissaient peu à peu de l'armée, dont l'ancienne vigueur était affaiblie par l'exonération, des changements perpétuels et le peu d'instruction des officiers et surtout des généraux ; enfin, on constatait que plus on parlait de progrès, plus notre pays perdait en moralité, en instruction, en intelligence et en énergie.

La décadence était hâtée par les journaux, la littérature, le théâtre, les romans, et par ces écrits sans nom distribués chaque jour au public par la presse dite populaire. Les idées les plus folles se produisaient ouvertement et étaient acceptées en raison même de leur excentricité. Depuis quarante ans qu'on ne cessait de prêcher à une nation étourdie et peu instruite les doctrines du saint-simonisme, du fouriérisme et du socialisme, les théories de la fraternité et de la paix universelles, toutes les idées du positivisme, du matérialisme et de l'athéisme, il se produisait dans les esprits un chaos dans lequel disparaissaient les notions les plus élémentaires de morale,

le patriotisme, le sentiment du devoir, le respect de quoi que ce soit; on se moquait et on riait de tout.

Le luxe le plus extravagant et le plus éhonté s'affichait partout. A toutes les époques de notre histoire, ces débauches de luxe ont toujours annoncé de prochaines et profondes révolutions. Pour entretenir ce luxe scandaleux, tout moyen était bon ; il fallait avoir de l'argent; le procédé n'inquiétait plus; le but seul, en gagner beaucoup, vite et toujours, importait.

Quelque triste que soit ce tableau, il n'est pas encore complet ; je le termine cependant en disant que la corruption était assez profonde, sinon partout, du moins chez un trop grand nombre, pour qu'un étranger, moins corrompu que nous, peut-être, mais à coup sûr plus pervers, ait osé parler de la pourriture de notre pays. Il est douloureux, certes, de rappeler de telles paroles; il faut avoir cependant le courage de le faire, et si l'on constate qu'elles ont quelque chose de vrai, il faut avoir la force de faire son examen de conscience, de se réformer et de prendre les résolutions viriles que le salut du pays exige, sous peine de catastrophes ultérieures plus grandes encore que celles qui viennent de nous frapper.

Le Gouvernement, auteur en partie de cette décadence, n'était pas le seul coupable; le pays presque tout entier, exclusivement préoccupé d'intérêts matériels et de son bien-être, la presse, la littérature, étaient ses complices. En politique, peu d'hommes voyaient, avec plus de justesse que nos gouvernants. Le plus grand nombre avait applaudi à la guerre et à l'unité de l'Italie, sans en prévoir les conséquences. On avait pris parti pour les Prussiens contre l'Autriche et applaudi à la victoire de la Prusse, pays de progrès et de lumières, disait-on, contre l'Autriche, pays clérical, féodal et arriéré. Pendant que la presse de l'opposition faussait ainsi le jugement de ses lecteurs, notre gouvernement trouvait que la Prusse était mal délimitée et ne s'opposait pas à ce qu'elle augmentât son homogénéité; il s'applaudissait de voir les traités de 1815 détruits (1).

Le gaspillage des finances, le Mexique, Sadowa, l'affaire du Luxembourg, les échecs réitérés de la politique impériale, avaient grandi l'opposition. Le parti révolutionnaire, qui depuis

(1) Lettre de l'Empereur à M. Drouyn de Lhuys, du 11 juin 1866, et circulaire du ministre, du 16 septembre 1866. Jusqu'alors, aucun gouvernement français n'avait eu une politique si peu française et si peu clairvoyante.

quelques années déjà se réorganisait dans l'ombre et attendait l'occasion de recommencer ses attaques contre la société, reparut au grand jour. Le gouvernement personnel, débordé, chercha à ramener à lui l'opinion publique en donnant au pays des libertés qui ne devaient servir qu'à le renverser.

Il fit voter (mars 1868) par le Corps législatif et le Sénat, toujours dociles, deux lois qui accordaient la liberté de la presse et le droit de réunion. La révolution se servit aussitôt des armes qu'on lui donnait avec tant d'imprudence, pour saper, dans les journaux et les clubs, toutes les bases de la société : codes, lois, propriété, mariage, famille, capital, gouvernement, police, religion, morale. Le gouvernement laissa tout dire et écrire avec une telle patience, ou plutôt avec une telle indifférence, qu'on est en droit de croire que cette évolution politique avait pour but de donner à l'empire ébranlé l'appui des classes ouvrières, auxquelles on avait déjà accordé la loi sur les coalitions, et de se servir des masses populaires pour dominer et effrayer la bourgeoisie, dont l'opposition grandissait sans cesse. Fatal calcul, qui n'a eu d'autre résultat que de donner au parti révolutionnaire plus de force qu'à aucune époque

de notre histoire, et dont la première victime allait bientôt être l'empire lui-même.

Dès le 3 novembre, les premières émeutes commencèrent par des rassemblements autour de la tombe de Baudin, député à l'Assemblée législative, tué sur les barricades à l'époque du coup d'État de 1851. La mollesse du gouvernement dans la répression de ces désordres enhardit ses ennemis en leur donnant la mesure de sa faiblesse et de leur force.

La presse révolutionnaire, pour enlever à l'Empereur l'appui de l'armée, ne cessait de jeter parmi les soldats les idées d'indiscipline, de désordre et de désertion; elle préparait ainsi les défaites de 1870, en détruisant dans la troupe la discipline, l'obéissance et le respect.

En 1869, le 23 juin, on procéda aux élections du nouveau Corps législatif. Paris vota en masse pour l'opposition et nomma des députés républicains, et avec eux M. Thiers, l'homme le plus personnellement désagréable à l'Empereur. De nouvelles émeutes éclatèrent à Paris et même en province, à Saint-Étienne.

C'est au milieu de ces troubles, dont on avait perdu l'habitude pendant dix-huit ans, qu'eut lieu l'ouverture du Corps législatif (12 juillet 1869).

L'Empereur accordait de nouvelles libertés; le Corps législatif et le Sénat acquéraient de nombreux priviléges; on essayait de fonder l'empire constitutionnel. Plus l'opposition gagnait de terrain et plus la révolution se développait, plus le gouvernement se désarmait.

M. Rouher, l'homme de la résistance, quitta le ministère (17 juillet 1869), et quelque temps après (3 janvier 1870), M. Émile Ollivier devint le chef d'un nouveau cabinet, composé de membres de l'opposition modérée. M. Émile Ollivier avait été un républicain ardent en 1848 et depuis un des cinq de l'opposition. Par conviction ou par ambition, mais à coup sûr sans les qualités nécessaires pour réussir, il entreprenait de sauver l'empire absolu en le transformant en empire libéral et constitutionnel. Il devait échouer; mais auparavant, sous prétexte de réformer, il désorganisa totalement le gouvernement, l'administration, l'armée, et quand l'Empire tomba à Sedan, il faut bien le dire, il était en pleine dissolution.

Les débuts du ministère Ollivier ne furent pas heureux. Dès le 10 janvier, le prince Pierre Bonaparte tuait chez lui, à Auteuil, M. Victor Noir, qui venait, au nom de M. Pascal Grousset, le provoquer en duel à propos d'articles de journaux

dans lesquels le prince et ses adversaires s'étaient insultés grossièrement. Ce meurtre, dont les circonstances étaient présentées très-différemment par le prince et par M. de Fonvielle, qui accompagnait Victor Noir, fut l'occasion d'une émeute qui éclata le jour de l'enterrement de Victor Noir à Neuilly (12 janvier), et fut suivi d'un procès devant la haute-cour de justice, laquelle acquitta le prince (27 mars). Ce procès avait été pour le parti révolutionnaire un prétexte à manifestations et à déclamations; il eut un retentissement considérable et fâcheux.

Un député journaliste, devenu populaire par la violence de son opposition, M. Henri de Rochefort, fut condamné et arrêté le 7 février; ce fut le signal de nouveaux troubles à Belleville, dès lors quartier général de la révolution. Ces désordres furent encore réprimés mollement. Cependant la violence des clubs n'avait plus de limite; le parti révolutionnaire devenait le maître de la situation; sa victoire n'était plus qu'une affaire de temps. L'opinion publique commençait à s'inquiéter des progrès que les Rouges faisaient tous les jours, lorsqu'eut lieu, le 8 mai 1870, le vote du plébiscite destiné à faire sanctionner les modifications apportées à la Constitution par

les lois politiques votées depuis 1860. Sept millions et demi de voix adoptèrent le plébiscite et donnèrent à l'Empire un appui qui lui était devenu nécessaire. Mais, en votant ainsi, des millions de citoyens se prononçaient simplement contre la révolution qu'ils redoutaient, et leur adhésion à la nouvelle constitution était plus apparente que réelle.

Quoi qu'il en soit, l'Empire libéral semblait établi sur une large et forte base, et il est probable qu'avec un peu de sagesse et d'habileté, le gouvernement impérial pouvait durer encore longtemps, surtout s'il se décidait à défendre sérieusement le pays contre les révolutionnaires. Mais les événements allaient bientôt donner un dénoùment inattendu à la situation.

II

Déclaration de guerre à la Prusse

L'Espagne avait fait une nouvelle révolution en septembre 1868. Le général Prim et l'amiral Topete s'étaient soulevés contre la reine Isabelle II, avaient vaincu ses troupes à Alcolea (28 septembre) et l'avaient forcée à quitter l'Espagne. Le gouvernement provisoire ayant convoqué les Cortès, l'assemblée prononça la déchéance des Bourbons, vota une constitution libérale et décida que la forme du gouvernement continuerait à être la monarchie, et en attendant qu'elle eût trouvé un roi qui voulût accepter le lourd fardeau de la couronne d'Espagne, elle donna le titre de « Régent de la monarchie » au maréchal Serrano.

Après avoir été refusée par plusieurs princes, la couronne espagnole fut enfin acceptée (5 juil-

let), du consentement du roi de Prusse, par le prince Léopold de Hohenzollern, d'une branche catholique n'appartenant que de loin à la famille royale de Prusse.

Le gouvernement français, pris au dépourvu, ne put opposer en temps utile son veto à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince allemand, acceptation qu'il ne connut que quand elle fut publique.

La France s'émut vivement. On voyait la Prusse, déjà toute-puissante en Allemagne et nous pressant sur le Rhin, établir son influence en Espagne ; en cas de guerre avec l'Allemagne, on pouvait être attaqué de tous côtés. Pour répondre à l'interpellation d'un député, le duc de Gramont, ministre des affaires étrangères, mais diplomate peu habile, monta à la tribune, le 6 juillet, et déclara, dans un langage hautain et peu diplomatique, qu'il était vrai que le prince de Hohenzollern avait accepté la couronne d'Espagne, et qu'il ne connaissait pas encore les détails vrais d'une négociation qui nous avait été cachée ; que, sans vouloir se mêler des affaires intérieures de l'Espagne, nous ne pouvions souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-

Quint, pût déranger à notre détriment l'équilibre des forces de l'Europe et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. « Pour empêcher cette éventualité de se réaliser, ajoutait le ministre, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol. S'il en était autrement, forts de votre appui, Messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse. »

L'effet de cette déclaration fut immense; l'opinion publique se prononça énergiquement pour la guerre. Nous tombions en plein dans le piége que M. de Bismark tendait à notre gouvernement. La Prusse était décidée à faire la guerre et à compléter les résultats de Sadowa ; elle était prête à entrer en campagne; elle savait que la France ne l'était pas, et elle ne voulait pas lui donner le temps de s'y préparer ; elle voulait surtout nous amener à déclarer nous-même la guerre afin de se donner le rôle de victime obligée de se défendre encore contre l'éternelle méchanceté de la France (1).

(1) Voir la brochure de *Scrutator :* Qui est responsable de la guerre ? — On y trouvera l'exposé complet des ruses et des machinations de la politique prussienne.

Malheureusement ceux qui dirigeaient alors les affaires de la France n'étaient pas de force à déjouer les combinaisons perverses de leur adversaire; ils se croyaient prêts à faire la guerre et sûrs de vaincre l'Allemagne; ils ne se rendaient pas compte de la situation exacte des choses. Au lieu de négocier avec prudence, pour gagner du temps (1) et se mettre en mesure d'entrer en campagne, nos ministres adoptèrent une politique qui les conduisit en un mois de la paix la plus profonde à la défaite de nos armées (2).

Aussitôt, le gouvernement déclara à l'Espagne que la France s'opposait à l'avénement du prince Léopold. Le général Prim céda; le prince Léopold renonça à devenir roi d'Espagne, et le roi de Prusse déclara qu'il approuvait la renonciation du prince. C'était un succès, duquel on aurait dû se contenter provisoirement (3). Puis, il

(1) L'ennemi était prêt; si on l'avait su, on aurait compris qu'en gagnant du temps, tout l'avantage était pour nous. C'est pourquoi M. de Bismark précipita les événements.

(2) 6 juillet, déclaration de M. de Gramont; — 6 août, Reichshofen et Forbach.

(3) M. de Bismark fut très-mécontent de la modération du roi de Prusse et de notre succès; aussitôt, pour réparer son échec et rendre la guerre inévitable, il déclara à l'ambassadeur d'Angleterre que la Prusse ne pouvait rester humble et impassible sous l'affront infligé au roi et à la

fallait mettre le temps à profit, chercher des alliés, et se préparer sérieusement à la guerre pour être en mesure de vaincre la Prusse, œuvre difficile dont le gouvernement, malgré les informations les plus exactes qu'il recevait de ses agents en Allemagne, n'a jamais soupçonné la gravité.

Au lieu d'adopter cette ligne de conduite, que commandaient l'état de nos forces militaires et la plus vulgaire prudence, on voulut régler définitivement la question, au risque d'avoir la guerre immédiatement. On exigea du roi de Prusse des assurances pour l'avenir; on lui demanda qu'il s'engageât à défendre au prince Léopold de revenir un jour sur sa renonciation. Puis on se réduisit à demander que le roi exprimât simplement sa désapprobation de la candidature du prince Léopold, et on déclara qu'on se contenterait de cette légère concession ; mais il était bien inutile de demander quelque chose à des gens qui étaient décidés à ne rien accorder. L'Angleterre appuya vivement notre ambassadeur ; M. de

nation par la déclaration de M. de Gramont, et qu'il n'aurait plus de communications avec notre ambassadeur tant que l'affront n'aurait pas été réparé. Le chancelier de la Confédération était bien sûr de nous forcer à déclarer la guerre par ce moyen (*Scrutator*, p. 47).

Bismark ne communiqua pas les dépèches anglaises au roi de Prusse et répondit par une « rude « rebuffade » que lord Granville eut la patience d'accepter.

Cependant l'affaire pouvait peut-être se dénouer encore pacifiquement, et M. de Bismark ne le voulait pas. Pour atteindre son but, la guerre immédiate, il fit publier, le 13 juillet au soir, un supplément du journal ministériel prussien, *la Gazette de l'Allemagne du Nord*, dans lequel on lisait que l'ambassadeur français (M. Benedetti), à la promenade à Ems, avait accosté le roi de Prusse et l'avait requis de promettre qu'il ne permettrait jamais à un Hohenzollern d'être candidat au trône d'Espagne; que le roi offensé de cette audace s'était tourné vers un de ses officiers et lui avait dit d'informer le comte Benedetti « qu'il n'y avait pas de réponse et qu'il « ne pouvait le recevoir de nouveau. » Cette indiscrétion de notre ambassadeur et la réponse insultante du roi étaient d'odieux mensonges destinés, en soulevant l'indignation des Prussiens et des Français, à mettre le feu aux poudres. M. Benedetti n'avait pas été le moins du monde insulté par le roi. En même temps, M. de Bismark expédiait aux gouvernements étrangers un télé-

gramme pour leur faire savoir que le roi refusait de prendre l'engagement que la France exigeait.

Ces procédés injurieux produisirent enfin le résultat que poursuivait M. de Bismark; le 15 juillet, M. de Gramont annonça au Corps législatif que les négociations étaient terminées et que la guerre était déclarée. La résolution du gouvernement fut accueillie par les applaudissements de la Chambre, trompée par le ministre de la guerre, le maréchal Le Bœuf, qui avait affirmé qu'on était prêt à entrer en campagne.

Et cependant tout manquait, les hommes surtout. On avait à peine 270,000 soldats pour entrer en campagne et lutter contre 400,000 Allemands (1). Mais l'entourage de l'Empereur et notre haut État-major, comme tous les favoris et les ignorants, étaient pleins d'infatuation; ils croyaient que la bravoure du soldat, le chassepot et les

(1) Après avoir nié longtemps le million d'hommes armés de l'Allemagne, l'opinion, toujours aveugle, est tombée dans une autre erreur; il est admis aujourd'hui que nous avons été écrasés au début de la guerre par 7 ou 800,000 hommes. La vérité est que la Prusse n'a pu commencer les hostilités qu'avec 400,000 soldats. Un général habile pouvait gagner du temps, manœuvrer, laisser arriver les réserves et compléter ses effectifs. La guerre, appuyée sur les Vosges, la Moselle et sur nos grandes places, pouvait être tout autre que ce qu'elle a été.

mitrailleuses suffiraient pour vaincre un ennemi qu'ils méprisaient et dont ils ne connaissaient ni le nombre, ni la valeur, ni l'organisation. On se berçait des souvenirs d'Iéna et on ne parlait que d'aller à Berlin; les cartes d'Allemagne étaient seules recherchées. Certains journaux débitaient au public les plus folles extravagances, entre autres qu'il suffirait d'un Français pour jeter cinq Prussiens dans le Rhin à coups de crosse. En descendant plus bas, on trouvait des gens avinés et des soldats débraillés qui hurlaient la *Marseillaise* sous prétexte d'affirmer leur patriotisme.

La déclaration de guerre, faite par l'Empereur, était la faute la plus grave. Il était averti par son ambassadeur à Berlin que toute l'Allemagne se lèverait en masse et s'unirait à la Prusse dans le cas où la guerre éclaterait surtout si nous étions les premiers à la déclarer. Il ne tint aucun compte de ces sages conseils et tomba dans le traquenard qui lui était tendu. « Jamais nous ne vous ferons la guerre, disait M. de Bismark au colonel Stoffel (1); il faudra que vous veniez nous tirer des coups de fusil chez nous, à bout portant. »

(1) Envoyé militaire de la France à Berlin.

C'est qu'en effet M. de Bismark savait qu'une déclaration de guerre faite par la France à la Prusse soulèverait les haines de la *patrie allemande* contre l'*ennemi héréditaire*, contre cette France exécrée (1), et que cette incomparable maladresse, si nous la commettions, rallierait autour de la Prusse les forces de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe et du Hanovre, et leur ferait oublier leur antipathie contre la race prussienne et son hégémonie.

(1) Grâce aux violences de Louvois et à celles du premier empire en Allemagne, pendant la longue occupation militaire de 1806 à 1813. C'est cette haine profonde de toutes les nations allemandes contre la France qui a servi de lien à M. de Bismark pour les réunir contre nous.

III

L'armée française et l'armée allemande

Avant de raconter l'histoire de cette guerre insensée, il faut entrer dans quelques détails sur l'organisation et l'effectif des deux armées que la folie des uns et l'ambition des autres vont mettre aux prises.

Sur le papier les forces de la France sont de 1,142,000 hommes, dont 642,000 forment l'armée active et 500,000 appartiennent à la garde mobile, qui valait bien, disait-on, la landwehr. En apparence nos forces sont égales à celles de l'Allemagne, mais sur le papier seulement.

En effet, la garde mobile n'existe pas ; elle a à peine un commencement d'organisation dans quelques départements ; le maréchal Le Bœuf, la regardant comme inutile, n'a pas jugé nécessaire de continuer l'œuvre du maréchal Niel. Reste

l'armée active. Sur les 642,000 hommes qui la composent, il faut retrancher tout d'abord les 50,000 hommes de troupes employés en Algérie (1), les 6,000 hommes formant le corps d'occupation de Rome, les 80,000 hommes composant les garnisons de l'intérieur, les 24,000 gendarmes et 50,000 non-valeurs (2), soit un total de 200,000 soldats. Restent 412,000 hommes, sur lesquels il y en a 100,000 dans les dépôts, en y comprenant le contingent de 1869 qui ne sera incorporé cependant qu'au 1er août 1870. Restent 342,000 hommes, sur lesquels 72,000 au moins sont dans la réserve ou en congé, ou appartiennent à la deuxième partie du contingent, et ne pourront entrer en campagne au début des hostilités. Restent donc pour commencer la guerre 270,000 hommes, qui pourront être rejoints dans un mois environ par 100,000 autres ; mais ces 100,000 soldats ne sont pas venus à l'armée du Rhin, et c'est avec eux que l'on a formé l'armée de Mac-Mahon et, plus tard, les premières divisions de l'armée de la Loire (3).

(1) Une partie fut rappelée et placée sous les ordres du maréchal Mac-Mahon.

(2) Compagnies de discipline, compagnies de remonte, soldats hors rang, etc.

(3) Les votes militaires, au plébiscite du 8 mai, consta-

Le gouvernement français devait savoir à quoi s'en tenir sur les effectifs de convention de son armée, qui jamais n'appelèrent l'attention des chambres, et il connaissait par de nombreux rapports quel était l'état exact des forces réelles de l'Allemagne.

Ceci dit, il est impossible de comprendre comment il a osé déclaré la guerre.

Après Sadowa, il avait fallu de toute nécessité réorganiser nos forces. Aussi l'Empereur (1) avait proposé un projet, d'après lequel on aurait eu 750,000 soldats et 450,000 réservistes, rapidement mobilisables. Une opposition générale éclata contre ce projet, dans la presse, dans le pays et à la Chambre. Il est impossible de lire, sans que le rouge vous monte au front, les sottises qui furent débitées par les députés de l'opposition pendant la discussion de la loi : l'armée était inutile; en cas de guerre, on décréterait la levée en masse; les volontaires de 1792 avaient sauvé la France; la Prusse n'avait certainement pas plus de 300,000 hommes à mettre en ligne; sa landwehr n'avait aucune valeur; on aurait tou-

taient cette faiblesse de nos effectifs, et l'avaient fait connaître à la Prusse d'une manière authentique.

(1) Voir sa lettre au maréchal Randon, de septembre 1866.

jours trois mois devant soi pour achever de se préparer, entre la déclaration de guerre et le commencement des hostilités! Les arguments et le patriotisme du maréchal Niel furent étouffés sous cette avalanche d'inepties.

L'opposition générale faite au projet de loi et le désir de ne pas mécontenter l'électeur rural, qui a une horreur particulière pour le service militaire, amenèrent une transaction, d'où sortit la loi du 1er février 1868, qui créait une armée active de 640,000 hommes, et une garde mobile de 500,000 hommes, et qui finalement nous donnait deux ans plus tard 270,000 combattants pour faire la guerre à la Prusse.

En étudiant l'armée, son organisation et son esprit, on constate qu'elle s'est peu à peu, mais considérablement affaiblie sous l'Empire (1).

La discipline, minée par les journaux de la démagogie, le respect, la bonne tenue dans le rang, l'allure martiale d'autrefois, ont disparu ou ont diminué. Les troupes marchent en désordre ; les régiments sont précédés d'une musique qui joue des polkas ou des airs de Thérésa, la chanson du

(1) La décadence de la discipline et de l'esprit militaire remonte à la révolution de 1848; elle ne fit que s'accroître depuis, par le favoritisme et l'indulgence.

Sapeur, par exemple. La tenue débraillée et les habitudes de désordre des régiments d'Afrique ont déteint peu à peu sur toute l'armée. L'exercice, les manœuvres, sont négligés; on ne fait plus ces beaux maniements d'armes qui faisaient dire un jour au bey de Tunis, s'adressant au bataillon de Saint-Cyr qu'il avait rencontré dans le parc de Versailles : « Je vous remercie, messieurs, de m'avoir montré un bataillon qui n'a qu'une main et qu'une âme. » Les troupes sont désœuvrées et peuplent les cabarets, les brasseries et les cafés.

Il y a trop de mercenaires et de remplaçants dans l'armée. L'exonération a détruit l'idée qu'on devait le service militaire à son pays, par le fait même qu'on était citoyen et en état de porter les armes. Sur le contingent de 1869, il y a eu 42,000 demandes de remplacement. La solidité des régiments est ébranlée par le grand nombre d'hommes envoyés en congé ou placés dans la réserve, et qui ne reviennent au corps que mécontents d'être rappelés et avec un mauvais esprit. C'est qu'en effet toutes les classes de la société ont cessé d'avoir le patriotisme étroit, mais profond, de nos pères. Le pays se croit délivré de toute obligation militaire, du moment qu'il paye l'exonération ou

le remplacement et l'impôt. Peu lui importe l'armée et qu'elle soit bonne ou mauvaise ; il aura besoin des ravages de l'invasion pour revenir à des idées plus saines. Il semblait vraiment qu'on ne pouvait être soldat que si on était d'abord un pauvre diable sans argent, bon seulement à être tué. Un pareil système devait conduire à l'abîme.

Les bons sous-officiers étaient devenus assez rares; leur recrutement était difficile ; à peu d'exceptions près, leur ignorance était grande, et cependant beaucoup devenaient officiers, par le fait de la loi qui accorde les deux tiers des emplois de sous-lieutenants vacants aux sous-officiers et un tiers seulement aux élèves de Saint-Cyr.

Nos officiers sont généralement trop peu instruits, même ceux qui sortent des écoles militaires. Le manque d'instruction tactique et stratégique parmi les généraux est malheureusement trop visible. La guerre d'Afrique les a presque tous habitués à ne compter que sur la baïonnette du soldat et à battre l'ennemi sans difficulté. Il manque dans notre armée une école militaire supérieure où puissent se former des généraux de toutes les armes. Il manque des examens pour

forcer les officiers à travailler toujours les sciences militaires si difficiles et si changeantes, et pour régler leur avancement sur leur savoir; car aujourd'hui, il peut se faire qu'un officier ne travaillant pas, n'y étant ni encouragé ni forcé, vaille moins à la fin de sa carrière qu'à ses débuts.

A défaut d'un système où l'étude et l'intelligence auraient été la règle de l'avancement, les grades étaient donnés presque exclusivement à la faveur; les officiers qui n'avaient pas de recommandations puissantes n'avançaient pas, ne pouvaient pas avancer.

Un esprit de routine obstinée dominait partout, au ministère, dans les comités; et cependant, on changeait constamment certaines choses, les uniformes, les coiffures, les plumets, et ce qui était plus grave, le nombre des bataillons, des escadrons et des compagnies, les programmes des écoles, certains règlements d'administration, etc. C'était le mouvement de l'écureuil dans sa cage. On parlait sans cesse de progrès, sans jamais en accomplir un vraiment sérieux et utile, et quand on avait remplacé une tunique par une jaquette, ou un pompon par une aigrette ridicule, on croyait avoir fait quelque chose.

Le comité d'infanterie (1) avait repoussé toutes les nouvelles manœuvres d'infanterie adoptées en Prusse et rendues nécessaires par l'emploi du nouveau fusil à tir rapide et les nouveaux canons à longue portée. Sauf pour les tirailleurs, nous arrivions devant l'ennemi, en 1870, avec nos vieilles formations de 1791, avec nos déplorables habitudes d'Afrique, contraires à toute tactique savante. Heureusement, notre infanterie avait un excellent fusil, le chassepot, et sa bravoure traditionnelle; mais trop souvent on ne sut utiliser ni l'un ni l'autre. Les guerres d'Afrique, qui ont exercé une influence détestable sur notre armée, influence que de bons esprits signalaient dès 1842, les guerres d'Afrique avaient jeté parmi nos troupes des habitudes de désordre, de décousu, de coups de main, un manque d'ensemble qui ne faisaient que s'accroître. La nécessité d'emporter tout avec soi dans une expédition en Algérie avait fait exagérer au delà du possible le poids que porte le fantassin et les bagages de l'officier. Le fantassin français, si leste, si bon marcheur autrefois, était devenu plus lourd que le fantassin

(1) Voir l'excellent ouvrage intitulé : *Metz, campagne et négociations,* 1 vol. in-8.

allemand, qui n'avait jamais passé pour bon marcheur. Le temps des marches de la division Masséna en 1797, du corps de Marmont en 1805, et des troupes de Napoléon pendant la campagne de 1814 était décidément passé.

La cavalerie, de même que l'infanterie, était organisée comme au temps du premier empire. Le comité de cavalerie, ne tenant aucun compte des fusils et des canons nouveaux, n'avait pas su voir qu'après la guerre de Bohême et celle des États-Unis, la tactique de la cavalerie était à refaire complétement chez nous, que les charges par grandes masses étaient devenues presque impossibles, et que la brillante école des Murat, des Montbrun et des Caulaincourt était finie. Il n'avait pas tenu compte de la transformation que la cavalerie avait subie en Prusse, où on l'employait surtout à faire des reconnaissances au loin, à couvrir l'armée d'un rideau impénétrable à l'ennemi, et à observer, au contraire, tout ce qu'il faisait. Le maréchal Niel, qui se préoccupait de toutes ces graves questions avec un intelligent patriotisme, avait fait faire un nouveau règlement pour le service de la cavalerie. Nos généraux le repoussèrent et refusèrent de l'appliquer. En revanche, les Prussiens l'adoptè-

rent, et il paraît positif que c'est à l'aide du règlement du maréchal Niel qu'ils perfectionnèrent leur cavalerie.

Chez nous, la cavalerie eut un rôle à peu près nul pendant la guerre. On fit charger nos cuirassiers à Reichshofen, où ils se firent tuer bravement; mais, sauf quelques exceptions, on ne sut pas employer la cavalerie, comme les Prussiens faisaient de la leur, à des reconnaissances bien conduites. On ne put jamais savoir quelque chose de l'ennemi; aussi on fut surpris à Wissembourg; à Reichshofen, le maréchal Mac-Mahon ne sut pas qu'il avait 150,000 hommes devant lui; à Forbach, le général Frossard est attaqué à l'improviste par 60,000 Prussiens; à Borny, Steinmetz tombe inopinément sur nos arrière-gardes; à Rezonville, la division de cavalerie chargée d'éclairer la route de Verdun est surprise à l'abreuvoir; à Beaumont, nouvelle surprise. La bravoure héroïque de nos cavaliers ne suffit plus aujourd'hui; pour constituer une cavalerie capable de remplir en temps de guerre un rôle vraiment utile à l'armée, il faut une organisation nouvelle, et surtout des officiers instruits et capables.

Le comité d'artillerie, aussi routinier que les

autres, niait la supériorité de l'artillerie prussienne, malgré l'évidence. Le canon d'acier se chargeant par la culasse avait cependant un tir plus rapide, plus juste et d'une portée beaucoup plus longue que le nôtre ; le poids de l'obus était plus considérable, et la fusée de l'obus meilleure. Tout fut nié; on ne voulut pas changer notre canon de 4, dont on vantait la légèreté et les succès à Solferino. Il fallut reconnaître, mais trop tard, qu'on s'était trompé. On fondait aussi de grandes espérances sur les mitrailleuses, qui, dans quelques cas exceptés où elles ont été terribles, ont été généralement moins utiles qu'on ne s'y attendait. Il faut encore dire que l'armée prussienne avait un bien plus grand nombre de canons que la nôtre, qu'elle employait son artillerie par grandes masses dès le début de l'action, et que nous ne nous doutions pas de cette nouvelle tactique.

La Chambre se montrait si parcimonieuse pour les dépenses militaires, que le Génie n'avait pu rien faire pour mettre nos grandes places de la frontière, Metz, Strasbourg et Béfort, en état de résister à un siége et pour les protéger contre un bombardement. Au début de la guerre, les forts de Metz étaient à peine commencés et rien n'était fait à Strasbourg et à Béfort.

L'État-major, en tant que corps organisé pour la guerre, c'est-à-dire pour diriger les mouvements de troupes, faire des reconnaissances sérieuses et le service des avant-postes, et recueillir les renseignements nécessaires au commandement, qui doit toujours savoir ce qui se passe chez l'ennemi, l'État-major était à peu près nul. En Prusse, l'État-major est le principal ressort de l'armée, et il est organisé précisément pour lui rendre les services que nous venons d'indiquer. En France, les officiers d'État-major sont occupés dans des bureaux à faire des écritures et des correspondances, ou sont attachés à des généraux comme aides de camp; lorsque la guerre éclate, malgré leur instruction, qui est réelle (1), et leur bonne volonté, nos officiers d'État-major sont incapables de remplir leurs fonctions si difficiles, auxquelles ils n'ont pas été préparés par une longue pratique. Une des causes principales de nos défaites a été la supériorité des États-majors de l'ennemi devant la faiblesse des nôtres.

L'intendance est devenue le bouc émissaire d'Israël, que l'armée a rendu responsable de tous ses

(1) Il nous manque cependant une école supérieure d'État-major pour les hautes études militaires. L'école d'État-major n'est pas assez forte.

malheurs. Il y a du vrai et aussi beaucoup d'exagérations dans les imprécations que l'on a lancées contre l'administration militaire. La plupart du temps les généraux ont été plus coupables que leurs intendants, car là où l'intendance a été bien dirigée par le général en chef, elle a rendu les services que l'on attendait d'elle. L'armée de la Loire et l'armée de Versailles en sont des preuves indiscutables. D'ailleurs, on connaît l'axiome : « Un bon général a toujours un bon intendant, » et cela s'explique parce qu'on n'est un bon général qu'à la condition de connaître la science des marches et de l'appliquer aux mouvements des convois aussi bien qu'aux mouvements des troupes.

Ce n'est pas tant l'intendance qui est mauvaise que le système général de notre administration militaire. Il n'y a qu'en France où l'on croie qu'on fait vivre des armées nombreuses avec des convois réguliers et des distributions régulières et à heure fixe. Pendant la première république et le premier Empire, l'armée vivait sur le pays ; l'armée prussienne a conservé cet usage, brutal à coup sûr ; mais la guerre ne peut être que brutale dans toutes ses parties.

Arrivés sur un point, les Prussiens y canton-

nent leur troupes et obligent l'habitant à les nourrir. Le cantonnement s'opère par les soins des généraux qui assignent à leurs divisions tels villages dont ils se sont donné la peine de connaître la population et les ressources de tout genre, et la répartition des hommes chez l'habitant se fait par les soins de sous-officiers fort habiles à remplir leurs fonctions. Quand les troupes sont en trop grand nombre sur un point, on bivouaque, et l'administration militaire fait des distributions qu'elle tire des « colonnes de vivres » que chaque division conduit avec elle, qui en font partie intégrante et qui sont aux ordres du général (1).

L'Afrique nous a été funeste sur ce point comme sur tant d'autres. Nous nous sommes habitués en Algérie à vivre exclusivement sur nos convois et par les soins de l'intendance. Il le fallait bien, puisque le cantonnement y est impossible. D'ailleurs, le système de vivre sur ses convois est praticable en Afrique, parce qu'il ne faut nourrir que des colonnes peu nombreuses. Mais nos généraux ont pris en Algérie l'habitude de ne plus s'inquiéter de la question des subsistances, et

(1) Les vivres venaient d'Allemagne, ou étaient achetés n France, ou étaient réquisitionnés aux mairies.

l'habitude prise en Afrique a été conservée en Europe, au milieu des grandes armées. Le système était mauvais; on l'avait jugé tel en Crimée et en Italie, mais on ne le changea pas, et il existait encore en 1870.

Il y a une réforme profonde à apporter dans l'organisation de notre administration militaire, qui doit, ainsi que les généraux, revenir aux vrais principes de l'art de faire vivre de grandes armées en campagne.

La confédération de l'Allemagne du nord pouvait disposer de 937,000 hommes, de 1,700 canons, de 200,000 chevaux et de 13,000 voitures. Ces effectifs réels se décomposent ainsi : troupes de campagne ou armée active, 545,000 (1); troupes de remplacement ou de dépôts, 186,000; troupes de garnison ou landwehr, 206,000; gendarmes, 2,250, etc. Les trois États du sud de l'Allemagne, Bade, Wurtemberg et Bavière, liés à la Prusse par des traités qui plaçaient leurs troupes sous le commandement du roi de Prusse, pouvaient fournir 193,000 hommes, savoir : la Bavière, 70,000 hommes de troupes de campagne, divisés en deux corps d'armée, et 46,000 hommes de remplace-

(1) Dont 472,000 combattants.

ment et de landwehr ; — le Wurtemberg, une division active de 24,000 hommes et 11,000 hommes de troupes de remplacement ; — Bade, une division active de 26,000 hommes et 15,000 hommes de remplacement. Le nombre de leurs canons était d'environ 300.

Le total des forces dont l'Allemagne pouvait disposer était donc de 1,130,000 hommes et d'environ 2,000 canons de campagne; ce qui lui a permis de faire la guerre en France avec environ 600,000 hommes, de maintenir les effectifs au complet pendant toute la durée de la guerre et d'avoir encore en Allemagne, à la fin de janvier 1871, de nombreux soldats pour garder nos prisonniers et pour envoyer encore des renforts aux armées en campagne, si la guerre avait continué (1).

Les troupes de la Confédération étaient réparties en douze corps d'armée prussiens et un corps saxon. Les Bavarois formaient, comme on l'a dit, deux corps d'armée; les Badois et les Wur-

(1) Au début, les Allemands entrent en France avec 400,000 hommes; en octobre, ils sont 550,000; en janvier 650,000. On peut croire qu'il est entré en France environ 850,000 ou 900,000 Allemands, dont 200,000 environ ont été tués ou blessés, ou sont morts de maladie.

tembergeois, chacun une grosse division. Chaque corps d'armée prussien forme une armée complète, et qui peut agir séparément; il compte 40,000 hommes, dont 32,800 combattants, et 96 canons, répartis en deux divisions fortes chacune d'environ 16 à 17,000 hommes. Un corps d'armée comprend 9 régiments d'infanterie, un bataillon de chasseurs, 2 régiments de cavalerie, 16 batteries, 1 bataillon de pionniers (génie) et un équipage de ponts. Le service des postes, des chemins de fer de campagne, des télégraphes de campagne, des ambulances et du transport des blessés, des munitions d'artillerie et d'infanterie, et des vivres est assuré dans chaque corps et fonctionne avec une régularité remarquable.

Les divisions et les corps d'armée sont organisés d'une façon permanente; à chaque corps d'armée correspond un territoire déterminé qu'il occupe, et il recrute son effectif sur la population de ce territoire soumise sans exception au service militaire obligatoire. Les dépôts de matériel des corps sont à côté d'eux et toujours au complet, et la mobilisation est toujours préparée d'avance dans ses moindres détails. Cette organisation permet à la Prusse de mobiliser en quinze jours ses douze corps d'armée. La landwehr est mobilisée,

comme l'armée, d'après le même système et par les mêmes moyens.

Les officiers, les soldats et les chefs de gare sont exercés fréquemment à l'embarquement et au transport des troupes, des chevaux et du matériel sur les chemins de fer; aussi le transport des armées à la frontière, préparé et étudié de longue date, se fait facilement et vite. On a vu à Berlin vingt-deux grands convois de troupes partir en un jour. En moins de trois semaines, la Prusse a pu mobiliser et jeter en France 400,000 hommes.

Chez nous, c'est au moment de la guerre qu'on forme les divisions et les corps d'armée, qu'on organise tout pour la campagne qui va s'ouvrir, comme si l'armée n'était instituée que pour le temps de paix.

Il est dur de faire l'éloge de l'ennemi, surtout quand cet ennemi s'est déshonoré par le vol, le pillage et l'incendie, et par de barbares exécutions; il faut cependant dire ce qui est vrai et constater que cette armée odieuse était organisée d'une façon supérieure à la nôtre. Le service obligatoire pour tous jette dans l'armée la nation tout entière, et on a raison quand on dit que la Prusse n'est pas un pays qui a une armée, mais une ar-

mée qui a un pays. Toutes les classes, riches ou pauvres, y sont représentées. Ainsi recrutée, une armée est vraiment nationale et capable de grandes choses.

Le soldat manque d'élan et ne vaut pas le nôtre comme bravoure individuelle; mais il est fort, dur à la fatigue, obéissant et soumis à une discipline de fer; l'officier a le droit de le battre et de le tuer, et il en use. Le soldat sait parfaitement lire, écrire et compter, ce qui est une conséquence de l'enseignement obligatoire; il a une bonne instruction élémentaire; beaucoup ont même une instruction primaire supérieure, ainsi que les sous-officiers. Point n'est besoin d'insister sur les avantages qu'un général peut tirer d'une aussi grande somme d'instruction répandue dans tous les rangs de son armée. Il existe en Prusse quatre écoles pour les sous-officiers, sans parler des écoles régimentaires qu'ils sont obligés de fréquenter. Le sous-officier prussien ne peut passer officier que pour action d'éclat sur le champ de bataille, mais il existe des grades intermédiaires entre celui de sergent et celui de sous-lieutenant, qui constituent pour lui des positions convenables et, après douze ans de service, il a droit à un emploi civil.

Les officiers ont tous fait des études assez sérieuses dans les gymnases ou lycées et savent de leur métier tout ce qu'ils doivent savoir. Ils accomplissent scrupuleusement leur devoir, parce que le sentiment du devoir est très-développé dans l'armée comme dans toute la nation, et parce qu'ils sont soumis, comme leurs hommes, à une discipline sévère. Les officiers d'État-major formés à l'académie militaire de Berlin, et exercés à leurs vraies fonctions par le général de Moltke lui-même, composent un corps d'officiers remarquables auxquels la Prusse doit ses succès (1). Il ne faut pas oublier de dire que tous savent le français, l'anglais et le russe.

Si la Prusse a un État-major et des généraux capables de bien faire la guerre, c'est qu'elle se donne la peine de les former et qu'elle attache à ce soin l'importance qu'il mérite. Il existe en Prusse de nombreuses écoles militaires sérieuses (2) pour former les jeunes officiers ; il y a de plus pour l'État-major une académie militaire

(1) Voir les rapports du colonel Stoffel, p. 111.

(2) On n'y change pas sans cesse de système et de programmes; on n'y laisse pas le chef disposer de tout, suivant son caprice ; les examens y sont sévères ; tous ces établissements sont subordonnés à une commission supérieure et soumis à des inspections sérieuses.

dans laquelle les lieutenants qui y sont admis au concours étudient pendant trois ans les sciences militaires et tout ce qui s'y rattache. Partout dans l'armée, le travail est en honneur et encouragé. Les grades ne s'obtiennent qu'à l'ancienneté, mais un officier n'a pas le droit de ne rien faire et de devenir incapable de bien remplir ses fonctions, parce qu'alors on le renvoie.

Il ne faut rien exagérer; aussi terminerai-je en disant que, malgré leur instruction, les officiers allemands manquent absolument de sentiments généreux et d'élévation d'esprit, qualités qui abondent dans nos rangs, et que beaucoup ont commis des vols et des actes de brutalité sauvage dont pas un de nos officiers ne se serait rendu coupable.

Les généraux d'armée et ceux qui commandent les corps d'armée et les divisions ont beaucoup d'initiative; l'État-major général leur donne des instructions générales précises, et les laisse libres dans l'exécution. Les règlements, notre service en campagne, si remarquable et pour cela adopté en Prusse, sont ponctuellement exécutés, ce qui ne se fait pas chez nous. Depuis le chef de l'armée jusqu'au dernier soldat, tout le monde obéit.

Les deux grands ressorts de l'armée prussienne

sont : 1° l'État-major général permanent, dirigé par le général de Moltke, qui est en même temps le chef permanent de l'État-major général de l'armée, qui le recrute et le dresse personnellement à ses vraies et difficiles fonctions de guerre ; — 2° le ministère de la guerre, bien organisé, ayant des traditions et pas de routine, sachant changer quand il le faut une chose condamnée par l'évidence ou par l'expérience, et où sont centralisées entre des mains capables les seules choses qui doivent l'être.

L'infanterie et la cavalerie ont été depuis longtemps réorganisées et leur tactique assujettie aux conditions nouvelles qu'exigent les nouvelles armes. L'artillerie a été transformée d'une manière si remarquable, qu'à l'exposition de 1867 nous lui avions décerné plusieurs médailles (1) ! La routine et les souvenirs du grand Frédéric, qui avaient perdu la Prusse à Iéna, ont été mis de côté, et sans parler continuellement de progrès, on a su en faire d'incontestables. On n'a pas sans cesse changé de ministres, de système et d'organisation ; on a conservé les grandes institutions du

(1) L'artillerie de campagne compte 1,212 pièces, dont : 720 de 4 et 492 de 6.

baron de Stein et de Scharnhorst, et on les a perfectionnées peu à peu, en profitant de l'expérience des guerres de 1848 en Danemark et dans le grand-duché de Bade (1).

Certes, les Prussiens doivent leur succès à la bonne constitution de leur armée; mais combien ont-ils été aidés par notre mauvaise organisation, par notre désordre et par l'incapacité notoire de nos gouvernants et de nos généraux! Aucun de leurs généraux cependant n'était un homme de génie comparable à leur Frédéric: mais ils ne laissèrent rien au hasard; tout fut prévu avec sagacité, et tout était préparé pour assurer jusque dans les plus petits détails le fonctionnement régulier et continu de tous les services. On a vu par exemple, à Versailles, un troupeau de moutons conduit chaque jour au pâturage sur les bords de la pièce d'eau des Suisses, par des cuirassiers; on assurait ainsi la nourriture d'un corps de troupes, en maintenant en bonne santé et avec leur poids, des moutons que nous aurions enfermés et laissés périr de maladie (2).

(1) Où la Prusse avait été honteusement battue par les bandes révolutionnaires de Mieroslawski; elle n'avait pu, cette même année, venir à bout du Danemark.

(2) On a vu aussi, à Saint-Cyr-l'École, où logeait un

Ce qui frappe surtout dans l'étude de la guerre de 1870, c'est l'ordre parfait dans les prescriptions d'ensemble ou de détail, et leur stricte exécution. Les marches des colonnes, sont étudiées et dirigées par des officiers qui possèdent à fond la science des marches, et exécutées par des hommes qui savent obéir. Un général ou un colonel doit aller à tel endroit et y être à tel moment, il y est au moment fixé ; on a marché de jour ou de nuit, ou nuit et jour, peu importe.

Pour faire avancer leurs armées, les généraux prussiens se servent de toutes les voies de communication, routes et chemins, bons ou mauvais; ils font marcher leurs troupes à travers champs; ils multiplient les colonnes pour les avoir courtes et éviter les encombrements de soldats, d'artillerie, de cavalerie et de voitures. Chez nous, on forme de longues colonnes, dans lesquelles tout s'entasse et où rien ne peut avancer. De là, les encombrements prodigieux et les lenteurs de nos marches, de Metz à Mars-la-Tour, de Châlons à Sedan, pendant lesquelles nous ne faisions que huit ou dix kilomètres par jour !

colonel de cavalerie, tous les officiers commandant les détachements de ce régiment, venir régler, chaque matin, leur montre sur celle de leur colonel.

Les Prussiens avaient préparé depuis longtemps la guerre de France (1). Leurs officiers d'État-major faisaient en secret de nombreuses reconnaissances militaires dans toute la France ; ils avaient des cartes excellentes de notre pays et des plans de toutes nos villes. Le sous-officier de uhlans qui a occupé Sèvres, le 19 septembre 1870, avait un plan de Sèvres qui lui servit à placer ses vedettes. On n'aurait certes pas trouvé un autre plan de Sèvres en France. Leurs officiers avaient exploré toute la partie du territoire où ils devaient faire campagne, déguisés en colporteurs de livres ou autrement ; ils avaient fait des marques (2) aux carrefours des routes, dans les bois, sur les arbres, partout où un point de repère était utile pour indiquer la route à suivre ; aussi connaissaient-ils leur chemin et les distances exactes. On cite la réponse d'un paysan de l'Ouest à un officier français qui lui demandait son chemin (3) : « Mon bon monsieur, les Prussiens ne

(1) On disait dans leur armée que depuis plusieurs années ils avaient préparé quatre guerres : celles de Danemark, d'Autriche, de France et de Russie, avec les mêmes soins, pour les reconnaissances, les cartes, les langues, etc.

(2) Croix, flèches, losanges, carrés, ronds, virgules, etc.

(3) Notre armée de la Loire manqua d'abord complètement de cartes ; les premières qu'elle eut à sa disposition furent prises aux officiers allemands tués ou faits prisonniers.

ndaient jamais par où il fallait passer pour à tel endroit, ils y allaient. »

L'espionnage en France a été pratiqué pendant de longues années par les Prussiens avec une audace qui n'a été dépassée que par notre légèreté et notre insouciance. On leur montrait avec une incomparable niaiserie tout ce qu'ils auraient eu quelque difficulté à voir en espionnant ; on se rappelle, pendant l'exposition de 1867, la visite du général de Moltke dans les forts de Paris. Les officiers prussiens venaient en Lorraine et en Alsace chasser avec les propriétaires du pays, ravis de leur amabilité et de leur distinction ; pendant ce temps, leurs hôtes étudiaient les bois et leurs sentiers. La masse de commerçants, d'employés, d'ouvriers, de domestiques et de balayeurs allemands établis dans toutes nos villes, y revinrent comme officiers ou soldats de la landwehr et servirent de guides à leur bataillon. A Metz, à Strasbourg, à Paris, les espions français payés par l'ennemi étaient nombreux, aussi était-il informé de tout ce que nous faisions.

Mais c'est assez parler de l'armée allemande ; il suffit d'avoir indiqué à grands traits les qualités de ce formidable instrument de guerre, et il faut revenir à la France.

La mobilisation de notre armée, c'est-à-dire le passage de l'armée du pied de paix au pied de guerre, par le rappel au régiment des hommes en congé et des hommes de la réserve, ne peut s'effectuer qu'avec beaucoup de lenteur, par le fait d'une mauvaise organisation qu'on aurait dû changer depuis longtemps. Les armées allemandes envahissaient la France, que la nôtre cherchait à se former, au milieu d'un désordre dont l'histoire ne connaît pas un autre exemple.

On avait réuni à Paris et à Versailles la presque totalité des approvisionnements et du matériel de guerre, de campement et des hôpitaux dont on pouvait disposer ; il fallait donc l'expédier sur notre frontière de l'Est par le chemin de fer. Mais il n'y a de ce côté qu'une seule ligne, celle de Strasbourg (1), et il est facile de comprendre pourquoi, dès les premiers jours, il s'y forma un encombrement qui ne fit qu'augmenter au milieu d'expéditions faites à la hâte, sans plan bien arrêté, et soumises comme les mouvements de troupes à des contre-ordres perpétuels.

Le matériel des chemins de fer était insuffisant

(1) En Allemagne au contraire, au voisinage de la France, les chemins de fer sont nombreux et disposés pour la guerre.

pour servir à la fois aux transports de l'armée et à ceux du commerce ; il aurait fallu faire cesser complétement pendant quelques jours les transports commerciaux. Il aurait fallu qu'il y eût dans les grandes gares au moins un chef militaire, habitué à ce service très-difficile, pour diriger les expéditions militaires. Au lieu de cela, les choses marchaient au hasard ; l'armée et l'intendance se disputaient les wagons, la première pour ses hommes et le matériel, la seconde pour les vivres; aussi on a vu des trains de vivres arrêtés, barrant la voie, empêcher des trains de soldats d'avancer pendant plusieurs jours, et ce désordre a duré autant que la guerre.

On croyait à une invasion de l'Allemagne par la France, et pas le moins du monde à une invasion de la France par l'Allemagne. Aussi les grands magasins de l'armée furent-ils établis sur l'extrême frontière, à Forbach, à Sarreguemines, au lieu d'être formés en arrière, d'où l'on aurait pu les expédier en avant, si l'armée s'avançait, ou les sauver si l'armée était obligée de reculer. Cette faute fut cause que, dès le 7 août, tous nos approvisionnements tombèrent au pouvoir de l'ennemi, dont les mouvements en avant furent facilités par cette capture.

Nous avons dit qu'en Prusse les corps d'armée sont toujours organisés et qu'il suffit de quinze jours pour les mobiliser. En France, au moment de faire la guerre, il faut tout organiser, divisions et corps d'armée. Avec notre système antédiluvien des dépôts, il faut, lorsque la guerre éclate, pour compléter un régiment et mettre son effectif sur le pied de guerre, faire venir du dépôt les hommes qui doivent rejoindre les bataillons de guerre. Or, tel régiment était en Alsace, qui avait son dépôt à Quimper, aux Pyrénées ou en Algérie. Il faut aussi rappeler les hommes en congé et les réservistes. Pour cela, il faut que ces hommes aillent d'abord de chez eux au dépôt pour s'équiper, et du dépôt ils vont au régiment. Si le dépôt est à Alger, l'homme rappelé va à Alger et revient en Alsace. Il n'y a que chez la nation la plus spirituelle du monde que l'on trouve de pareilles institutions militaires. En effet, que de dépenses inutiles en frais de route, que de temps perdu, que de complications, que de causes d'encombrement sur les chemins de fer! On calcule que les hommes en congé ou de la réserve mettaient de vingt à vingt-deux jours pour aller de chez eux au régiment en passant par le dépôt. Les gares, les routes étaient encombrées d'hommes isolés et de

traînards qui rejoignaient leur corps, mal disposés et indisciplinés. Tous ces faits s'étaient déjà produits en 1859, au moment de notre entrée en Italie, mais on n'avait pas tenu compte de cette expérience.

Pour terminer ce déplorable tableau, il nous reste à analyser les dépêches publiées dans les papiers trouvés aux Tuileries. On trouve dans ces douloureux documents, qu'ici on manque d'argent, là de vivres ou de biscuit ou de salaisons, ou de sucre et de café ; plus loin, on n'a pas de cantines, d'ambulances ni d'infirmiers ; tel général réclame des vétérinaires, tel autre des revolvers. Le général Michel, arrivé à Béfort, ne trouve ni sa brigade, ni son général de division ; il ne sait pas où sont ses troupes et demande au ministre ce qu'il doit faire. Les cartes manquent partout ; on réclame des munitions pour mitrailleuses, des cartouches (1), des tentes-abris, des couvertures, des gamelles, des bidons. Les mobiles qu'on rassemble à la hâte n'ont pas d'armes et on ne sait qu'en faire. Un régiment d'infanterie de ligne, placé sur l'extrême-frontière,

(1) Un convoi de quatre millions de cartouches fut perdu dans la gare de Metz; on le retrouva vers la fin du mois d'août.

du côté de Sierck, reçut de son dépôt cinq cents hommes, dont plus de la moitié n'avaient ni fusils, ni équipement, ni uniforme; le colonel les arma à grande peine, pendant les huit jours qui s'écoulèrent entre leur arrivée au corps et le commencement des hostilités. En revanche, nous trouvons çà et là des officiers et des généraux avec leur cuisinière, leur femme, leurs enfants et même leur nourrice, des reporters anglais qui sont là pour informer leur public de ce chaos et avertir l'ennemi. Il n'y a pas d'exemple d'une pareille confusion, dont l'auteur responsable est «le ministre qui, n'ayant rien préparé, a, dans son inexpérience et sa présomption, fait sur le temps et les transports les erreurs les plus désastreuses (1). »

(1) Baratier, l'*Intendance militaire pendant la guerre de 1870-71*, p. 23.

IV

Reichshofen et Forbach

Pendant que notre armée se formait lentement et en désordre sur notre frontière de l'Est, les armées allemandes, rapidement mobilisées et transportées en chemin de fer, nous menaçaient de l'invasion.

L'Empereur, après avoir déclaré l'Impératrice régente (23 juillet), avait pris le commandement de l'armée (29 juillet), et avait choisi pour major-général le maréchal Le Bœuf, homme incapable de remplir ces difficiles fonctions qui exigent des connaissances et une aptitude spéciales. Le quartier général fut établi à Metz, d'où l'on transmettait les ordres et les contre-ordres aux différents chefs de corps.

Devant l'invasion, l'Empereur fut obligé de re-

noncer à l'offensive (1), et de laisser aux Allemands l'avantage qu'a toujours celui qui sait prendre l'initiative des opérations; on se tint donc sur la défensive. Mais se tenir sur la défensive suppose que l'on concentre les forces dont on dispose, qu'on a adopté un plan de défense, qu'on défendra les lignes et les positions dont on peut se servir, les Vosges, la Sarre, la Moselle, par exemple. Au lieu d'agir ainsi, on partagea l'armée en huit corps, dont les divisions furent éparpillées sur toute la frontière, entre Thionville et Béfort, à des distances telles, qu'elles ne pouvaient se soutenir les unes les autres.

Étrange combinaison, qui émiettait nos troupes, déjà trop peu nombreuses, devant les armées prussiennes sagement concentrées.

Aucune disposition, aucun plan ne fut adopté, ni pour l'attaque, ni pour la retraite, ni pour se soutenir réciproquement en cas d'attaque de l'ennemi. Personne ne s'éclaire, personne ne se garde, personne ne sait où est l'ennemi, ce qu'il fait,

(1) Il paraît qu'on avait formé le projet de jeter le maréchal Mac-Mahon avec 100,000 hommes sur Wurtzbourg, pour isoler la Bavière; pendant ce temps-là, 200,000 hommes devaient passer la Sarre, puis le Rhin entre Manheim et Mayence, refouler l'ennemi, et, après avoir rejoint Mac-Mahon, marcher sur Berlin.

quelles sont ses forces ; il n'y a ni reconnaissances faites au loin et à fond, ni espionnage. Nos troupes vont et viennent de ci et de là, sans raison, sans plan, mais sans relâche ; chaque ordre est suivi d'un contre-ordre. On a remarqué que l'Empereur avait des changements d'idées subits et inexplicables. Son indécision et son absence totale de volonté et de suite étaient prodigieuses ; chaque jour il y avait un plan nouveau.

Nous avons dit que l'armée était divisée en huit corps (1) ; au 1er août, ils étaient ainsi placés et commandés. Le premier corps, aux ordres du maréchal Mac-Mahon, était à Strasbourg et comptait 38,000 hommes, 96 canons et 24 mitrailleuses. Le deuxième corps, commandé par le général Frossard, était à Saint-Avold et à Forbach, et comptait 28,000 hommes, 72 canons et 18 mitrailleuses. Le troisième corps, commandé par le maréchal Bazaine, était à Boulay et comptait 42,000 hommes, 96 canons et 24 mitrailleuses (2). Le

(1) La force des corps n'est pas égale : le 1er, le 3e et le 4e ont 4 divisions d'infanterie et une de cavalerie formée de 6 régiments ; les 2e, 5e et 7e corps n'ont que 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie formée de 4 régiments. La garde est formée de deux divisions d'infanterie et d'une de cavalerie.

(2) Le troisième corps fut successivement commandé par le maréchal Bazaine, le général Decaen et le maréchal Le Bœuf.

quatrième corps, commandé par le général de Ladmirault, était à Thionville et comptait 33,500 hommes, 72 canons et 18 mitrailleuses. Le cinquième corps, aux ordres du général de Failly, était à Sarreguemines et à Bitche, et comptait 29,000 hommes, 72 canons et 18 mitrailleuses.

Le sixième corps, commandé par le maréchal Canrobert, était à Châlons et comptait 40,000 hommes, 96 canons et 24 mitrailleuses. Le septième corps, commandé par le général Félix Douay, était à Béfort et ne comptait que 27,000 hommes avec 72 canons et 18 mitrailleuses. La garde, forte de 23,000 hommes avec 60 canons et 12 mitrailleuses, était à Metz sous les ordres du général Bourbaki. La réserve de cavalerie, placée à Lunéville, comptait 3 divisions (7,000 hommes) et 36 canons. La réserve d'artillerie se composait de 96 canons et de 3,500 hommes. Le total de nos forces était de 272,000 hommes, 768 canons et 156 mitrailleuses.

Pendant ce temps, le gouvernement songeait, mais un peu tard, à se procurer des alliances. Il croyait que le Danemark se déclarerait pour nous, et il se proposait d'y envoyer le prince Napoléon et le général Trochu avec un corps de débarquement destiné à faire, avec les

Danois, une diversion du côté de la Baltique; mais les vaisseaux n'étaient pas prêts (1), et les troupes manquaient. On comptait, d'après certains engagements antérieurs, sur l'appui de l'Autriche et de l'Italie ; mais ces puissances, prises au dépourvu, n'étaient pas prêtes et redoutaient avec raison de se jeter dans une aventure. On avait espéré jusqu'au dernier moment, malgré l'évidence, que la Bavière et le Wurtemberg resteraient neutres (2). Tous ces rêves s'évanouirent. La Russie s'alliait secrètement avec la Prusse, afin d'obtenir carte blanche en Orient, et le moyen de faire reviser le traité de Paris ; en échange, elle devait forcer l'Autriche à rester neutre, en la menaçant de la guerre si elle se déclarait pour nous. Quant à l'Angleterre, irritée d'un projet d'annexion de la Belgique à la France, maladroitement négocié quelques années auparavant entre l'Empereur et

(1) Le rôle de la marine, pendant toute la guerre, fut à peu près nul ; on s'attendait à une expédition, à un débarquement en Allemagne, au bombardement de quelques villes maritimes ; on ne fit rien de sérieux, et à la fin de la guerre, une frégate prussienne, l'*Augusta*, capturait nos bâtiments de commerce à l'embouchure de la Gironde. En revanche, les marins et nos officiers de marine se battirent bravement dans nos armées de terre.

(2) Le 19 juillet, la Bavière déclara qu'en vertu des traités elle marcherait avec la Prusse.

M. de Bismark, projet que M. de Bismark fit connaître aussitôt après la déclaration de guerre, l'Angleterre se prononça contre nous avec une haine, qui étonna beaucoup notre légèreté française.

Il est possible qu'avec de l'habileté et de la prudence, en ne déclarant pas la guerre brusquement, en laissant aux puissances qui pouvaient s'unir à nous le temps de se préparer, nous eussions trouvé des alliés et mené cette guerre à bonne fin, tandis que l'Empereur allait tenter simplement la dernière et la plus folle de ses aventures.

L'opinion publique, ignorante et mal renseignée par la presse, s'impatientait, dans les derniers jours de juillet, de ne pas voir les hostilités engagées et notre armée entrer en Allemagne ; elle trouvait étrange la proclamation de l'Empereur qui annonçait une guerre longue et difficile. La presse et le public ne se doutaient pas des difficultés insurmontables qu'imposait notre mauvais système de mobilisation, ni de la nécessité où l'on était réduit tout à coup, et avant d'avoir combattu, à se tenir sur la défensive, ni des terribles surprises que l'ennemi allait nous infliger.

En effet, l'armée allemande, organisée comme

on le sait, bien commandée, abondamment pourvue de tout, rapidement transportée en chemin de fer, s'avançait divisée en trois grosses masses, qui allaient nous surprendre partout, en tombant à l'improviste sur nos corps isolés. Leurs mouvements nous étaient complétement inconnus, grâce à la cavalerie qui les précédait et formait un impénétrable rideau devant elles.

Les trois armées allemandes étaient placées sous le commandement supérieur du roi de Prusse, ayant pour chef d'État-major général l'habile général de Moltke, infatigable malgré son grand âge.

La première armée allemande, commandée par Steinmetz, formait la droite de l'ennemi ; partie de Coblentz, elle remontait la Moselle et s'avançait sur Sarrelouis ; c'est elle qui nous attaquera à Forbach. Elle était forte d'environ 70,000 hommes et comptait deux corps d'armée (7e et 8e) et une division de cavalerie. La deuxième armée, commandée par le prince Frédéric-Charles, formait le centre ; partie de Mayence, elle s'avançait sur Sarreguemines par Kaiserslautern ; elle était forte d'environ 180,000 hommes et comptait six corps d'armée (3e, 4e, 9e, 10e, 12e et la garde prussienne) et trois divisions de cavalerie. Le

prince Frédéric-Charles ne prendra pas part aux premières opérations. La troisième armée, commandée par le prince royal de Prusse (Fritz), formait la gauche de l'ennemi ; partie de Spire, elle s'avançait par Landau sur Wissembourg ; elle était forte d'environ 150,000 hommes et comptait deux corps d'armée prussiens (5e et 11e), les deux corps bavarois, la division wurtembergeoise, la division badoise et deux divisions de cavalerie (1). C'est elle qui va nous attaquer à Wissembourg et à Reichshofen.

Il restait en Allemagne pour surveiller les côtes, 170,000 hommes prêts à combattre, ce qui porte l'effectif des forces allemandes au 1er août à 570,000 combattants en ligne, juste le double du nôtre. Mais dès le 15 août, la Prusse, rassurée du côté de la mer, avait jeté en France toutes ses troupes et augmenté l'effectif de ses trois armées. La première fut alors composée de trois corps (1er, 7e et 8e) et de deux divisions de cavalerie, et son effectif porté à 102,000 hommes et 270 canons. La seconde armée fut portée à 244,000 hommes et 624 canons. La troisième fut

(1) Dont la trop fameuse division de uhlans du prince Albert de Prusse (le père).

portée à 193,000 hommes et 516 canons. On forma de plus deux corps détachés : le 13e, commandé par le grand-duc de Mecklenbourg, et le 14e (Badois), commandé par le général Werder, qui fut chargé du siége de Strasbourg.

Au moment où les Prussiens allaient prendre l'offensive, l'Empereur attaqua Sarrebruck (2 août). Le 2e corps (général Frossard) ne rencontra que trois bataillons et trois escadrons de uhlans qui se replièrent aussitôt. Cette affaire insignifiante aurait pu avoir des suites sérieuses, si on avait pris Sarrebruck et ensuite Neuenkirchen, nœud de chemin de fer si important à occuper pour couper les communications entre Steinmetz et Frédéric-Charles, que l'on aurait dû y livrer bataille afin d'en devenir les maîtres. Mais cette stratégie élémentaire était au-dessus de l'intelligence du quartier général; on se contenta de parler du prince impérial, qui avait ramassé une balle et reçu le baptême du feu ; on n'occupa même pas Sarrebruck, et on continua à rester dans l'inaction, sans se donner la peine de s'éclairer et de chercher à savoir ce que faisait et où était l'ennemi.

Au moment où l'on s'y attendait le moins, le prince royal de Prusse nous tira de cette somno-

lence et nous rappela à la réalité. La division Abel Douay, du corps de Mac-Mahon, forte d'environ 9,000 hommes, était à Wissembourg, chargée de défendre la Lauter et l'entrée de l'Alsace. Le 4 août, elle fut surprise en plein bivouac, faisant la soupe. Elle allait avoir à combattre 40,000 hommes que le prince royal engagea sur les 80,000 soldats dont il disposait (1). Non-seulement cette division était complétement isolée et ne put être secourue, mais aucune reconnaissance de cavalerie ne lui avait signalé l'approche d'une armée entière ; c'est à peine si elle eut le temps de prendre les armes et de se préparer à combattre. L'action s'engagea sur les hauteurs du Geisberg (2). La division perdit son général, 1,200 hommes tués ou blessés et un millier de prisonniers; le reste battit en retraite sur Soultz. La perte des Allemands était d'environ 700 hommes. Ce combat ouvrait l'Alsace au prince de Prusse.

A la nouvelle de notre défaite à Wissembourg, le quartier général se décida à concentrer ses forces et à créer deux armées : l'une fut donnée

(1) 5e et 11e corps prussiens et 2e corps bavarois.

(2) Où les Austro-Prussiens commandés par Wurmser avaient été vigoureusement battus, le 25 décembre 1793, par Hoche et Pichegru.

au maréchal Mac-Mahon et composée des 1er, 5e et 7e corps; l'autre fut placée sous les ordres du maréchal Bazaine et composée des 2e, 3e et 4e corps; mais l'Empereur restait le chef supérieur des deux maréchaux et conservait le commandement de la garde. Cet essai de concentration se faisait trop tard, et le quartier général ne sut pas plus donner des ordres précis aux deux armées, qu'il n'avait su en donner aux corps séparés; la confusion des ordres et des contre-ordres, et l'absence d'un plan général continuèrent à laisser les Prussiens maîtres de faire ce qu'ils voulaient.

Le 5, l'Empereur, avons-nous dit, donna au maréchal Mac-Mahon le commandement supérieur des 1er, 5e et 7e corps; en conséquence les généraux de Failly et Douay reçurent l'ordre de rallier le maréchal, campé sur la Sauer, devant Wœrth; mais cette concentration se fit avec une telle lenteur, que le 6, une seule division du 7e corps avait rejoint Mac-Mahon, et qu'une division du 5e corps arriva seulement le soir après la défaite du maréchal. Mac-Mahon, mal renseigné, ne savait pas le matin du 6 août qu'il y avait devant lui une armée de 150,000 hommes, et quand il le vit, il ne lui fut plus possible de reculer pour sauver son corps d'armée d'une destruction certaine. C'est alors que

s'engagea la bataille de Reichshofen (1), entre environ 40,000 Français et 150.000 Allemands. Après un combat acharné de huit heures, les cinq divisions de Mac-Mahon et sa cavalerie, écrasées par les obus et refoulées de leurs positions, battaient en retraite sur Saverne par Niederbronn ; une partie des troupes se retira à Strasbourg. Le maréchal perdit 4.000 hommes tués ou blessés, 6.000 prisonniers, 36 canons et tous ses convois de vivres : de leur côté, les Allemands eurent 8.000 hommes hors de combat.

Heureusement une division du 5e corps arriva à Niederbronn vers les cinq heures et protégea notre retraite, car le désordre était complet.

Vivement poursuivis d'abord par la cavalerie allemande, les 15.000 hommes débandés que Mac-Mahon ramenait avec lui ne purent détruire ni les chemins de fer, ni les tunnels des Vosges qu'on abandonnait intacts aux Prussiens, dès lors maîtres de leurs communications dans leur marche en avant. Involontairement on se reporte, en racontant ces désastres, aux souvenirs glorieux de la défense de l'Alsace par Turenne.

(1) Appelée aussi et plus exactement bataille de Wœrth et de Frœschwiller.

Le 7, le maréchal et les généraux de Failly et Douay reçurent l'ordre de se retirer à Châlons où, d'après la volonté de l'Empereur, toute l'armée devait se réunir.

L'Alsace était perdue ; Strasbourg et Béfort, qui n'étaient pas en état de défense, allaient être assiégés sans espoir d'être secourus, et l'ennemi était libre de couvrir de ses partis de cavalerie deux ou trois départements, d'y étouffer par de cruelles exécutions le soulèvement militaire de la population et de frapper ainsi de terreur le reste de la France.

La retraite de Mac-Mahon s'accomplit par Niederbronn, Saverne, Lunéville et Neufchâteau ; là, ses troupes s'embarquèrent en chemin de fer pour gagner Châlons, où elles arrivèrent le 16 août complétement démoralisées par la défaite et par les privations qu'elles avaient supportées pendant dix jours. Le corps du général de Failly, très-compromis entre Sarreguemines et Bitche, avait échappé à l'ennemi et se rendit à Châlons par la Petite-Pierre, Lunéville, Neufchâteau et Chaumont, suivant Mac-Mahon à quelque distance. A Chaumont, il prit la voie ferrée, et il arriva à Châlons le 20, à peu près en même temps que le 7e corps qui venait de Béfort.

Le prince royal ne poursuivit pas longtemps Mac-Mahon; il ne dépassa pas la Moselle et resta à portée de l'armée de Frédéric-Charles. Sans cette prudence, le prince royal arrivait avant la fin du mois d'août à Paris, sur les talons du maréchal, et mettait fin à la guerre en prenant la capitale, dont la mise en état de défense était à peine commencée à cette époque.

Pendant que l'aile gauche des Prussiens gagnait la bataille de Reichshofen, leur aile droite battait le même jour le général Frossard à Forbach. La veille, l'Empereur, avons-nous dit, avait placé les 2e, 3e et 4e corps sous les ordres du maréchal Bazaine, qui se trouvait ainsi avoir une véritable armée sous son commandement. Mais par une aberration inexplicable, à peine Bazaine était-il nommé chef supérieur des 2e, 3e et 4e corps, que le quartier général arrêta la concentration des trois corps, sans le consulter, et régla leur emplacement sur une étendue de 60 kilomètres, en les plaçant hors de portée de se soutenir les uns les autres, devant une armée de 70,000 hommes.

Le deuxième corps (Frossard), avait reçu l'ordre, après l'affaire de Sarrebruck, de se replier sur Forbach, bien qu'il soit difficile de comprendre pourquoi on allait laisser Steinmetz libre de

passer la Sarre sans combat. Quoi qu'il en soit, le général Frossard vint prendre position à l'Est de Forbach, sur les hauteurs de Spickeren. Le 6 août, Steinmetz, qui n'avait trouvé aucune difficulté à franchir la Sarre, vint attaquer le deuxième corps isolé et mal renseigné, comme toujours, sur les mouvements de l'ennemi. Le deuxième corps résista avec énergie aux attaques des Prussiens, qui engagèrent environ 50,000 hommes contre nos 28,000 soldats; après une lutte opiniâtre de douze heures, nous fûmes chassés de nos positions avec une perte de 4,000 hommes tués ou blessés et de 2,000 prisonniers. Le général Frossard abandonna Forbach et les immenses approvisionnements rassemblés dans la gare de cette ville (1), et se replia sur Sarreguemines, au risque de tomber au milieu des Prussiens. Arrivé à Sarreguemines, le deuxième corps reçut d'abord l'ordre d'aller à Châlons, puis un nouvel ordre qui lui prescrivait de revenir à Metz, où il arriva en effet le 10.

(1) On abandonna aussi à Forbach un équipage de ponts, faute d'attelages pour l'emmener. Le quartier général avait bien envoyé de Metz l'équipage, mais s'étant servi du chemin de fer, il avait oublié ou négligé d'envoyer aussi les chevaux.

Pendant la bataille de Forbach (1), le troisième corps, commandé par le maréchal Bazaine, était à Saint-Avold, à 15 ou 20 kilomètres du champ de bataille ; malgré les demandes de secours adressées par le général Frossard au maréchal Bazaine, et malgré le canon qui appelait à son aide, le deuxième corps ne fut pas secouru. Il y eut dans l'armée une explosion d'indignation contre Bazaine, dont l'arrivée à Spickeren pouvait nous donner la victoire. Le maréchal avait cependant donné l'ordre à trois de ses divisions de se porter au secours du général Frossard, mais ces généraux furent avertis trop tard (2), et mirent peut-être trop de lenteur à marcher, ou s'arrêtèrent en chemin; bref ils n'arrivèrent près de Forbach qu'après le combat (3).

Les deux ailes de l'armée allemande étaient victorieuses le même jour, et l'armée française désorganisée et en retraite ; la France était envahie et Paris déjà menacé. Devant un pareil

(1) Appelée aussi la bataille de Spickeren.

(2) Vers trois heures.

(3) Voir : le rapport du général Frossard sur les opérations du 2e corps de l'armée du Rhin; — la brochure du général Montaudon et le *Moniteur universel* du 19 décembre 1871.

péril, il semble que le quartier général aurait dû sortir de son indécision et agir avec énergie ; tout au contraire, il ne sut plus quel parti prendre. En effet, on décide, le 7 au matin, que toute l'armée ira à Châlons ; le 7 au soir, on convient qu'on livrera une grande bataille le lendemain à Saint-Avold ; le 8, on renonce à livrer bataille pour se replier sur Metz, où l'on appelle le maréchal Canrobert, qui arriva de Châlons le 12 ; on ne prend aucun parti le 9, le 10 et le 11 ; le 12, l'Empereur cède le commandement au maréchal Bazaine ; et le 13, quand le maréchal Canrobert est arrivé, on revient à l'idée de quitter Metz et de battre en retraite sur Châlons. Il faut convenir que les Prussiens ont eu beau jeu.

Après leurs victoires de Wœrth et de Spickeren, les trois armées allemandes se réunirent librement à l'Ouest des Vosges et s'avancèrent : Steinmetz sur Metz, par Faulquemont ; le prince Frédéric-Charles sur Metz également, par Gros-Tenquin ; le prince royal, qui formait l'aile marchante, s'avança sur Nancy par Sarre-Union, pour suivre Mac-Mahon, Douay et de Failly qui se repliaient, comme on l'a dit, sur Châlons. En même temps, le prince royal détachait les Badois et le général Werder, et les chargeait d'assiéger Stras-

bourg ; dès le 8 août, la cavalerie ennemie paraissait devant cette ville.

Ne trouvant personne devant eux, les Prussiens continuèrent leurs mouvements sans difficultés ; ils occupèrent Lunéville, où d'immenses approvisionnements tombèrent entre leurs mains ; ils entrèrent à Nancy (12 août), de là allèrent occuper Frouard (1) et Pont-à-Mousson, et poussèrent jusqu'à Commercy sur la Meuse, en laissant provisoirement Toul de côté. Par ces marches habiles, mais accomplies en toute liberté, on ne saurait trop le répéter, l'ennemi tournait Metz, menaçait Paris, coupait les forces françaises en deux morceaux, l'un à Metz, l'autre à Châlons, et prenait ses mesures pour les empêcher de se rejoindre.

A la même époque, le 11 août, le roi de Prusse adressa une proclamation à la nation française. « Je fais la guerre, disait-il, aux soldats français et non pas aux habitants, dont les personnes et les biens seront en sûreté tant qu'ils ne m'enlèveront pas, par des agressions contre les troupes allemandes, le droit de les protéger.... » Il ne s'agit pas d'isoler, comme on l'a dit, l'Empereur et les Bonaparte de la nation, mais de séparer la nation

(1) Où ils coupèrent le chemin de fer, le 13.

de l'armée ; pour réussir, le roi de Prusse faisait appel à l'égoïsme, à l'intérêt personnel, et malheureusement son appel trouva trop d'écho dans le pays.

V

La guerre autour de Metz

A la nouvelle de nos revers, le ministère avait convoqué les chambres pour le 9 août. Aussitôt réuni, le Corps législatif renversa le ministère Ollivier, et l'Impératrice-régente constitua (10 août) un nouveau cabinet, dont le principal membre fut le général comte de Palikao. Cet habile administrateur créa l'armée de Châlons avec une rapidité et une énergie remarquables; il commença à former la garde mobile, rappela sous les drapeaux tous les hommes de 25 à 35 ans non mariés qui avaient été soldats, et ordonna leur versement dans les dépôts.

Pendant ce temps aussi, on rappelait de Rome (6 août) notre corps d'occupation. A peine était-il parti, que les Italiens, profitant de nos embarras, s'emparèrent de Rome (20 septembre), annexèrent

les provinces romaines au royaume d'Italie et déclarèrent que Rome en était la capitale. Étrange destinée! Nos victoires avaient commencé l'unité italienne, nos revers la complétaient.

Peu de temps après, Victor-Emmanuel allait donner un roi à l'Espagne. Son fils Amédée, duc d'Aoste, élu par les Cortès le 16 novembre, accepta la couronne d'Espagne, à Florence, le 4 décembre.

Devant le mécontentement général de l'armée, impatientée de l'usage qu'on faisait d'elle, l'Empereur se décida à abandonner le commandement; le 12 août, il le remit au maréchal Bazaine (1). Le maréchal Le Bœuf cessa d'être major-général et fut remplacé par le général Jarras, regardé par toute l'armée comme une médiocrité et qui déplaisait tellement au maréchal Bazaine, que celui-ci n'eut que le moins possible de relations avec son chef d'État-major, au grand détriment des opérations. Le maréchal Bazaine prenait le commandement dans les conditions les plus mauvaises, alors que tout était à peu près perdu et qu'il aurait fallu une intelligence militaire de

(1) Qui fut remplacé au commandement du 3e corps par le général Decaen.

premier ordre pour rétablir nos affaires. Ajoutons que, malgré son titre de général en chef, le maréchal n'était pas libre de ses mouvements ; l'Empereur continuait à exercer une grande influence sur le commandement et exprimait des désirs au lieu de donner des ordres ; mais, comme le disait le maréchal, c'était la même pensée sous des mots différents.

Le 13 enfin, après sept jours entiers perdus à adopter le projet de se retirer sur Châlons et à y renoncer, on se décida à quitter Metz et à aller à Châlons par Verdun (1). L'Empereur et ses bagages quittèrent Metz dès le 13 ; mais l'armée perdit encore cette journée ; elle ne se mit en marche que le lendemain, au milieu d'encombrements inextricables. Les deux journées du 13 et du 14 bien employées, notre marche sur Verdun avait toutes les chances de réussir.

En effet, les Prussiens, avertis de nos projets, s'apprêtaient à s'opposer à notre retraite et à nous

(1) Trois routes conduisent de Metz à Verdun. La première passe par Gravelotte, Rezonville, Vionville et Mars-la-Tour ; la seconde se détache de la première à Gravelotte et passe par Doncourt et Étain ; la troisième passe par Saint-Privat et Briey, et rejoint la précédente à Étain. A Briey, elle se bifurque et une route conduit à Longuion et Montmédy.

couper la route de Verdun. Le prince Frédéric-Charles marcha avec la deuxième armée sur Pont-à-Mousson ; il laissa les deux ailes de l'armée allemande en arrière, Steinmetz à Metz, le prince royal à Nancy, et avec le centre des forces prussiennes, il poussa une pointe rapide et énergique sur Pont-à-Mousson et Novéant, pour y traverser la Moselle, arriver avant nous à Mars-la-Tour, sur la route de Verdun, et nous barrer le passage.

Il va sans dire qu'on lui laissa accomplir cette marche de flanc sur Pont-à-Mousson sans l'inquiéter ; qu'il ne trouva personne à Pont-à-Mousson pour lui disputer le passage de la Moselle et ralentir son mouvement, qu'on ignorait peut-être ; qu'on ne détruisit pas les ponts de Novéant et de Pont-à-Mousson, alors qu'on en détruisait follement tant d'autres.

Combat de Borny ou de Pange, 14 août. — L'armée française était massée sur la rive droite de la Moselle ; une partie avait commencé à passer sur la rive gauche, lorsque Steinmetz attaqua à l'improviste (1) et avec vigueur nos arrière-gardes, à Colombey et à Mey. Son but était d'arrêter notre marche sur Verdun au moins pendant un jour et

(1) Notre cavalerie envoyée en reconnaissance n'avait rien vu et nous laissait surprendre.

de donner ainsi au prince Frédéric-Charles le temps d'arriver avant nous à Mars-la-Tour. Quoique Steinmetz ait été repoussé avec une perte de 5,000 hommes (1), il atteignit son but, car la marche de l'armée française fut suspendue le 14 et ne recommença que le lendemain, toujours avec la même lenteur et au milieu des mêmes encombrements et du même désordre (2). Mais nos généraux et nos États-majors paraissent ignorer l'art des marches, c'est-à-dire la partie essentielle de leur métier.

Pendant ce temps, l'armée prussienne nous gagnait de vitesse; aussi, le 15, quand nos têtes de colonnes arrivèrent à Mars-la-Tour, elles y trouvèrent l'ennemi.

Bataille de Rezonville, de Vionville ou de Mars-la-Tour, 16 août. — Le 16 au matin, l'Empereur avait quitté l'armée et s'était retiré à Étain, à la grande satisfaction du maréchal Bazaine, si heureux

(1) Les Prussiens soutiennent qu'ils ont été vainqueurs et qu'ils nous ont refoulés sous le canon de Metz. Quoi qu'il en soit, avec plus d'habileté et de coup d'œil, on pouvait ce jour-là, en livrant une grande bataille, écraser Steinmetz, qui était seul et ne pouvait recevoir des secours du prince Frédéric-Charles lancé sur la route de Verdun.

(2) Quelques régiments firent 2 kilomètres en une demi-journée de marche, d'autres 4 kilomètres en 24 heures.

d'être délivré de la présence de l'Empereur, que beaucoup ont cru que la marche sur Verdun n'avait été pour le maréchal qu'un moyen de faire partir l'Empereur et de se débarrasser de lui. Ce qui paraît positif dans l'histoire, jusqu'à présent si obscure, du maréchal Bazaine, c'est qu'aussitôt l'Empereur parti, le maréchal donna l'ordre d'arrêter la marche ; mais c'était peut-être pour laisser aux 3e et 4e corps, qui étaient à quelque distance, le temps d'arriver. Quoi qu'il en soit, on s'arrêta, et quelque temps après, le général d'Alvensleben, avec le 3e et le 10e corps, nous attaquait audacieusement sur notre flanc gauche et nous barrait la route à Mars-la-Tour. Jusqu'à trois heures, ces deux corps furent seuls à combattre ; Alvensleben ne reçut des renforts qu'à partir de ce moment, où le prince Frédéric-Charles arriva avec quelques divisions des 7e, 8e et 9e corps. La bataille de Rezonville, qui aurait dû être gagnée d'une manière décisive (1), ne fut qu'une

(1) Elle aurait dû être gagnée avant l'arrivée du prince Frédéric-Charles, qui devait être battu à son tour, amenant une à une des divisions fatiguées d'une longue marche. Mais le maréchal Bazaine ne put pas disposer de tout son monde; une partie de son armée était loin du champ de bataille et plusieurs divisions n'arrivèrent qu'à la fin de la journée, par la faute des États-majors chargés de la direction des marches.

bataille indécise ; les Prussiens restèrent maîtres de Vionville et de Mars-la-Tour, où ils nous fermaient la route de Verdun.

« Si les Allemands, dit un général prussien, ont réussi à prendre possession de la route de Metz à Verdun avec des forces inférieures, cela tient uniquement à ce que l'armée française fut très-mal commandée... Cependant la bataille du 16 n'avait pas eu pour les Allemands un résultat décisif. » L'opinion du général prussien est d'accord sur ce point avec celle des officiers distingués qui ont écrit l'histoire de l'armée de Metz. Tous sont unanimes à dire que si Bazaine avait renouvelé ses efforts le 17, il aurait probablement pu continuer sa retraite sur Verdun, sinon par la route de Mars-la-Tour, du moins par celle de Briey (1).

La perte des Français fut de 16,000 hommes tués ou blessés ; celle des Prussiens, de 18,000 hommes environ.

(1) Quelques-uns font remarquer cependant que, si le maréchal avait poussé en avant le 17, il était certainement attaqué sur son front et sur son flanc gauche, et très-probablement en queue. Ainsi entourés et coupés de Metz, qu'arrivait-il si nous avions un échec ? Les mêmes officiers ajoutent que l'occasion était manquée, qu'il fallait quitter Metz avant le 14, et qu'à la guerre surtout le temps perdu ne se répare jamais.

Le soir même de la bataille, l'armée, qui se croyait victorieuse, fut consternée en recevant l'ordre de revenir sous Metz; le prince Frédéric-Charles fut lui-même fort étonné de notre retraite. Le prétexte ou la cause de notre retour à Metz fut la nécessité d'y aller chercher des munitions. Beaucoup nient cette nécessité et disent que les munitions ne manquaient pas et que d'ailleurs on pouvait les faire venir de Metz et recommencer le combat le 17. Toutefois, on battit en retraite, on abandonna les ambulances et les blessés à Rezonville, et on brûla un immense convoi de vivres qui, disait-on, allait gêner notre marche en arrière. Il semble qu'on soit vaincu, et cependant on ne l'était pas.

L'armée alla prendre position, le 17, sur le plateau d'Amanvillers, sa droite à Saint-Privat (1), dans de fortes positions où l'on attendit l'ennemi, qui libre de ses mouvements, comme toujours, réunit toutes ses forces et se prépara à nous livrer une bataille décisive.

(1) En occupant Saint-Privat, tête de la route de Briey, on peut croire que le maréchal avait l'idée de s'échapper par cette route après avoir battu l'ennemi le 18; dans ce cas, pourquoi n'a-t-il pas mieux défendu sa droite le 18, pourquoi ne l'a-t-il pas secourue quand elle fléchissait sous es efforts de l'ennemi ?

Bataille de Gravelotte, de Saint-Privat ou d'Amanvillers, 18 août. — En effet, le 18 août, le maréchal Bazaine fut attaqué par les deux armées du prince Frédéric-Charles et de Steinmetz comptant au moins 250,000 combattants et 700 canons ; il leur opposa environ 150,000 hommes et 450 canons, établis sur de fortes positions. Le principal effort de l'ennemi se fit sur notre droite, à Saint-Privat, pour nous déborder et nous rejeter sur Metz. Quatre-vingt mille hommes attaquèrent le maréchal Canrobert, qui défendait Saint-Privat avec le 6e corps. Le maréchal repoussa d'abord l'attaque, broya la garde prussienne, mais ne recevant aucun secours et finissant par manquer de munitions, il succomba le soir à huit heures, sous un dernier effort des Prussiens qui lui arrachèrent Saint-Privat, que l'on défendait encore au milieu de l'incendie du village. Cependant, la garde impériale aurait pu venir renforcer Canrobert et ses héroïques soldats ; il aurait pu aussi recevoir le secours des 96 pièces de l'artillerie de réserve, qui eussent décidé peut-être la victoire en notre faveur. Nous le répétons, Canrobert tenait la clef du champ de bataille, et il ne fut pas secouru.

Après la retraite de Canrobert, les Prussiens

...nt sur le 4e corps (Ladmirault), qui était ...uche, le prirent de flanc et le forcèrent à la retraite. Le 3e corps (Le Bœuf) et le 2e (Frossard) seuls restèrent maîtres de leurs positions (1).

Le maréchal Bazaine ne parut pas sur le champ de bataille ; il resta à sa résidence de Plappeville, et quand il se décida à la quitter, ce fut pour venir se placer sur l'un des bastions du fort Saint-Quentin. Pendant toute la bataille, il ne donna pas d'ordres et se contenta de répondre invariablement, quand on lui en demandait : « C'est bien, votre général a de bonnes positions, qu'il les défende. »

La bataille de Gravelotte coûta environ 15,000 hommes à l'armée française et au moins 25,000 aux Prussiens.

On ne peut s'empêcher de protester ici contre les mensonges que le gouvernement débita dans ses journaux et à la tribune du Corps législatif, relativement à la bataille de Gravelotte ; on se rappelle les trois corps prussiens jetés dans les

(1) Steinmetz, malgré ses grands services, fut disgracié quelque temps après pour n'avoir pu enlever ces positions. On sait punir dans l'armée prussienne.

carrières de Jaumont par le maréchal Canrobert (1).

Après la défaite de Saint-Privat, le maréchal Bazaine se retira dans le camp retranché de Metz, dont il ne devait plus sortir qu'après la capitulation. Metz est une place forte très-importante par sa situation et par ses fortifications, qui autrefois la rendaient presque imprenable. Pour la préserver d'un bombardement que rend possible l'artillerie actuelle, on avait commencé, quelque temps avant la guerre, à élever autour de la place, sur les hauteurs qui la dominent, les cinq forts de Plappeville, de Saint-Quentin, de Saint-Privat, de Queuleu et de Saint-Julien, qui non-seulement devaient protéger la ville, mais former autour d'elle un camp retranché. Après Gravelotte, ces forts à peine commencés étaient loin d'être en état de défendre Metz, et ils ne furent terminés que pendant le blocus. L'occupation de ces positions par nos troupes empêchait les Prussiens de faire le siége ou de bombarder Metz; il fallait donc se

(1) Le gouvernement impérial et les hommes du 4 septembre ont indignement trompé, jusqu'à la fin de la guerre, une population généralement ignorante, crédule et qui devint affolée par leurs fausses nouvelles et par leurs mensonges audacieux.

contenter de bloquer la place et de la réduire par la famine. Dès le 19, le prince Frédéric-Charles commença l'investissement de Bazaine dans son camp retranché; il l'y enferma étroitement pour le forcer à capituler quand il n'aurait plus de vivres.

Le maréchal se tint dans une inaction absolue; il se laissa bloquer, ne fit rien pour empêcher les Prussiens de construire tout autour de son camp les batteries, les tranchées, les lignes, les travaux de toutes sortes qu'ils jugèrent à propos de faire pour l'investir, et quand il n'eut plus de vivres, il capitula. Les deux armées assiégeante et assiégée auraient été d'accord, que l'on n'aurait pas agi autrement (1).

Dès le 19 également, le quartier général prussien décida que l'armée du prince Frédéric-Charles et celle de Steinmetz resteraient devant Metz, que le prince royal de Prusse marcherait en avant sur Châlons et Paris, et l'on forma, le 21, pour l'ap-

(1) Du 17 août au 23 septembre, les Prussiens construisirent le chemin de fer de Remilly (sur le chemin de Sarrebruck) à Pont-à-Mousson pour établir leurs communications que Metz interrompait. Ce chemin, de 37 kilomètres de développement, exigea la construction de deux ponts et de deux viaducs. Il fut construit par les divisions de chemins de fer de campagne, par le génie et des soldats.

puyer, la quatrième armée, ou armée de la Meuse, qui fut donnée au prince royal de Saxe et composée du 4e corps prussien, du 12e corps (Saxons), de la garde prussienne et de deux divisions de cavalerie.

Pendant ce temps, Bazaine envoyait le 19 une dépêche à l'Empereur et au maréchal Mac-Mahon pour les prévenir qu'il allait sortir de Metz et se porter sur Montmédy. C'est cette fatale dépêche qui décida le mouvement de Mac-Mahon de Châlons sur Sedan, dont on parlera plus loin et qui se termina par la catastrophe de Sedan.

En attendant, le maréchal Bazaine réorganisait ses corps d'armée, son artillerie, ses parcs; il aurait dû et pu à ce moment faire de grands approvisionnements de vivres avec le blé, le bétail et les fourrages qui se trouvaient alors aux environs de Metz, et remplir les magasins de la place qui étaient vides; il n'en fit rien, et toutes ces ressources, qui plus tard lui firent défaut si cruellement, tombèrent en partie au pouvoir des Allemands.

Le 23 août (1), le maréchal Bazaine reçut une dépêche de Mac-Mahon; le maréchal le préve-

(1) Et non pas le 30. Cette dernière date n'est pas exacte.

nait qu'il avait reçu sa dépêche du 19 et qu'il allait marcher sur Montmédy. En conséquence, le 26 août, Bazaine fit une tentative de sortie par le Nord; mais une pluie torrentielle qui vint à tomber suffit pour arrêter son mouvement (1). On ne pouvait en rester là, et il fallait bien encore un effort pour essayer de se joindre à cette armée de secours qui arrivait et allait se perdre pour avoir répondu à l'appel au moins imprudent du maréchal Bazaine (2).

Combat de Noisseville, 31 août et 1er septembre. — Dès le 30, le maréchal se prépara à combattre, mais prit ses dispositions avec lenteur; les espions de l'ennemi eurent le temps de le prévenir. Notre attaque eut lieu le 31, *à quatre heures du soir*; aussi, le général Manteuffel, que nous allions combattre, avait-il eu tout le temps de se préparer. Après une vive canonnade, le général Changarnier (3) fit battre la charge sur toute la ligne,

(1) Les troupiers disaient que le maréchal était rentré au camp parce qu'il avait oublié son parapluie.

(2) En effet, il aurait fallu réfléchir avant d'envoyer la dépêche du 19 et s'assurer qu'on était en état d'aller à Montmédy; ou bien après l'avoir écrite, il fallait faire une sortie à fond.

(3) Le brave général Changarnier, malgré son âge et ses justes griefs, était venu offrir son épée à l'Empereur et était resté à Metz.

et nos troupes enlevèrent avec vigueur une partie des positions de l'ennemi, le village de Noisseville entre autres ; mais la nuit mit fin au combat qui, commencé plus tôt et mené avec vigueur, nous eût permis probablement de percer les lignes de l'ennemi et de sortir. Pendant la nuit, les Prussiens reprirent une partie de leurs positions ; Noisseville retomba en leur pouvoir, et le prince Frédéric-Charles envoya des renforts considérables au général de Manteuffel. Le lendemain, 1er septembre, le combat ayant recommencé, nos généraux reculèrent, parce que les ordres qu'ils avaient reçus leur prescrivaient de reculer si l'ennemi avait été secouru. A onze heures, nos troupes étaient en retraite et profondément découragées ; le soldat sentait bien que de pareils combats n'étaient pas sérieux. Vingt-cinq mille hommes seulement avaient été engagés ; nos pertes étaient de 3,500 hommes ; celles des Prussiens de 3,000. Tous les officiers de l'armée de Metz sont d'avis qu'on aurait pu sortir si on l'avait sérieusement voulu, et à Versailles les Prussiens disaient aussi que « Bazane », comme ils l'appelaient, n'avait jamais fait une véritable sortie à fond.

On cherche vainement à comprendre le sens et le but de cette façon de faire la guerre ; le géné-

ral prussien auteur de la *Guerre sous Metz*, et que nous avons déjà cité, n'y comprend rien non plus, et se montre lui-même très-sévère pour le maréchal : « On ne sait comment expliquer, dit-il, une manière d'agir aussi incompréhensible. » Il est probable que l'explication se trouve dans la réputation exagérée que l'on avait faite au maréchal, qui n'était en réalité qu'un général médiocre, indécis, timide (1) et incapable de conduire une grande armée dans une guerre européenne, et surtout de tirer d'affaire une armée déjà compromise comme l'était la nôtre lorsqu'il en prit le commandement.

Le vilain rôle que jouera dorénavant le maréchal Bazaine éveille aussi les soupçons sur les causes de sa conduite jusqu'à ce moment. Y a-t-il eu déjà dans son esprit des calculs égoïstes qui l'auraient décidé à rester isolé dans Metz, avec une armée plus ou moins intacte, pour, à un moment donné, exploiter la position au profit de son intérêt personnel? Nul ne peut répondre.

Quoi qu'il en soit, dès le 21 août, la question des vivres commençait à appeler l'attention des chefs de l'armée; on était obligé de réduire les rations

(1) Timide comme général; car, comme soldat, le maréchal est d'une grande bravoure.

de pain et de sel, et, le 23, il n'y avait déjà plus de foin pour la cavalerie.

Mais il faut laisser un moment l'histoire du blocus de Metz pour parler de l'armée de Sedan, de la chute de l'Empire et de l'investissement de Paris.

VI

Sedan

L'Empereur avait quitté l'armée de Metz le 16 août et était arrivé le 17 à Châlons, où se formait l'armée du maréchal Mac-Mahon, qui eut bientôt 140,000 hommes sous ses ordres (1). Pendant ce temps, le prince royal de Prusse, à la tête de l'armée victorieuse à Reichshofen, s'avançait par Nancy et Vitry-le-François sur Châlons et menaçait Paris. Le plus simple bon sens voulait que l'armée de Mac-Mahon se repliât sur Paris pour y compléter son organisation et défendre la ville en s'appuyant sur les forts qui l'entourent. Le ma-

(1) Les corps qui composent l'armée de Mac-Mahon sont : le 1er, commandé par le général Ducrot; le 5e, général de Failly; le 7e, général Douay; le 12e, général Lebrun. Le maréchal fut nommé commandant en chef de l'armée le 20 août.

réchal et l'Empereur voulaient en effet revenir sur Paris, mais ils eurent le tort de céder aux instantes prières de l'Impératrice, de M. Rouher et du général Palikao, qui décidèrent l'Empereur (1) à ne pas revenir à Paris, mais à marcher au secours de Bazaine, en l'assurant que sa retraite sur Paris serait le signal d'une révolution.

Le comte de Palikao voulait que Mac-Mahon se portât rapidement de Châlons sur Verdun, que l'on gagnât de vitesse le prince de Prusse et qu'on livrât bataille au prince de Saxe qui devait s'opposer à notre marche. Ce projet était fort aventureux, mais exécuté avec vigueur et rapidité, peut-être pouvait-il réussir, surtout si Bazaine agissait énergiquement de son côté, comme il aurait dû le faire.

Mais le commandement n'avait ni unité ni décision ; on le voit sans cesse soumis à deux influences qui se combattent ; il y a d'un côté l'Empereur et les généraux de son entourage qui suivent l'impulsion de Palikao et veulent aller

(1) Il est bien évident que l'Empereur, qui en apparence avait renoncé au commandement, continue en réalité à commander et à donner des ordres ; Mac-Mahon n'est général en chef que nominalement, et il obéit à une direction supérieure.

au secours de Bazaine ; il y a d'un autre côté Mac-Mahon qui veut revenir sur Paris. En conséquence, on se dirigea tantôt sur Stenay, quand on avait l'intention de marcher au secours de Bazaine, tantôt sur Mézières, quand on avait décidé de revenir à Paris ; on louvoyait au lieu d'aller droit au but ; on perdit ainsi les quatre jours d'avance que l'on avait sur le prince de Prusse, qui parvint à nous atteindre et à se réunir au prince de Saxe.

Il faut encore ajouter qu'au lieu de marcher sur Verdun, comme le voulait Palikao avec raison, et de là sur Metz, on se dirigea sur Stenay, parce que Bazaine devait se rendre à Montmédy pour s'y joindre à Mac-Mahon. Mais, en se rapprochant ainsi de la frontière, on se plaçait dans les plus mauvaises conditions pour manœuvrer, et on courait le risque d'être forcé d'entrer en Belgique et d'y être désarmé.

L'armée quitta le camp de Châlons et l'incendia (21 août) ; elle se porta d'abord sur Reims pour tromper le prince de Prusse, en lui faisant croire qu'on se retirait sur Paris ; on quitta Reims le 23 et on se dirigea par Rethel et Tourteron sur le Chêne-Populeux dans l'Argonne, où l'on arriva seulement le 27.

Là, le maréchal, jugeant nettement la situation et le péril de la marche sur Montmédy, voulait se replier sur Mézières ; il en prévint le ministre ; il lui rappelait que Metz était bloqué par 200,000 hommes, que le prince royal s'avançait et allait lui couper la retraite, et il ajoutait que l'on n'avait pas de nouvelles de Bazaine. Le ministre insista auprès de l'Empereur et de Mac-Mahon, les menaçant de la révolution à Paris s'ils abandonnaient Bazaine ; il fut décidé qu'on irait à Stenay.

Pendant ce temps, le prince de Prusse s'emparait de Vitry-le-François et y apprenait, le 25, la marche de Mac-Mahon sur la Meuse. Le prince de Saxe, de son côté, arrivait à Clermont-en-Argonne. Aussitôt le général de Moltke arrêta la marche de ces deux armées sur Paris, changea leur direction et les lança à la poursuite de Mac-Mahon qu'elles allaient bientôt atteindre. Tous ces mouvements s'accomplirent avec une précision et une rapidité qui contrastent douloureusement avec ce qui se passait dans notre armée, où il n'y avait qu'indécision, lenteur et désordre.

Le prince de Prusse, arrivé à Châlons, changea de direction et marcha sur la Meuse par Vouziers et le Chêne-Populeux. De son côté, le prince de Saxe, de Clermont-en-Argonne se dirigea sur Dun,

par Varennes, pour disputer le passage de la Meuse à Mac-Mahon. Dès le 27, sa cavalerie attaquait et battait, à Busancy, le général de Failly, qui y fut encore battu le 28, et le 29 à Nouart. Ces trois combats empêchèrent Mac-Mahon de passer la Meuse à Stenay, d'où l'on arrivait directement sur Montmédy, et le forcèrent à descendre la Meuse jusqu'à Mouzon et Remilly, en l'éloignant autant que possible de Montmédy. En même temps, on apprenait la prochaine arrivée du prince de Prusse sur nos derrières; nous allions donc être attaqués par 300,000 hommes, et nous courions le risque de voir les Prussiens nous couper toute ligne de retraite. Dans de pareilles conditions la marche sur Montmédy devenait évidemment impossible; le maréchal voulut alors (le 29) se replier sur Mézières pour de là revenir à Paris par la rive droite de l'Oise. De nouveaux ordres du cabinet de Paris l'obligèrent à continuer sa marche sur Montmédy, où, disait-on, il fallait aller soutenir Bazaine, sans nul doute aux prises avec le prince Frédéric-Charles, et qu'on ne pouvait laisser écraser. Mais Bazaine ne courait aucun danger: il n'était pas sorti de Metz, et, pour venir à son secours, on allait faire sombrer la fortune de la France dans un épouvantable désastre.

Mac-Mahon se décida donc à passer la Meuse à Mouzon (le 29), en laissant en arrière, sur la rive gauche, les deux corps des généraux Douay et de Failly, isolés du reste de l'armée que la Meuse coupait en deux. L'ennemi allait bientôt profiter de cette nouvelle faute.

Le lendemain 30, les têtes de colonnes du prince de Prusse se joignirent à l'armée du prince de Saxe ; elles surprirent le général de Failly à Beaumont (1), le battirent et le rejetèrent en désordre sur Mouzon (2), pendant que le général Douay, attaqué à Stonne, se retirait sur Remilly et Sedan, où il rallia l'armée.

Ce même jour 30, l'Empereur avec une partie de l'armée arrivait à Carignan et, reconnaissant l'impossibilité d'aller à Montmédy, se repliait sur

(1) Si l'on demande comment ce général, qui était aux prises avec l'ennemi depuis trois jours, a pu se laisser surprendre par 100,000 hommes, on répondra que l'on trouve dans les rapports prussiens, que nous n'avions pas placé une seule sentinelle pour nous garder! Les troupes qui nous battirent à Beaumont étaient les moins solides de l'armée allemande; ce furent des régiments de Thuringe, d'Anhalt et de Sleswig que le prince royal de Saxe engagea ; mais il avait avec lui la garde prussienne, le 12e corps (Saxons), le Ier corps prussien et le Ier corps bavarois.

(2) Les Prussiens appellent ce combat : le combat de Beaumont à Mouzon ; en effet, commencée à Beaumont, l'affaire ne finit, avec notre déroute, qu'à Mouzon.

Sedan. Le 31, les Bavarois vinrent attaquer à Bazeilles le corps du général Lebrun qui se défendit avec succès. Nous aurions dû ce jour-là battre en retraite sur Mézières et sortir d'une impasse où nous allions être cernés immanquablement si nous persistions à y rester ; malheureusement on y resta ; on ne se rendit pas compte du mouvement enveloppant que les Prussiens préparaient et dont on avait cependant de nombreux indices ; on persista à croire jusqu'au dernier moment que l'on conserverait la ligne de retraite sur Mézières, et on se décida, plutôt qu'on ne se prépara, à donner la bataille. Notre armée comptait environ 130,000 hommes, 320 canons et 70 mitrailleuses ; elle était insuffisamment pourvue de vivres (1) et de munitions, tandis que l'ennemi, dont nous jouions si complétement le jeu, disposait de 300,000 combattants et de 800 bouches à feu. En effet, toute l'armée du prince de Prusse était arrivée et s'était jointe à l'armée de la Meuse ; une partie de ses troupes se préparait à passer la Meuse, à Don-

(1) Avant la bataille de Sedan, les généraux ont laissé prendre tous leurs convois. A Sedan, le chef de gare effaré fait filer sur Givet 500,000 rations de toute nature qui étaient en gare de Sedan. Aussi, après la bataille, on n'a rien à donner à manger à nos malheureux soldats.

chery, à l'Ouest de Sedan, pour couper notre retraite sur Mézières ou sur la Belgique, et nous enfermer dans Sedan.

Pendant que les armées prussiennes exécutaient avec un ordre et une régularité absolus un plan d'opérations savamment préparé et commençaient leur manœuvre enveloppante du lendemain, notre armée continuait à être dans un désordre dont les détails sont navrants. On ne trouve nulle part la trace d'un plan d'ensemble pour la bataille qui va s'engager; les généraux commandant les corps d'armée paraissent avoir agi chacun d'après son inspiration ; aucune disposition n'est prise pour assurer la retraite ; on n'est pas informé des manœuvres et des projets de l'ennemi, qui, lui, sait tout ce que nous faisons ; aucune décision n'a été prise à l'avance pour désigner le successeur du maréchal Mac-Mahon, si celui-ci vient à être tué ou blessé. Aussi, Mac-Mahon blessé au début de l'action, le commandement passera-t-il d'abord au général Ducrot, puis au général de Wimpfen (1), qui le réclamera à l'Empereur et l'obtiendra *comme plus ancien* et

(1) Le général de Wimpfen était arrivé la veille à l'armée, venant d'Algérie, pour remplacer le général de Failly au commandement du 5e corps.

en vertu d'un ordre du ministre. Trois fois on changera donc de général en chef et de dispositif pendant la bataille même ; jusqu'à la fin, l'armée ira tantôt sur Carignan et Montmédy, tantôt sur Mézières.

L'armée française était placée à l'Est de Sedan, ayant sa gauche à Illy et sa droite à Bazeilles, où le général Lebrun soutint un nouveau et rude combat contre les Bavarois de Von der Thann. On paraît avoir eu d'abord l'intention d'écraser les Bavarois à Bazeilles, de les repousser sur Carignan et de s'ouvrir la route de Montmédy. Lorsque le maréchal Mac-Mahon, blessé d'un éclat d'obus, eut été remplacé par le général Ducrot, celui-ci renonça au projet de s'ouvrir la route de Carignan ; craignant avec raison d'être tourné par les Prussiens à l'Ouest de Sedan et de voir sa retraite coupée, soit sur Mézières, soit sur la Belgique, il voulut, pendant que peut-être il en était encore temps, quitter ce champ de bataille si malheureusement choisi, battre en retraite par Illy sur Mézières et échapper ainsi à un désastre inévitable. Il ordonna donc la retraite ; mais alors le général de Wimpfen obtint de l'Empereur que le commandement lui fût remis, et aussitôt il arrêta le mouvement de retraite et reprit les

premières dispositions, c'est-à-dire le projet de déboucher sur Montmédy. Dès lors nous étions perdus. En effet, les Bavarois parvinrent à enlever Bazeilles à l'infanterie de marine et au général Lebrun, qui le défendirent avec une bravoure admirable, puis ils brûlèrent ce village et en massacrèrent la population avec une férocité que l'histoire doit flétrir. A gauche, les Prussiens avaient traversé la Meuse à Donchery, sans être inquiétés, et s'étaient portés sur Illy pour s'y joindre à la droite de l'armée prussienne; nous étions donc complétement enveloppés. Nos régiments furent peu à peu rejetés sur Sedan, où leurs masses en désordre vinrent successivement se réfugier et où les obus continuaient à les décimer dans les rues.

Alors le général de Wimpfen proposa à l'Empereur (1) de se mettre à la tête des troupes et de faire un suprême effort pour percer les lignes de l'ennemi et s'ouvrir le chemin de Carignan. L'Empereur refusa, fit hisser le drapeau blanc sur la citadelle de Sedan et invita le général de Wimpfen

(1) L'Empereur était resté sur le champ de bataille depuis cinq heures du matin, au milieu des obus; il rentra à Sedan à onze heures et demie, et, dès lors, il ne sortit plus de la ville.

à entrer en négociation avec l'ennemi, pour épargner, disait-il, la vie de ses soldats. Au lieu d'obéir à cet ordre, Wimpfen rassembla quelques milliers d'hommes, tomba sur les Bavarois à Balan, mais fut repoussé ; le général Ducrot de son côté lança le général de Galiffet et les chasseurs d'Afrique sur l'ennemi, qui fut sabré avec une vigueur incomparable ; mais ce dernier effort fut inutile (1).

L'Empereur écrivit alors au roi de Prusse une lettre ainsi conçue :

« Monsieur mon frère, n'ayant pu mourir au
« milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à re-
« mettre mon épée entre les mains de Votre
« Majesté. Je suis, de Votre Majesté, le bon
« frère. »

« NAPOLÉON. »

En même temps, le général de Wimpfen reçut l'ordre de négocier avec le général de Moltke les détails de la capitulation, qui fut signée le 2

(1) Il faut dire que notre artillerie, notre cavalerie et une grande partie de l'infanterie se battirent avec une bravoure et une énergie admirables. Ce n'est que vers la fin de la bataille, que les fuyards devinrent nombreux et jetèrent le désordre dans l'armée.

septembre au matin. L'Empereur, 32 généraux et 70,000 hommes étaient prisonniers de guerre ; les armes, les canons, les drapeaux, tout le matériel, étaient livrés à la Prusse.

Ce qui est encore plus condamnable que la capitulation, rendue nécessaire peut-être par le massacre inévitable de 70,000 soldats hors d'état de se défendre, c'est l'ineptie qui avait mis une brave armée dans de telles conditions. Quoi qu'il en soit, la capitulation de Sedan fut un exemple détestable ; après Sedan, on eut la capitulation de Metz et celle de Paris, où des armées entières mirent bas les armes. Rien de pareil n'était connu dans notre histoire, et personne, avant cette guerre néfaste, n'aurait cru que de telles choses fussent possibles.

Sedan nous a coûté 10,000 hommes tués, 15,000 blessés, 21,000 hommes pris pendant la bataille et 70,000 hommes faits prisonniers en vertu de la capitulation. Quinze mille soldats parvinrent à se réfugier en Belgique et quelques centaines purent revenir à Paris, criant à la trahison et y rapportant contre leurs chefs incapables ces sentiments de méfiance et de mépris qui eurent une si pernicieuse influence sur l'armée de Paris.

L'Empereur s'était rendu au quartier général du roi de Prusse et avait eu d'abord un entretien avec M. de Bismark. Il refusa de faire la paix, disant qu'étant prisonnier, il ne pouvait traiter; il déclara qu'il n'avait pas voulu personnellement la guerre, mais qu'il y avait été contraint par l'opinion publique.

Chez les Mongols, les rois se conduisent autrement. Lorsque le khan de Khouldja, Oghlan, vaincu par la Russie, vint trouver le général russe le 4 juillet 1871, il lui dit : « Je m'étais confié dans la justice de ma cause et dans l'assistance de Dieu. Vaincu, je me soumets à la volonté du Tout-Puissant. S'il y a eu crime, punissez-en le souverain, mais pardonnez à ses sujets innocents. »

Après une entrevue avec le roi de Prusse, l'Empereur fut envoyé au château de Wilhelmshœhe, dans la Hesse, où il arriva le 5 septembre.

Un seul corps échappa au désastre; ce fut le 13e, commandé par le général Vinoy. Ce corps avait été envoyé à Mézières pour appuyer les opérations de Mac-Mahon, mais une seule de ses trois divisions était arrivée à Mézières le 31 août. Le général Vinoy reçut de l'Empereur et de Mac-Mahon l'ordre d'y rester. Après Sedan, le général Vinoy prit son parti; dans la nuit du 1er au 2 septembre,

il battit en retraite avec 10,000 hommes et 70 pièces de canon, mais avec peu de cartouches, et se dirigea sur Laon, en envoyant aux deux divisions qui s'avançaient l'ordre de rétrograder sur cette ville.

La retraite fut rapidement et bien conduite ; on passa par Saulce-aux-Bois, Chaumont-Porcien et Seraincourt ; on marchait nuit et jour, malgré le mauvais temps, le peu de solidité de ces jeunes soldats et leur extrême fatigue. On évita constamment l'ennemi qui, malgré ses efforts, ne put nous atteindre nulle part ; enfin, on arriva le 3 au soir à Montcornet, après une étape de seize heures ; l'ennemi n'avait pu nous suivre, et dès lors nous étions hors de son atteinte. Le général Vinoy put arriver librement à Laon et de là à Paris avec ses deux autres divisions qu'il rallia. Le corps entier était revenu à Paris le 9 septembre ; grâce à l'habileté de sa retraite, le général Vinoy avait sauvé un corps de troupes que les Prussiens avaient un intérêt majeur à détruire, car à ce moment c'était le seul corps organisé qui se trouvât à Paris.

VII

Révolution du 4 septembre

Tout le monde fut consterné et indigné en apprenant la catastrophe de Sedan. Notre vieille gloire militaire, notre prestige, étaient anéantis par une série de fautes sans précédents peut-être dans l'histoire.

Aussitôt le parti républicain profita de la situation pour s'emparer du pouvoir, secondé, il faut le dire, par le consentement ou l'indifférence de tous les citoyens justement irrités contre les auteurs volontaires de pareilles calamités. La république fut proclamée à Lyon et la déchéance prononcée à Versailles par le conseil municipal.

A Paris, les masses populaires se ruèrent sur le Corps législatif qui fut envahi et dissous ; l'Impératrice et les ministres furent obligés de quitter Paris, et un gouvernement provisoire se constitua

à l'Hôtel-de-Ville sous le nom de Gouvernement de la défense nationale (1). Il se composait des neuf députés de Paris et de MM. Ernest Picard et Jules Simon. Le président du gouvernement était le général Trochu, que l'Empereur avait nommé gouverneur de Paris le 17 août, et dont on ne comprend pas la présence au milieu de ce groupe de républicains et de révolutionnaires. Les ministres, dont plusieurs étaient membres du gouvernement, furent : Jules Favre, aux affaires étrangères; Gambetta, à l'intérieur; le général Leflô, à la guerre; Ernest Picard, aux finances; Dorian, aux travaux publics; Magnin, à l'agriculture et au commerce; Jules Simon, à

(1) Il est certain que cette révolution, faite en face de l'étranger, aggravait la situation du pays, qu'elle le laissait devant la Prusse victorieuse et devant l'Europe égoïste, sans gouvernement reconnu, qui eût qualité pour traiter avec le vainqueur ou pour obtenir l'intervention des neutres; qu'elle désorganisa l'administration et fit éclater l'anarchie dans toute la France. Mais qui pourrait soutenir que l'Empire, la régence, ou les chambres impériales fussent encore possibles après Sedan, que l'Empereur ou même la régence pût traiter avec l'ennemi, perdre l'Alsace et Metz, et payer plusieurs milliards, et après une pareille paix gouverner encore la France. Le tort des hommes du 4 septembre est de n'avoir pas immédiatement convoqué une assemblée nationale pour lui remettre les destinées de la nation.

l'instruction publique ; l'amiral Fourichon, à la marine; Crémieux, à la justice. MM. Rochefort, Garnier-Pagès, Pelletan, Glais-Bizoin, Emmanuel Arago, ne reçurent aucun portefeuille.

Le nouveau gouvernement fit, dès les premiers moments, des concessions aux révolutionnaires les plus avancés pour avoir leur appui et se maintenir au pouvoir; il commit l'acte détestable de mettre en liberté Mégy et Eudes, condamnés pour avoir assassiné, le premier un sergent de ville, le second un pompier dans une des émeutes dont on a parlé précédemment. Pendant toute sa durée, le gouvernement de la défense nationale fut dominé par le parti révolutionnaire, que son origine illégale ne lui permettait pas de combattre résolûment. Il annonça de prochaines élections qui permettraient à la France de manifester sa volonté, mais il se garda bien de convoquer les électeurs, décidé à prolonger autant que possible une dictature, que ses fautes devaient rendre aussi funeste que l'Empire. De tous ses torts, celui-ci est incontestablement le plus grave (1).

(1) Un décret du 8 septembre convoquait les électeurs pour le 16 octobre ; un second décret du 17 septembre avança les élections au 2 octobre ; un troisième décret, en date du 24 septembre, les ajourna indéfiniment.

Divisée en partis nombreux et désorganisée par l'invasion et la révolution, la France était obligée de subir ceux qui se mettaient à sa tête; ne connaissant pas encore leur incapacité, elle les eût acclamés par un choix légal, si le gouvernement avait consulté les électeurs dans ces moments d'indignation contre les Bonaparte, auteurs de trois invasions (1) et de désastres inouïs.

Étant donné qu'on avait renversé, devant l'ennemi, le gouvernement existant, la dictature d'une assemblée nationale était la seule qui devait et pouvait disposer des forces vives du pays pour les opposer énergiquement à l'ennemi et faire fléchir toutes les résistances devant la suprême nécessité du salut public.

Pendant ce temps, le prince royal de Prusse reprenait sa marche sur Paris, qui se préparait activement à arrêter l'ennemi en l'obligeant, ce à quoi il ne s'attendait pas, à faire le blocus de cette grande forteresse pendant cinq mois.

Quoi qu'on puisse dire sur les folles dépenses et les malheurs que la continuation de la guerre a entraînés, quoi qu'on puisse penser sur les hommes du 4 Septembre, il faut approuver leur

(1) Celles de 1814, de 1815 et de 1870.

résolution de continuer la guerre et de ne pas signer la paix sur la honte de Sedan. Ces cinq mois de luttes malheureuses, mais énergiques, ont compromis, j'en conviens, les finances du pays, mais elles ont sauvé l'honneur de la France (1); elles ont ramené sur elle l'estime de l'étranger et les sympathies mêmes de l'Angleterre.

(1) « Pauvres gens des campagnes, ils sont accourus à la dernière heure, alors qu'il n'y avait déjà plus d'espoir, pour souffrir et mourir. Après que les troupes régulières eurent été défaites, ils se sont levés à la voix de la patrie pour sauver son honneur. Ils l'ont sauvé par leur courage. » (Discours du délégué du conseil d'Etat du canton de Vaud à l'inauguration du monument élevé aux soldats français morts à Lausanne en 1871.)

VIII

Blocus de Paris

Après Sedan, le prince royal de Prusse et le prince royal de Saxe se dirigèrent sur Paris : le prince de Saxe, à droite, par les trois routes de Creil, de Compiègne et de Soissons ; le prince de Prusse, à gauche, par Attigny, Reims, Épernay, Montmirail, Coulommiers et Créteil, où il y eut un engagement le 17 septembre ; il passa la Seine près de Villeneuve-Saint-Georges sur plusieurs ponts de bateaux. Le prince de Prusse devait occuper la rive gauche de la Seine, le prince de Saxe la rive droite, et les deux armées se joindre à Argenteuil.

La solidité des armées allemandes, l'arrivée continuelle et rapide des réserves et de la landwehr, et l'anarchie dans laquelle la France était plongée, permettaient au général de Moltke d'as-

siéger Strasbourg et quelques autres places moins importantes, et en même temps d'investir Metz et l'armée du maréchal Bazaine, de bloquer Paris et de garder solidement ses communications avec l'Allemagne. Effort gigantesque, auquel à ce moment nous n'avions à opposer que la résistance de Paris.

Quand les Prussiens investirent Paris, la défense était encore très-incomplète; cependant on avait su mettre à profit le temps qu'ils avaient employé à la campagne de Sedan, et de grands travaux avaient été exécutés pour armer les fortifications; on avait fait venir des arsenaux de la marine des pièces à longue portée et des canonniers-marins, pointeurs exercés et vigoureux soldats, qui furent l'âme de la défense; des approvisionnements considérables avaient été rassemblés par les soins de M. Duvernois (1); cent mille mobiles étaient arrivés de la province, principa-

(1) Le gouvernement de la défense nationale n'en connut jamais les quantités exactes; il publia que la ville était approvisionnée pour deux mois et pour deux millions d'habitants; elle l'était pour quatre mois et demi et pour deux millions et demi d'habitants, dont se composait la population de Paris, en y comprenant l'armée et les réfugiés de la banlieue.

lement de la Bretagne (1); le corps du général Vinoy, diverses troupes en formation, de nombreux francs-tireurs, plus ou moins utiles ou dangereux, la garde nationale (2), les mobiles de Paris, formaient la garnison de la capitale, qu'on ne peut guère évaluer à moins de 300,000 hommes, mais à ce moment non organisée et hors d'état pour le plus grand nombre de combattre les troupes prussiennes.

Les forts de Paris, construits il y a trente ans, à une époque où l'artillerie ne portait pas à plus de 2,000 mètres, ne peuvent plus actuellement défendre la ville contre un bombardement. La véritable ligne de défense de Paris se trouve aujourd'hui sur les hauteurs d'Orgemont, au Nord; sur les plateaux de la Jonchère, de la Bergerie, de

(1) Le 20 septembre, c'est-à-dire le lendemain de l'investissement, on désorganisait la mobile en détruisant ses cadres et en soumettant les officiers à l'élection; mais on donnait satisfaction aux révolutionnaires.

(2) L'organisation de la garde nationale, confiée aux mairies, fut faite de la manière la plus déplorable; on inscrivit sur les contrôles les étrangers, les vagabonds, les repris de justice, etc.; on distribua les armes avec aussi peu de précaution; les élections aux grades d'officiers amenèrent dans beaucoup de bataillons les choix les plus indignes. Le chiffre de la garde nationale était de 360,000 hommes, dont 80,000 seulement étaient mobilisés et en état de marcher à l'ennemi en janvier 1871.

Garches et de Saint-Cucufa, à l'Ouest; sur les hauteurs de Châtillon, de Fontenay-aux-Roses, de l'Hay, de Chevilly et de Thiais, au Sud, et sur celles de Cœuilly, d'Avron, à l'Est, et de Montmorency, au Nord-Est. Il aurait fallu pouvoir occuper et défendre toute cette ligne, mais le général Trochu avait trop peu de soldats pour le faire, et, sauf Châtillon qu'il essaya de conserver, il laissa les Prussiens s'emparer de toutes ces positions dominantes; ils les occupèrent dès le premier jour, avec une connaissance des localités qui atteste de longues études antérieures. En possession de ces points qu'ils couvriront plus tard de batteries habilement placées, les Prussiens étaient les maîtres de la situation; ils n'avaient qu'à investir étroitement la place, comme ils avaient fait à Metz, repousser les attaques que l'on dirigerait contre eux et attendre que Paris capitulât.

De notre côté, le génie et l'artillerie de siége avaient fait des prodiges pour mettre les forts et l'enceinte dans le meilleur état de défense, afin de rendre un coup de main impossible et de pouvoir résister si on était assiégé (1); mais ce fut tout; on attendit l'attaque, qui ne se fit pas.

(1) « Nous pouvons nous contenter, disait M. de Bismark à M. Jules Favre, à Ferrières, le 18 septembre, nous pouvons

On a reproché avec raison au général Trochu d'avoir toujours essayé d'enlever de vive force les positions retranchées occupées par l'ennemi, tentatives dans lesquelles nous devions fatalement être repoussés. On a dit que les Prussiens occupant ces hauteurs dont ils avaient fait des espèces de citadelles, le devoir d'une défense intelligente était de faire à son tour le siége des positions qu'il lui était le plus utile de reprendre, de procéder par des travaux de contre-attaque et de rompre la ligne d'investissement en se servant de la pioche et de la pelle avant de lancer les troupes à l'assaut.

Si notre défense, militairement parlant, a été médiocre, il faut dire qu'elle a été cependant supérieure à l'attaque; car, à l'exception du choix des positions occupées pour investir et brider Paris, l'assiégeant n'a rien fait et n'a su rien faire de remarquable et de vigoureux; il s'est retranché et s'est défendu quand on l'a attaqué; il a exécuté un bombardement inutile et a attendu quatre mois et demi que la famine forçât la ville à

nous contenter de prendre un fort, et pas un d'eux ne peut résister plus de quatre jours. De ce fort nous dicterons la loi à Paris... Mais il nous sera peut-être plus commode de l'affamer. »

se rendre. Cette longue inaction était une faute grave, car elle permettait à la France d'organiser de nouvelles armées, et il suffisait d'un succès sérieux obtenu par l'une de ces armées pour obliger les Prussiens à lever le siége.

Mais il est temps de sortir de ces généralités et de raconter l'histoire des événements, qu'elles serviront cependant à expliquer.

Le 19 septembre, pendant que le prince de Prusse marchait sur Versailles et Saint-Germain par le ravin de la Bièvre, en présentant le flanc à l'armée de Paris, le général Ducrot attaqua les Prussiens à Châtillon; s'il avait réussi, il aurait pu retarder l'investissement de Paris de quelque temps, en forçant le prince de Prusse à reculer sur Villeneuve-Saint-Georges. Mais les soldats lâchèrent pied et laissèrent les Prussiens s'emparer de la position de Châtillon, qui domine Paris au Sud et dont la possession était indispensable à l'ennemi pour assurer ses communications entre Versailles et Corbeil, où il allait établir des ponts et de grands magasins.

Le 23 septembre, le général Vinoy reprit cependant les Hautes-Bruyères et en resta maître; on y éleva depuis une grande redoute qui rendit des services importants à la défense. Ce succès dé-

truisit l'effet déplorable produit par la déroute de Châtillon.

Pendant ce temps, M. Jules Favre se rendait à Ferrières (1), le 19 septembre, et essayait d'ouvrir des négociations avec M. de Bismark ; les exigences des Prussiens, qui demandaient dès lors l'Alsace et la Lorraine, furent repoussées par M. J. Favre, et la guerre continua.

Quelques jours avant l'investissement de la capitale, MM. Crémieux, Fourichon et Glais-Bizoin avaient été envoyés à Tours pour organiser la défense dans les départements ; ils formèrent la délégation de Tours (16 septembre). Elle fut complétée le 10 octobre par l'arrivée de M. Gambetta (2), qui fut à la fois ministre de la guerre et de l'intérieur, et dans la personne duquel se concentra toute l'autorité de la délégation. Le gouvernement de Tours se mit à l'œuvre et rassembla des troupes. A la même époque, M. Jules Favre chargeait M. Thiers d'aller à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Vienne et à Florence, afin d'obtenir de ces divers cabinets une intervention en notre faveur ou un moyen d'entrer en négocia-

(1) Château du baron de Rotschild où le roi de Prusse avait établi son quartier général.

(2) Sorti de Paris en ballon.

tions avec la Prusse; M. Thiers revenait à Paris lorsqu'éclata l'insurrection du 31 octobre; nous reparlerons de lui tout à l'heure.

Devant les redoutables retranchements qui entourent Paris, devant l'artillerie de marine qui les protégeait et devant la résolution énergique de la population de se défendre jusqu'au bout, les Prussiens ne pouvaient enlever Paris par un coup de force; ils avaient dû renoncer à l'espoir de le voir capituler par peur d'un siége; car ils ne pouvaient l'assiéger, n'ayant pas encore leur grosse artillerie. Ils se virent donc obligés de bloquer Paris et, comme nous l'avons dit, d'attendre que la famine ou une insurrection des Rouges, dont beaucoup leur étaient vendus, leur ouvrît les portes de la ville.

Dès le milieu d'octobre, les Prussiens commencèrent à se fortifier sur les hauteurs qui formaient leur ligne d'investissement, afin de repousser plus sûrement les sorties des Parisiens. En même temps, ils furent obligés, pour faire vivre leur armée, forte d'environ 250,000 hommes, d'étendre leur rayon d'approvisionnement jusqu'à Évreux, Dreux, Chartres, Orléans, Rouen, Amiens, Saint-Quentin; l'occupation de ces villes forma autour de Paris comme une seconde ligne

d'investissement. Au début, ce fut leur cavalerie qui fut chargée d'éclairer le pays entre Paris et Orléans, d'un côté, et Paris et Rouen de l'autre, et d'y faire les réquisitions de vivres.

Ces détachements de cavalerie eurent plusieurs engagements avec nos mobiles et nos francs-tireurs à Maule, à Pacy (5 octobre), à Chérisy (10 octobre), à Rambouillet, à Épernon (4 octobre), à Toury (5 octobre) contre les troupes les plus avancées de l'armée de la Loire, et à Ablis, qui fut brûlé le 9 octobre. Cette odieuse barbarie, accomplie par ordre et de sang-froid, avait pour but de frapper de terreur nos campagnes et d'empêcher la guerre nationale de se développer. Ce fut le contraire qui arriva; l'exemple d'Ablis n'empêcha pas l'héroïque ville de Châteaudun de se défendre le 18 octobre contre l'attaque de la division du général de Wittich. Treize cents hommes, francs-tireurs et gardes nationaux, les premiers, commandés par le comte de Lipowski, les seconds par M. de Testanière, se défendirent toute la journée dans la ville barricadée et tuèrent à l'ennemi 2,500 hommes; mais le soir, les Prussiens s'emparèrent de Châteaudun, le brûlèrent au pétrole et y commirent les atrocités les plus sauvages.

Pendant ce temps, Paris faisait plusieurs sorties, qui échouèrent toutes; le 13 octobre, on fut repoussé à Châtillon; le 21 octobre, à la Malmaison et à la Jonchère; le 28 octobre, on surprit les Prussiens au Bourget et on enleva ce village; mais on le laissa reprendre le 30.

La population était mécontente de ces échecs. Le parti révolutionnaire résolut de profiter du mécontentement général pour renverser le gouvernement du 4 Septembre et donner le pouvoir à ses chefs. Tout-puissants dans les clubs, dans plusieurs mairies, dans les faubourgs et maîtres d'une partie de la garde nationale, les Rouges dominaient le gouvernement, entravaient son action, perpétuaient l'anarchie, paralysaient la défense et étaient ouvertement en relations quotidiennes avec l'ennemi. Cependant le gouvernement de la défense nationale tolérait ou subissait ces rébellions et ces trahisons manifestes, parce que porté au pouvoir, le 4 septembre, par ces gens-là, il dépendait d'eux et n'avait pas l'énergie de s'affranchir de ce joug honteux.

Les chefs du parti révolutionnaire, Jacobins ou membres de l'Internationale, avaient facilement recruté leur personnel dans ces masses de déclassés et de bandits, de gredins et de repris de

justice (1), qui fourmillaient dans le Paris impérial, devenu ville de luxe et de misère, et le foyer de toutes les corruptions; ils trouvaient aussi de larges contingents parmi les ouvriers, les petits bourgeois et les employés de toutes sortes, pervertis par la presse et les clubs. Aussitôt après la révolution du 4 Septembre, les meneurs se préparèrent à établir la Commune, mélange de la commune jacobine de 1793 et des idées communistes de l'Internationale. En attendant l'occasion favorable, le parti créa dans chaque arrondissement des comités de défense, qui servirent de centres où se traitaient les affaires de la révolution sociale, qui seule préoccupait les chefs et leurs partisans. La guerre contre la Prusse, les sorties demandées à grands cris et la guerre à outrance, n'étaient que des prétextes pour se préparer plus facilement à la guerre sociale, la seule que la canaille voulût faire, parce que celle-là seule devait lui rapporter profit. La guerre contre l'ennemi n'était qu'un moyen pour armer et organiser en bataillons les bandes de la prochaine insurrection, pour s'emparer des mai-

(1) Le général Trochu a fait à la tribune l'incroyable aveu que les mairies avaient distribué des fusils à 25,000 repris de justice.

ries, partant de l'administration des quartiers insurrectionnels.

Cet État, qui se créait dans l'État, avait donc son mée, forte d'au moins 100,000 hommes, soldés par la Ville (1), son administration, ses comités secrets, ses journaux, ses clubs, et disposait de la moitié de Paris. Les journaux révolutionnaires sont d'une violence inouïe, mais les clubs les dépassent encore. La trahison est à l'ordre du jour, et il faut se venger des traîtres; moyen commode pour prêcher sans relâche la proscription et le pillage des riches, l'incendie, le vol, l'assassinat, la révolte, la désertion, l'athéisme, l'adultère et les doctrines les plus cyniques. Je ne puis que renvoyer au livre de M. de Molinari (2) les lecteurs curieux de se renseigner sur l'amas immonde de folies, de bêtises, d'infamies sans nom qui se débitaient dans les clubs. Vers la fin du siége, les clubs se tinrent à huis-clos et devinrent de véritables sociétés secrètes, dans lesquelles on acheva de préparer la guerre sociale, que les Rouges annonçaient hautement devoir suivre immédiatement la guerre contre les Prussiens, à laquelle, on ne

(1) Les gardes nationaux touchaient 1 fr. 50 par jour; s'ils avaient femme, 2 fr. 25.

(2) Les clubs rouges.

saurait trop le dire, ils refusaient de prendre part.

Les clubs, en effet, défendent à leur public de s'inscrire dans les compagnies de volontaires ou dans les compagnies de marche formées dans la garde nationale; ceux qui en feront partie sont déclarés traîtres et vendus à la réaction. Pour expliquer une pareille défense faite sous le feu de l'ennemi, on disait que le général Trochu voulait conduire les patriotes à l'abattoir. Les faits répondent aux doctrines. Les bataillons de faubouriens refusent de marcher à l'ennemi ou se sauvent aux premiers coups de fusil (1); d'autres arrivent au rempart ou à la tranchée tellement ivres, qu'il faut les renvoyer à Paris; le 201e bataillon, en pleine ivresse (2), pille l'église d'Issy et y commet les plus révoltants sacriléges. L'immoralité et le cynisme des gens de Belleville étaient tels, que ceux de la Villette en étaient dégoûtés. Traduits devant la Cour martiale et flétris pour leur lâcheté par le général Clément Thomas, les gredins l'ont assassiné le 18 mars.

(1) 147e, 32e, 214e bataillons et compagnies de Belleville.

(2) L'ivrognerie prit des proportions effrayantes dans les classes populaires pendant le siége et surtout pendant la Commune.

Beaucoup servaient d'espions aux Prussiens, et sous prétexte d'aller à la maraude, communiquaient chaque jour et ostensiblement avec les Prussiens aux avant-postes ; ils leur apportaient les journaux de Paris et leur communiquaient le mot d'ordre.

On ne peut comprendre la faiblesse du gouvernement à l'égard du parti révolutionnaire, qui trahissait, qui préparait la guerre civile, et qui ne trouvait à l'Hôtel-de-Ville aucune résistance (1).

Les Prussiens comptaient que la populace de Paris ferait bientôt une révolution qui leur permettrait de devenir les maîtres de la ville. Ce soulèvement attendu par l'ennemi éclata enfin le 31 octobre. Les prétextes étaient la mollesse du général Trochu contre les Prussiens, l'échec du Bourget, la nouvelle de la capitulation de Metz, qui indigna tout Paris, enfin l'arrivée de M. Thiers qui venait, avec l'appui des puissances neutres,

(1) Les étrangers ne comprenaient rien à cette conduite. « Ce qui nous surprend, disait la *Presse* de Vienne, c'est que Trochu n'agisse pas avec plus d'énergie contre les émeutiers et ne les livre pas aux conseils de guerre. Sans un régime de fer établi dans Paris, le gouvernement provisoire est perdu. »

proposer à M. de Bismark un armistice, pendant lequel on élirait une assemblée nationale, tous prétextes bien choisis pour exploiter encore une fois l'ineptie politique de la bourgeoisie parisienne et l'entraîner, comme d'habitude, à faire une révolution dirigée contre elle.

L'insurrection du 31 octobre eut des conséquences déplorables; mais, avant d'en parler, il faut ici s'arrêter un instant et raconter la fin de l'armée de Metz.

IX

Blocus et capitulation de Metz[1]

Après avoir vu le maréchal Bazaine, dans l'histoire de la guerre sous Metz, général inhabile et indécis, nous allons le trouver, dans ce chapitre, négociateur maladroit et manquant à tous ses devoirs militaires.

Le 7 septembre, on apprit à Metz le désastre de Sedan et la révolution du 4 septembre. Ce fut un cri d'indignation dans toute l'armée quand elle connut la honteuse capitulation de l'Empereur et de ses troupes. « Ah ! nous ne nous doutions pas alors qu'un jour viendrait où il nous faudrait être humbles vis-à-vis de ceux auxquels nous adres-

(1) La source principale dont on s'est servi pour la rédaction de ce chapitre est l'excellent ouvrage intitulé : *Metz, campagne et négociations*, par un officier supérieur de l'armée du Rhin.

sions de si sanglants reproches, où notre honneur serait englouti dans une catastrophe mille fois plus déplorable. Qui de nous pouvait prévoir que notre fin soulèverait les flots de l'indignation populaire et qu'il nous serait donné de voir nos chefs bafoués par les femmes de nos campagnes, et nous-mêmes insultés par nos propres concitoyens? L'armée de Sedan succombait du moins sous le canon, après neuf heures de combat, tandis que nous devions périr sous le coup d'odieuses négociations, sans que l'ennemi nous fît même l'honneur de brûler sa poudre, de dépenser ses balles ni ses boulets (1). »

La situation de l'armée et de la ville de Metz devenait de plus en plus grave par la diminution rapide des vivres et des fourrages. Pour sortir de cette situation et éviter une capitulation certaine, on devait en appeler aux armes. Au lieu d'agir ainsi, le maréchal essaya de se tirer d'affaire en négociant, en intriguant avec l'ennemi. Quelques-uns croient que le maréchal Bazaine fut peut-être jeté sur cette déplorable voie par son mécontentement contre la révolution du 4 septembre, et parce que le gouvernement de la défense natio-

(1) *Metz, campagne et négociations*. p. 190.

nale s'était donné pour chef le général Trochu, et qu'ainsi le maréchal était placé au second rang. On dit aussi qu'il croyait que Paris ne ferait pas de résistance, ou tout au moins que sa résistance serait de courte durée, et que la guerre serait bientôt terminée. Alors, à la tête de son armée, la seule qui existerait, et maître encore de Metz, Bazaine comptait peut-être jouer un grand rôle, en servant d'appui au gouvernement qui serait établi à ce moment, à la régence probablement, surtout s'il prenait une part active à son établissement, à la conclusion de la paix et à la répression de l'anarchie.

Pour amener les généraux de son armée à adopter une partie de ses projets, dans lesquels l'intérêt du pays est subordonné aux intérêts de son ambition, le maréchal les convoqua le 12 septembre et leur donna connaissance de la situation de la France, sur laquelle on n'avait encore dans l'armée que des renseignements inexacts et exagérés, fournis par les Prussiens. Il déclara ensuite au conseil qu'il attendrait les événements et ne sortirait pas de Metz. Le conseil approuva cette décision, en ne protestant pas contre elle.

Le 14 septembre, le colonel Boyer, aide de

camp du maréchal, alla porter une lettre au prince Frédéric-Charles, en apparence pour lui demander des nouvelles, en réalité pour ouvrir des relations avec le général ennemi; le prince donna les nouvelles demandées et remit des journaux dans lesquels le maréchal trouva une décision grave du roi de Prusse. Dès le 11 septembre, en effet, le gouvernement prussien établi à Reims avait publié dans les journaux de cette ville un communiqué, par lequel on informait la France que les gouvernements allemands n'avaient « pas reconnu, jusqu'à présent, « d'autre gouvernement que celui de l'empe- « reur Napoléon et qu'à leurs yeux le gouver- « nement impérial était le seul, jusqu'à nouvel « ordre, qui fût autorisé à entrer dans des négo- « ciations d'un caractère national. » On ajoutait qu'il n'y avait aucune chance de faire la paix, tant qu'il n'y aurait pas en France un gouvernement reconnu par le pays, et qui pût être considéré comme agissant en son nom... que les gouvernements allemands pourraient entrer en négociation avec l'empereur Napoléon, dont le gouvernement était jusqu'alors le seul reconnu, ou avec la régence instituée par la loi et qu'ils « pour- « raient entrer en communication avec le maréchal

« Bazaine qui tenait son commandement de « l'Empereur. »

C'était une invite. Si le maréchal désirait entrer en relation avec les Prussiens, ceux-ci ne demandaient pas mieux que « d'entrer en communication » avec le maréchal; il était donc possible de s'entendre (1).

On s'entendit si bien, que le 23 septembre un agent prussien, M. Régnier, arriva à Metz. M. Régnier, personnage inconnu à tout le monde jusqu'alors, nous a raconté son étrange histoire (2), à laquelle il est vraiment difficile de croire. Il avait essayé inutilement d'obtenir une audience de l'Impératrice, qui était alors à Hastings, mais il était parvenu à faire écrire sur une photographie, par le prince impérial, quelques

(1) Dès le 18, M. de Bismark disait à M. J. Favre, pendant l'entrevue de Ferrières : « Il n'est pas hors de propos de vous faire remarquer que Bazaine ne vous appartient pas. *J'ai de fortes raisons de croire* qu'il demeure fidèle à l'Empereur et par là même qu'il refuserait de vous obéir. »

(2) Voir sa brochure intitulée : *Quel est votre nom ? N ou M ? Une étrange histoire dévoilée.* — Si M. Régnier n'est pas un agent prussien, ce qui est possible, c'est un chercheur d'aventures, qui s'est cru appelé à jouer un rôle, qui devint, sans s'en douter, par l'aberration de ses propres idées, un agent de M. de Bismark, et qui servit les intérêts de la Prusse en croyant servir ceux de l'Empire et de la France.

mots insignifiants à l'adresse de son père (1). Muni de cette pièce sans valeur aucune, M. Régnier arriva à Ferrières le 20 septembre; aussitôt il fut introduit auprès de M. de Bismark et lui exposa ses projets. Il voulait, disait-il, faire signer la paix entre le gouvernement impérial restauré et la Prusse, et par là faire cesser la guerre et l'anarchie. Sans plus de difficulté, M. de Bismark est convaincu et accorde à M. Régnier toutes les facilités pour entrer à Metz et en ressortir.

M. Régnier était donc parti pour Metz, où il entra, comme nous l'avons dit, le 23 septembre, après avoir eu une entrevue avec le prince Frédéric-Charles. Admis auprès des maréchaux Bazaine et Canrobert, M. Régnier leur exposa son plan ou celui de M. de Bismark. Le maréchal rendra Metz (2); il se retirera ensuite avec son armée

(1) M. J. Favre, qui a vu à Ferrières la photographie, dit que les mots adressés à l'Empereur étaient de l'Impératrice et non pas du prince impérial, comme l'affirme M. Régnier.

(2) Le bout de l'oreille perce tout de suite. Il faut, dans cette trame impénétrable, faire attention à cette demande de livrer Metz, qui ne peut être faite que par un agent prussien ou par quelqu'un qui ne comprend pas la gravité de ce qu'il demande. Le maréchal, il faut le dire, ne tomba pas complétement dans le piége, et refusa de livrer Metz.

dans une partie du territoire qui sera neutralisée, et où l'on réunira les chambres et le conseil d'État; la régence de l'Impératrice sera rétablie et soutenue par le maréchal et son armée ; les fonctionnaires de l'Empire reprendront leurs fonctions ; puis on traitera de la paix, après quoi, on soumettra au peuple le choix d'un gouvernement. En attendant, un général de l'armée de Metz, Canrobert ou Bourbaki, sortira de la ville pour aller en Angleterre auprès de l'Impératrice, lui faire connaître le projet et la presser de l'adopter.

Le maréchal Bazaine tomba d'accord sur tout, excepté sur la reddition de Metz; il voulait bien quitter le camp retranché avec son armée, mais il ne pouvait consentir à rendre Metz. Le général Bourbaki croyant, d'après M. Régnier, que l'Impératrice désirait le voir, ce qui n'était pas vrai, consentit à quitter Metz déguisé et partit pour l'Angleterre, avec l'autorisation du maréchal Bazaine. A son arrivée en Angleterre, l'Impératrice lui déclara qu'elle ne l'avait pas fait demander, qu'elle ne l'attendait pas et qu'elle refusait de prendre part à de pareilles intrigues.

Le général Bourbaki avait été indignement trompé ; il fit tous ses efforts pour rentrer à Metz

et y reprendre son commandement ; n'ayant pu y parvenir, il alla mettre son épée au service de la République.

M. Régnier, qui avait quitté Metz en même temps que le général Bourbaki, s'était rendu à Ferrières auprès de M. de Bismark ; il lui fit connaître, le 28, le résultat de son entrevue avec le maréchal ; mais M. de Bismark lui déclara que, pour traiter de la paix, il lui fallait Metz, et qu'il ne pouvait négocier avec lui que s'il était muni des pouvoirs réguliers donnés par le maréchal. On envoya un télégramme au maréchal Bazaine qui refusa de céder Metz et de donner à M. Régnier des pouvoirs pour traiter de la paix. Aussitôt l'infatigable négociateur partit pour l'Angleterre, mais il ne put parvenir à entraîner l'Impératrice dans cette aventure ; elle refusa encore de prendre part à ces négociations ténébreuses.

Le départ du général Bourbaki pour une mission inconnue produisit une grande fermentation dans la ville et dans l'armée. Pour faire taire les plaintes et écarter les soupçons, le maréchal fit une petite sortie, qui était, selon la formule consacrée, le prélude d'opérations plus sérieuses. Le 27 septembre, il y eut donc l'affaire de Peltre, puis le 2 octobre celle de Ladonchamp, et enfin

le 7 octobre, l'affaire des Tapes ou de Saint-Rémy, qui fut le dernier engagement. Les opérations plus sérieuses ne devaient pas être tentées.

Le 4 octobre, après l'affaire de Ladonchamp, le maréchal réunit en conseil tous les généraux pour organiser le départ de l'armée; mais, quelques-uns ayant déclaré que, si on quittait Metz, la ville était infailliblement perdue, on se décida à rester. On voit que Bazaine n'est pas le seul, dans cette armée, qui ait manqué d'énergie et d'intelligence.

En attendant, la situation empirait chaque jour et devenait telle que le résultat de tant d'incapacité, de faiblesse, d'hésitations et de fautes de tout genre allait bientôt éclater. La disette était sérieuse; l'armée, que les privations avaient affaiblie, était démoralisée par cette longue inaction; une pluie froide et continuelle avaient transformé les camps en véritables cloaques, et les soldats n'avaient que des abris de toile; on manquait de bois pour se chauffer; les maladies sévissaient; la ville et les ambulances comptaient vingt-mille blessés et malades; le maréchal ne faisait rien pour relever le moral de son armée; il ne paraissait nulle part, ne visitait ni les camps,

ni les ambulances. Sa pensée était ailleurs.

Les négociations entamées par l'intermédiaire de M. Régnier avaient échoué ; le maréchal voulut les reprendre et se servit cette fois de son aide de camp, le général Boyer. Mais auparavant, il jugea à propos d'avoir l'assentiment de ses généraux ; il les réunit donc le 10 octobre, leur exposa encore la situation et obtint leur adhésion à un projet de traité avec le gouvernement prussien. Le général Boyer partit de Metz, le 12 octobre, pour aller au quartier général du roi de Prusse, qui était alors à Versailles.

Ces résolutions, soupçonnées plutôt que connues dans l'armée, produisirent une indignation telle, que le maréchal se crut obligé de déclarer qu'il ne capitulerait pas. Nous savons maintenant que cette formule signifie précisément qu'on va capituler.

Le 17, le général Boyer revint à Metz, y fit connaître l'état d'anarchie où se trouvait la France, et l'ultimatum de M. de Moltke.

On ne voulait accorder à l'armée de Metz d'autre condition que la capitulation pure et simple, comme à l'armée de Sedan ; mais, soit pour amortir l'effet de ces conditions rigoureuses et empêcher le maréchal de prendre une résolution

énergique, soit qu'il voulût réellement traiter (1), M. de Bismark avait fait dire que si l'Impératrice consentait à négocier, et si l'armée s'engageait à appuyer la régence, il pourrait alors traiter avec le maréchal Bazaine.

Le 18, le maréchal et les généraux réunis en conseil décidèrent que le général Boyer serait envoyé auprès de l'Impératrice, et le 24, le maréchal Bazaine reçut une dépêche de M. de Bismark, qui lui annonçait que l'Impératrice refusait de prendre part à toute négociation et de signer un traité ayant pour base une cession de territoire. M. de Bismark ajoutait que d'ailleurs le pays ne donnerait aucun appui au gouvernement impérial ; que le roi de Prusse ne voulait pas, en traitant avec l'Empereur, sembler l'imposer à la France et se mêler de ses affaires intérieures ; que le maréchal n'avait pas fait remettre par le général Boyer les garanties qu'on lui avait demandées, c'est-à-dire la cession de Metz et l'engagement de tous les généraux à rétablir la régence ; que dès lors il n'y avait plus lieu de continuer les négociations politiques, et que

(1) On sait que M. de Moltke n'était pas toujours d'accord avec M. de Bismark ; l'un ne voyait que la guerre, l'autre ne se préoccupait que de sa diplomatie.

la question se posant militairement, c'était aux événements de la guerre seuls qu'il appartenait de la résoudre.

M. de Bismark paraît avoir aimé à donner, à l'occasion, une leçon de conduite ou de tenue aux généraux et aux hommes d'État incapables que le hasard des événements mettait en rapport avec lui. Il était impossible de rappeler plus cruellement à un maréchal de France, qu'il devait, qu'il aurait dû combattre. Le conseil des généraux, encore réuni, ne comprit pas la leçon et ne sut pas faire son devoir; au lieu de donner l'ordre de combattre, il envoya le général Changarnier auprès du prince Frédéric-Charles pour obtenir que l'armée pût se retirer dans le midi de la France ou en Algérie. Le prince refusa et un dernier conseil fut tenu, qui décida qu'on capitulerait. En conséquence, le général Jarras, chef d'État-major, alla au château de Frescaty, quartier général du prince Frédéric-Charles, et signa, le 27 octobre, la capitulation de Metz, qui fut approuvée le 28 par le maréchal et ses lieutenants.

L'excellent historien qui a écrit la campagne et les négociations de Metz se demande, en homme de cœur, ce qu'on devait faire et répond : « Tout, excepté ce qui a été fait, » et il a raison. En effet,

il y avait autre chose à faire qu'à remettre intacts à l'ennemi les forts de Metz, 541 canons de campagne, 800 canons de siége, dont une partie servit à canonner Paris, le matériel pour 85 batteries, 66 mitrailleuses, 300,000 fusils, 2,000 voitures du train, les drapeaux, et à faire déposer les armes, avant qu'ils aient combattu, à 153,000 hommes (1), dont 3 maréchaux, 50 généraux et 6,000 officiers!

Il est inutile de faire des réflexions sur de pareilles hontes; il vaut mieux en abréger le récit et se hâter d'arriver à la fin de ce douloureux chapitre.

Les honneurs de la guerre que l'ennemi accordait à l'armée de Metz furent refusés par le maréchal, parce qu'il eut peur sans doute d'être insulté pendant le défilé de l'armée et parce qu'il craignit avec raison qu'au moment de déposer leurs armes, ses soldats exaspérés, au lieu de les rendre, n'en vinssent aux mains avec l'ennemi.

Il manqua à son devoir et viola les règlements militaires (2) en acceptant pour lui, pour les gé-

(1) Avec 20,000 blessés et malades, le chiffre des prisonniers de Metz est de 173,000 hommes.

(2) Article 4 du décret de 1812 et article 218 de l'ordonnance du 3 mai 1832.

néraux et les officiers, des conditions et un traitement autres que ceux qui étaient accordés à la troupe et qui devaient être les mêmes.

Il trompa l'armée pour lui enlever ses drapeaux et les livrer aux Prussiens, qui n'auraient pas osé venir les lui arracher. Il ordonna de les porter à l'arsenal où ils devaient être brûlés ; il ne les brûla pas et en livra 53 au prince Frédéric-Charles ; 31 drapeaux furent détruits par quelques colonels et par le général Desvaux, commandant la garde impériale, qui se méfiaient justement de Bazaine. Non content d'avoir commis l'acte, le maréchal a essayé de le justifier. « A quoi « bon, dit-il dans son rapport, se préoccuper de « ces *lambeaux d'étoffe* qui n'ont de valeur mo- « rale que quand ils sont pris sur le champ de « bataille ; ils n'en ont aucune quand ils sont dé- « posés dans un arsenal. »

Il trompa encore l'armée quand, dans sa dernière proclamation, où il osa se comparer à Masséna, à Kléber et à Gouvion Saint-Cyr, il dit à ses soldats que Metz et son armement reviendraient à la France après la paix. L'armée crut un instant à la vérité de cette allégation, qui laissait supposer qu'il y avait quelque chose de stipulé pour la restitution de Metz à la France.

On sut bientôt à quoi s'en tenir, quand le texte de la capitulation fut publié.

Enfin, il abandonna son armée et partit seul. Aussi, quand il quitta Ars-sur-Moselle, le 29 octobre, la population, avertie de son passage, se précipita à sa rencontre, brisa les glaces de sa voiture, le hua, et il ne put continuer sa route vers le quartier général du prince Frédéric-Charles que sous la protection des gendarmes prussiens.

Ce fut le 29 octobre, au milieu de la consternation et de la douleur de la ville et de l'armée, que les Prussiens prirent possession de Metz, des forts, des armes et des drapeaux, et que nos soldats devinrent les prisonniers d'un ennemi indigne de ces prodigieuses et inespérées faveurs de la fortune. Les Prussiens se montrèrent, en effet, d'une dureté révoltante envers les hommes que Bazaine leur avait livrés, et qu'ils laissèrent mourir en grand nombre de froid, de faim et de misère dans la boue de leurs avant-postes.

Le général prussien, auteur de la *Guerre sous Metz*, déclare que capituler dans une position presque inexpugnable, avant d'avoir fait une tentative désespérée, est un fait inouï. Aussi la France refusa-t-elle de croire à la reddition de

Metz sans combat, et quand M. Gambetta eut poussé le cri de trahison, tout le monde le répéta après lui. Qui pourrait soutenir, en effet, que le maréchal Bazaine a fait son devoir?

Après son facile triomphe, le prince Frédéric-Charles et la plus grande partie de son armée furent envoyés contre l'armée de la Loire; on verra plus loin les conséquences de son arrivée. D'autres troupes, sous le commandement du général de Manteuffel, furent dirigées sur Amiens et Rouen; d'autres enfin vinrent renforcer l'armée qui assiégeait Paris, et qui s'était dégarnie pour opposer quelques forces à notre armée de la Loire.

X

Le 31 octobre. — La capitulation de Paris

Le 31 octobre, le parti de la Commune se souleva contre le gouvernement du 4 septembre, envahit l'hôtel de ville et fit prisonniers la plupart des membres du gouvernement. Mais, pendant que les chefs de l'insurrection cherchaient à organiser un comité de salut public et à se mettre d'accord sur les noms de ceux qui le composeraient, les 106e et 17e bataillons de la garde nationale, aux ordres du commandant Ibos, et quelques bataillons de mobiles reprirent l'Hôtel de Ville, en chassèrent les ignobles cohues qui l'encombraient et délivrèrent les membres du gouvernement provisoire. Après leur victoire, les hommes du 4 septembre se montrèrent, comme toujours, d'une coupable faiblesse envers les insurgés. Ils se contentèrent d'en appeler au peuple.

Le 3 novembre, la population et l'armée furent appelées à déclarer par un vote plébiscitaire, si elles voulaient conserver le gouvernement du 4 septembre ; 558,000 *oui* contre 62,000 *non* lui donnèrent un éclatant témoignage de confiance, mais ne purent lui donner l'énergie et l'intelligence de la situation qui lui manquaient. Aussi, peu de jours après le 31 octobre, les factieux recommencèrent leurs menées.

Pendant ce temps, des négociations s'ouvraient à Versailles. Nous avons dit que M. Thiers avait été envoyé à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Vienne et à Florence pour y demander une médiation armée ou au moins une intervention des puissances en notre faveur. Parti de Paris le 12 septembre, M. Thiers était revenu à Tours le 20 octobre, sans avoir obtenu ce qu'il désirait. L'Angleterre et la Russie, de qui tout dépendait, étaient résolues à laisser les événements s'accomplir et à permettre à la Prusse, en écrasant la France, de détruire l'équilibre de l'Europe. L'Italie nous abandonna ; quant à l'Autriche, menacée de la guerre par la Russie, elle ne pouvait rien faire de décisif. M. Thiers avait obtenu cependant que les puissances neutres (Angleterre, Autriche, Italie et Russie) demanderaient

à la Prusse un armistice rendant possible la convocation d'une assemblée nationale chargée de décider de la paix ou de la guerre, le gouvernement français, après l'entrevue de Ferrières, ne pouvant plus faire de lui-même de nouvelles ouvertures à M. de Bismark.

L'opiniòn publique en Europe, depuis cette entrevue, se prononçait de plus en plus contre l'ambition de l'Allemagne; la courageuse résistance de Paris réveillait partout les sympathies en notre faveur; le czar écrivait à son oncle qu'il espérait que la paix se ferait sans que la France perdît de son territoire. M. de Bismark, bien que décidé à repousser toute intervention des neutres et à conserver à la Prusse sa liberté d'action complète, fut obligé cependant d'accorder l'armistice que les puissances demandaient au nom de la France; il accorda également, sur la demande de lord Granville, un sauf-conduit à M. Thiers pour traverser les lignes prussiennes et venir à Paris conférer avec les membres de la Défense nationale.

M. Thiers arriva à Versailles le 29 octobre et se rendit à Paris. Il insista auprès du gouvernement sur la nécessité d'élire une assemblée et de procéder aux élections que demandaient les départements; il combattit l'opinion de M. Gambetta qui, à Tours.

s'opposait de tout son pouvoir à la convocation d'une assemblée, parce qu'il se préoccupait avant tout de fonder la république démocratique et qu'il craignait que les élections ne lui fussent pas favorables; M. Thiers engagea le gouvernement à accepter l'armistice, parce qu'une fois la négociation nouée, on pourrait peut-être obtenir l'intervention des puissances. Le gouvernement fut convaincu et chargea M. Thiers d'aller à Versailles négocier avec M. de Bismark; il partit le 31 octobre, au moment même où l'insurrection éclatait. Aussi, à la première entrevue, M. de Bismarck annonçait à M. Thiers que le gouvernement de septembre, au nom duquel il venait traiter, était probablement renversé. Quand on connut la défaite des Rouges, les négociations s'ouvrirent. M. Thiers demandait un armistice de vingt-cinq jours, pendant lequel on ferait les élections de l'Assemblée nationale; il demandait aussi que Paris pût se ravitailler et recevoir la quantité de vivres qu'il consommerait pendant l'armistice. Pour consentir à cette seconde demande, M. de Bismark, faisant valoir les raisons militaires, exigeait qu'on lui remît un des forts de Paris. On ne put s'entendre, et le 6 novembre, les négociations furent rompues. Avons-nous eu tort ou rai-

son de les rompre? Dans l'ignorance où nous sommes des détails exacts des négociations de Versailles, il est impossible d'exprimer une opinion.

Quelques jours après, Paris apprenait la victoire de Coulmiers remportée par le général d'Aurelle de Paladines et l'armée de la Loire. On eut l'espoir de voir arriver au secours de Paris l'armée victorieuse, et le général Trochu se décida enfin à faire une grande sortie pour percer les lignes de l'ennemi et tendre la main au général d'Aurelle.

A ce moment, les forces de Paris étaient à peu près organisées et pourvues d'artillerie. La garde nationale sédentaire, forte de 266 bataillons (150,000 hommes), était placée sous le commandement du général Clément Thomas; elle avait la garde de la ville et des bastions de l'enceinte. L'armée active comptait 100,000 hommes et se composait d'anciens régiments, de régiments de marche et de régiments de mobiles; elle était commandée par le général Ducrot. Le général Vinoy était à la tête d'une troisième armée, de 100,000 hommes également, composée de régiments de marche et de mobiles, de marins, de douaniers, de forestiers, de gendarmes et de garde nationale mobilisée ; il était chargé de la défense des forts et de faire les sorties locales. Les troupes

avaient bien été aguerries dans les nombreux engagements qu'elles avaient eus avec les Prussiens, mais, en général, elles manquaient de discipline, d'obéissance, d'esprit militaire, et une partie importante de la garde nationale était, comme nous l'avons dit, bien plus l'ennemie de la société française que de l'armée prussienne.

Le général Ducrot fut chargé de rompre les lignes de l'ennemi avec 100,000 hommes et 400 bouches à feu. L'attaque débuta le 28 novembre par l'occupation du plateau d'Avron, que l'amiral Saisset couvrit de canons de marine, à l'aide desquels il devait protéger l'établissement de nos ponts sur la Marne et le passage de la rivière. Le 29, la bataille devait s'engager sur quatre points. On faisait trois diversions; au Nord, à Épinay, qui fut enlevé vigoureusement; à l'Ouest, à la Malmaison; au Sud, à l'Hay, Chevilly et Thiais, qui furent attaqués par le général Vinoy. Mais, pendant qu'on faisait les diversions, on n'engageait pas l'affaire principale ce jour-là. On devait passer la Marne entre Joinville et Nogent, en jetant pendant la nuit du 28 au 29 huit ponts de bateaux, et l'attaque devait avoir lieu le 29 au matin. Mais les ponts n'étaient pas prêts ou n'étaient pas complets; on ne put les jeter, et le Génie s'excusa

sur une crue subite de la Marne, qui aurait pu être constatée cependant, si l'on avait su faire une reconnaissance; mais la crue n'a même pas eu lieu, et l'excuse est sans valeur.

On perdit donc un jour, pendant lequel l'ennemi averti se concentra. Le 30, le général Ducrot, avec environ 60,000 hommes, attaqua une vingtaine de mille de Prussiens et de Wurtembergeois, les refoula et leur enleva Champigny et Bry-sur-Marne; mais la résistance énergique de l'ennemi ne permit pas à Ducrot d'aller plus loin et de s'emparer des hauteurs fortifiées de Villiers et de Cœuilly. Avec de meilleurs soldats (1), le général Ducrot pouvait obtenir un succès plus complet; il aurait pu aussi recommencer le combat le lendemain, tandis qu'il fut obligé de s'arrêter le 1er décembre pour remettre l'ordre dans ses troupes désorganisées par le combat, le froid et l'indiscipline.

Pendant ce temps, le général Susbielle, parti du fort de Charenton, attaquait Montmesly et était repoussé sur Créteil.

(1) Il faut dire la vérité aux chefs, mais aussi aux soldats. A la bataille de Champigny, il y en eut qui lâchèrent pied et beaucoup d'autres qui cherchaient avant tout à se défiler, à se mettre à l'abri derrière un mur.

Les Prussiens profitèrent de l'inaction de notre armée pendant la journée du 1er décembre ; le général Fransecky, chargé du commandement, rassembla 50.000 hommes, Prussiens, Wurtembergeois, Saxons, et le 2 décembre il nous attaqua brusquement, essaya d'enlever Bry et Champigny, mais fut repoussé par notre artillerie, qui fut très-énergique et à laquelle revient l'honneur de ces combats. Le tir de nos forts fut aussi très-utile. Le général Fransecky parvint cependant à rester maître d'une partie de Champigny. Le 3, le général Ducrot battit en retraite et repassa la Marne. La perte des Français fut d'environ 6,000 hommes, celle des Allemands de 5,000 (1).

M. Gambetta, en annonçant ces combats à la France, publia les télégrammes les plus invraisemblables ; soit parti pris de ne pas dire la vérité, soit ignorance de la géographie, le général Trochu, disait-il, avait pris Épinay-sur-Orge, au Sud de Longjumeau, et changeant les distances, il en concluait que Trochu et d'Aurelle n'étaient plus qu'à 12 ou 13 lieues l'un de l'autre. Paris était débloqué, les deux armées allaient se réunir

(1) Ces combats portent le nom de bataille de Champigny ou de Villiers.

et la victoire serait complète. Beaucoup de gens, même à Versailles, crurent à ces étranges assertions, et quand on leur disait qu'il fallait y prendre garde, et que si le roi de Prusse restait bien tranquillement à Versailles, c'est qu'évidemment Paris n'était pas débloqué, ils répondaient que si le roi de Prusse ne s'en allait pas, c'était parce qu'il ne le pouvait pas, et qu'il était prisonnier. Le dictateur de Tours avait des lecteurs dignes de lui.

Non-seulement Paris n'était pas débloqué, mais l'armée de la Loire, pendant ce temps-là, venait d'être battue à Loigny, devant Orléans, le 2 décembre. L'échec était complet, et non pas le triomphe.

Le 21 décembre, on fit une grande sortie au Nord pour appuyer les opérations du général Faidherbe dans les départements du Nord. Mais, comme toujours, la lenteur de nos mouvements et le peu de ténacité de notre armée firent échouer cette entreprise. On attaqua le Bourget sans pouvoir l'enlever, mais on resta maître de Drancy. Pendant ce temps, on faisait deux diversions, l'une à l'Est, à la Ville-Évrard, qu'on enleva aux Saxons, l'autre à l'Ouest, à Buzenval.

A quelques jours de là, le 27, les Prussiens

commencèrent le bombardement de Paris. Avant d'en parler, il faut donner quelques détails sur l'état de la ville à ce moment. Les désordres que nous avons signalés et flétris tout à l'heure se continuaient; mais ce n'est pas ce tableau honteux que nous voulons remettre sous les yeux du lecteur. Il faut, au contraire, opposer à ce Paris hideux des faubourgs, le Paris du centre, le Paris bourgeois, honnête, dévoué, patriote et faisant noblement son devoir.

Les bataillons composés des gardes nationaux de ces quartiers formaient un contraste complet avec ceux des faubourgs : ici, des hommes souvent ivres et lâches, débraillés et braillards; là des hommes sérieux, tenaces, disciplinés, voulant défendre Paris, supportant avec courage et résignation les rudes épreuves du blocus, le froid, les privations, les fatigues du service, et allant au feu, quand on voulait bien les y mener, avec un véritable entrain.

La population, réduite d'abord à une ration quotidienne de 100 grammes de viande de cheval, puis à 60 et, dès le 14 novembre, à 30 grammes, supportait la disette sans se plaindre. Après les bœufs, les vaches, les moutons, les porcs, le lard, les salaisons, les conserves, on mangea les chevaux, les mulets, les ânes, les chiens, les chats,

les rats, les moineaux, les bêtes du Jardin des plantes, le sang des animaux de toute espèce transformé en boudin, toutes les graisses et moelles des os transformées par des procédés nouveaux en beurre dit de Paris, les intestins, les tendons et les rognures de peaux rendus comestibles, etc. Le vin ne manquait pas; le pain ne fut rationné que le 19 janvier; la ration ne fut plus que de 300 grammes d'un pain noir, détestable, composé d'un peu de blé et de seigle, et surtout d'orge, d'avoine, de riz et de débris divers.

Les maladresses prodigieuses de l'administration dirigée par M. Jules Ferry augmentèrent considérablement les souffrances de la population. Dès le mois d'octobre, elle supprima les trois quarts des boucheries pour établir quelques boucheries municipales, où l'on recevait, en montrant sa carte, les rations auxquelles on avait droit. C'est cette incomparable sottise qui amena les encombrements à la porte des bouchers, et qui força les femmes à y faire queue pendant une partie de la nuit; c'est parmi ces malheureuses femmes, soumises au froid et à la pluie, que la mort frappa ses plus nombreuses victimes. Le 11 janvier, M. Jules Ferry ayant trouvé mauvais que la vente du pain fût libre, il

ordonna que les boulangeries seraient fermées à neuf heures du matin. Il fallut encore faire queue à la porte des boulangers pour avoir son pain. M. Jules Ferry eut aussi l'idée de réglementer la vente des pommes de terre; il les réquisitionna, les entassa dans les caves des Halles, où elles pourrirent complétement.

Le bois et le charbon manquèrent aussi. Malgré ces souffrances, malgré les maladies (1), la population ne se plaignait et ne se décourageait pas. Les pauvres, qui touchaient de la ville 2 francs 25, et qui se nourrissaient aux cantines municipales, avaient, comme les riches, de quoi manger; mais la population moyenne, les petites gens, les employés renvoyés par leurs patrons, les réfugiés de la banlieue, etc., étaient dépourvus de ressources et cruellement atteints. La charité faisait des merveilles et soulageait le plus de victimes qu'elle pouvait. On ne saurait trop louer les femmes qui se sont consacrées à soigner les blessés et les malades, et le courageux dévouement des Frères de la Doctrine chrétienne de-

(1) Angine, bronchite, fluxion de poitrine, petite verole. fièvre typhoïde, diarrhée. Dans les dernières semaines du blocus, la mortalité fut effrayante et s'éleva à 4 et 5,000 décès par semaine. — Il est mort à Paris, du 17 septembre 1870 au 28 janvier 1871, 65,294 personnes, dont 13.000 tuées par l'ennemi ou mortes de leurs blessures.

venus brancardiers. Que n'aurait pas fait Paris avec un gouvernement plus honnête, plus intelligent et plus énergique, qui aurait comprimé par un joug de fer les mauvaises passions, qui aurait donné aux forces vives de la défense le nerf qui leur a manqué, et qui aurait su développer et utiliser la totalité des ressources que lui offrait la grande ville?

Le crédit public se maintint avec une grande fermeté; il n'y a pas eu dans cette crise formidable de désastres financiers comme en 1848; le 29 décembre, le trois pour cent valait encore 52 f.; les obligations de chemins de fer étaient cotées à la Bourse de 290 à 304 francs.

Malgré le blocus étroit, Paris resta en relations avec la province, d'abord par un câble télégraphique placé dans la Seine. Quand les Prussiens l'eurent coupé, Paris continua à communiquer avec Tours et Bordeaux, en envoyant des ballons; il recevait les nouvelles par les pigeons que les ballons avaient emmenés de Paris, et qui y revenaient portant des dépêches photo-microscopiques. Soixante-quatre ballons sont partis de Paris pendant le siége (1), emportant 155 personnes,

(1) Cinq ont été pris par les Prussiens et deux se sont perdus en mer.

363 pigeons voyageurs (1) et 3 millions de lettres ; les pigeons ont rapporté à Paris 2 millions et demi de dépêches.

L'armée, loin de devenir meilleure, avait perdu de sa solidité ; à l'exception de quelques anciens régiments (le 35ᵉ, le 42ᵉ) et de quelques corps d'élite, elle n'avait pas l'énergie et la discipline nécessaires, et elle manquait de confiance dans ses chefs.

Le bombardement allait encore augmenter les souffrances et les dangers de la population. Les Prussiens commencèrent à attaquer le plateau d'Avron, le 27 ; on l'évacua le 29. Le 30, les forts de l'Est furent bombardés à leur tour ; le 5 janvier, les batteries ennemies lancèrent leurs obus sur les forts du Sud et sur Paris, dont toute la partie méridionale fut atteinte. Ce bombardement fut une cruauté inutile et ne produisit aucun résultat. Les forts du Sud, criblés d'obus, réparaient pendant la nuit les dégâts faits pendant le jour, et les dommages furent en réalité si peu graves, qu'il fallut plus tard un mois à l'armée de Versailles pour réduire le fort d'Issy, le plus maltraité de tous.

On a dit que le roi de Prusse était opposé au

(1) Dont 57 seulement sont revenus à Paris.

dement de Paris, et qu'il avait dû céder
ıandes de ses généraux, qui croyaient que
ədé odieux ferait fléchir la résistance opi-
niâtre de Paris. Il est plus probable que les uns et les autres ont été entraînés par les exigences de la presse de Berlin et par les clameurs du parti gallophage, composé de ces philosophes et de ces professeurs que nous avions proclamés les plus intelligents des hommes, et dont on s'était fait trop longtemps les traducteurs ou les plagiaires, en répudiant toutes les traditions de l'érudition et de la philosophie françaises. On a dit aussi que le bombardement avait été un moyen de tromper le général Trochu, en attirant toute son attention sur Paris, pendant que M. de Moltke dégarnissait les lignes d'investissement pour envoyer de nombreux renforts aux généraux qui combattaient nos armées du Nord, de la Loire et de l'Est.

Il faut encore interrompre le récit du blocus de Paris pour parler de l'incident de la mer Noire et de la conférence de Londres, à laquelle notre ministre des affaires étrangères était invité à venir représenter la France.

Le 31 octobre, le prince Gortschakoff, chancelier de l'empire russe, adressait aux divers agents diplomatiques de la Russie accrédités auprès des cabinets européens, une circulaire annonçant que

le gouvernement du czar déclarait caduques et ayant cessé d'exister les stipulations du 30 mars 1856 qui, après la guerre de Crimée, avaient limité les forces navales de la Russie et restreint ses droits de souveraineté dans la mer Noire. Le czar entendait reprendre sa liberté d'action et ordonnait à ses ambassadeurs de prévenir les cabinets étrangers de sa décision. La Russie profitait de son alliance avec la Prusse, des défaites de la France et de l'isolement de l'Angleterre pour déchirer les traités de 1856, par cette seule raison qu'ils la gênaient et qu'elle était en position de le faire.

L'Angleterre, profondément irritée, mais hors d'état de faire la guerre sans l'appui de la France, fut obligée de supporter l'insulte. Lord Granville en fut réduit à dire que la Russie n'avait pas le droit de se délier seule des engagements qu'elle avait contractés et que ce droit n'appartenait qu'aux divers gouvernements signataires du traité de 1856. C'était dire assez piteusement qu'on céderait, si une conférence se réunissait pour résoudre la question d'une façon à peu près décente. La conférence fut aussitôt proposée par la Prusse, acceptée par les puissances et s'ouvrit à Londres en janvier 1871. Elle reconnut purement et simplement les prétentions de la Russie et

les sanctionna. L'Angleterre, bien que n'ayant pas reconnu officiellement le gouvernement du 4 septembre, avait insisté pour que la France fût représentée à la conférence ; mais, au lieu d'envoyer de Bordeaux un négociateur, le gouvernement décida que M. J. Favre le représenterait à Londres. M. J. Favre demanda donc, le 13 décembre, un sauf-conduit à M. de Bismark pour traverser les lignes prussiennes. M. de Bismark fit attendre un mois sa réponse (1) et refusa le sauf-conduit sous divers prétextes, disant entre autres choses « que le gouvernement de la défense nationale n'était pas reconnu par la France, et qu'en conséquence le représentant de la Prusse pourrait être embarrassé de décider si les déclarations de M. J. Favre seraient revêtues de l'autorité de déclarations officielles de la France. » En réalité, M. de Bismark se donnait la satisfaction d'empêcher la France d'être représentée pour la première fois dans une réunion des grandes puissances de l'Europe. M. de Bismark terminait brutalement sa lettre en disant à M. Jules Favre : « Je ne puis m'empêcher de vous demander s'il serait utile que Votre Excellence quitte Paris et son poste de membre du gouvernement actuel

(1) Elle est du 16 janvier 1871.

dans cette ville pour prendre une part personnelle (1) aux travaux de la conférence sur la mer Noire, dans un moment où il s'agit à Paris même d'intérêts bien plus importants pour nos deux pays que l'article 2 des stipulations de 1856. »

En effet, il allait bientôt s'agir de la destinée de la France, et malheureusement c'était M. J. Favre qui allait être chargé de ses intérêts.

Pendant ce temps, un événement non moins grave pour l'Europe s'accomplissait à Versailles. L'empire d'Allemagne y était proclamé le 18 janvier 1871 (2), dans le château même de Louis XIV, dont les Allemands prenaient plaisir à humilier la mémoire. Le roi de Prusse accepta solennellement la couronne de l'empire d'Allemagne que lui apportaient les députés du parlement allemand.

Les États du sud de l'Allemagne (3) étaient restés après Sadowa en dehors de la confédération de l'Allemagne du nord, tout en contractant avec le roi Guillaume des traités qui mettaient, en cas

(1) Encore une leçon. En effet, M. J. Favre aurait pu et dû déléguer quelqu'un pour le représenter à Londres, et en le faisant partir de Bordeaux, on n'avait pas besoin du bon plaisir de M. de Bismark.

(2) Le 18 janvier est l'anniversaire du couronnement du premier roi de Prusse, Frédéric Ier, en 1701.

(3) Bade, Wurtemberg, Bavière et Hesse.

de guerre, leurs armées aux ordres de la Prusse. Dès la fin de novembre 1870, ces États avaient signé, à Versailles, de nouveaux traités par lesquels ils entraient dans la Confédération et complétaient ainsi l'unité de l'Allemagne. Le parlement de la Confédération, composé dès lors de tous les États allemands, décréta le rétablissement de l'empire d'Allemagne, détruit en 1806, après la bataille d'Austerlitz et le traité de Presbourg, et envoya des députés à Versailles offrir la couronne au roi de Prusse.

En présence d'une cour nombreuse, réunie dans la galerie des glaces et composée des princes de la famille royale, des principaux princes de la Confédération et d'un nombreux État major, le roi de Prusse déclara qu'il acceptait la dignité impériale allemande en la rattachant à la couronne de Prusse (1), puis il fit lire par le chancelier de l'empire, M. de Bismark, une proclamation adressée au peuple allemand, dans laquelle on remarque surtout ce passage : « Nous acceptons la dignité impériale dans l'espoir qu'il sera permis au peuple allemand de jouir de la récompense de ses luttes ardentes et héroïques dans

(1) Avant 1806, la dignité impériale appartenait à la maison d'Autriche.

une paix durable et protégée par des frontières capables d'assurer à la patrie des garanties contre de nouvelles attaques de la France et dont elle a été privée depuis des siècles. » Après cette menace, venaient les phrases de rigueur sur les bienfaits de la paix, de la liberté et de la morale (1).

Mais il faut reprendre l'histoire de la guerre sous Paris.

Après deux petites sorties faites le 12 janvier contre Clamart et Châtillon, et le 16 contre le Bourget, le général Trochu fit, le 19 janvier, une dernière tentative pour rompre le blocus et surtout pour donner une suprême satisfaction à la population parisienne qui voulait absolument combattre (2). Avec 100,000 hommes on allait essayer de forcer la ligne d'investissement entre Saint-Cloud et Bougival, et si l'on réussissait on se jetterait sur Versailles. Mais la situation était changée depuis le combat du 21 octobre, et les

(1) Voir à la fin du volume, sur la constitution actuelle de l'empire d'Allemagne, l'appendice n° 2.

(2) M. Gambetta avait invité plusieurs fois le général Trochu à sortir de Paris. Avant la bataille du Mans, il l'avait prévenu qu'un grand effort allait être tenté par les armées de l'Est, du Nord, de la Loire et du Havre ; il lui avait fait connaître les forces qui investissaient Paris (à peine 250,000 hommes). Le 14 janvier, il adressa à M. Jules Favre une dépêche dans laquelle il se plaignait amèrement du général Trochu et demandait énergiquement que Paris

Prussiens, après la panique que le combat de la Malmaison leur avait causée, avaient couvert de batteries et de défenses cette partie si importante de leurs lignes. Le déploiement de nos colonnes d'attaque se fit avec lenteur et sans ensemble ; la plus grande partie de nos forces et presque toute notre artillerie ne furent pas engagées. La droite, aux ordres du général Ducrot, était chargée d'enlever le château de Buzenval et le parc de Longboyau ; elle n'entra en ligne que trois heures après le centre et la gauche, et échoua dans son attaque. Le centre, commandé par le général de Bellemare, fut lancé contre Garches et le plateau de la Bergerie ; la gauche, sous les ordres du général Vinoy, dut attaquer les hauteurs de Montretout. Bellemare et Vinoy culbutèrent l'ennemi et s'emparèrent des positions qu'ils avaient l'ordre d'enlever, mais ils furent obligés de s'arrêter et d'attendre le général Ducrot pour ne pas être débordés sur leur droite. Les Prussiens profitèrent de ce temps d'arrêt, réuni-

fît une grande sortie : « Sortez, sortez, disait-il, si vous ne voulez pas laisser périr la France ; car, je ne saurais me lasser de le redire, vous n'avez autour de vous qu'un simple cercle de feu, derrière lequel nos audacieux et habiles ennemis dérobent tous leurs mouvements. La province fait d'ailleurs écho au cri unanime de Paris et se demande à son tour pourquoi cette persistante inaction. »

rent leurs réserves à Garches, où un violent combat s'engagea, et firent venir des renforts; nous eûmes bientôt 30,000 hommes à combattre, et le soir 50,000. Il fallut battre en retraite avec une perte de 6 ou 7,000 hommes. La garde nationale s'était particulièrement fait remarquer par sa bravoure à l'attaque de Montretout. Cette nouvelle retraite indigna Paris, qui ne se rendait pas compte de la cause de nos échecs. Les positions que nous avions attaquées de vive force étaient du nombre de celles qu'il aurait fallu, en vraies citadelles qu'elles étaient, attaquer avec la pioche et la pelle pour les aborder et les enlever à coup sûr.

Quoi qu'il en soit, on avait combattu; le système était mauvais, le général insuffisant, les efforts mal dirigés, l'ordre et la discipline manquaient; mais on se battait, et la reddition de Metz sans combat, heureusement pour notre renom militaire, devait être le seul fait de ce genre pendant cette guerre, comme il est l'unique dans notre histoire.

La perte de la bataille de Buzenval souleva la population de Paris contre le général Trochu ; il y eut une explosion de mécontentement telle, qu'il donna sa démission de commandant en chef de l'armée. Le gouvernement de la Défense dé-

cida que le commandement en chef de l'armée de Paris serait désormais séparé de la présidence du gouvernement, et que le titre et les fonctions de gouverneur de Paris seraient supprimés. Le général Trochu resta président du gouvernement, et le général Vinoy le remplaça à la tête de l'armée. Malheureusement, le général Vinoy était chargé trop tard du commandement en chef, position difficile qu'il était beaucoup plus capable d'occuper que celui auquel il succédait.

Les Rouges profitèrent encore de nos malheurs pour essayer de s'emparer du pouvoir et établir la Commune. L'insurrection avait été annoncée par les Prussiens, et elle éclata le 22, comme ils l'avaient dit. Les factieux attaquèrent l'Hôtel de Ville; mais le général Vinoy comprima immédiatement la révolte, et le lendemain il fit fermer les clubs et supprima les journaux les plus séditieux.

Enfin, la famine força le gouvernement de Paris à capituler. D'ailleurs, nos armées de province étaient battues et Paris n'avait plus l'espoir d'être secouru. M. Jules Favre, accompagné du général de Beaufort-d'Hautpoul, vint à Versailles le 23 janvier, commencer avec M. de Bismark les négociations qui allaient amener

l'armistice du 28 janvier 1871. La durée de l'armistice était de vingt et un jours et s'étendait à toute la France, excepté à l'armée de l'Est et à Béfort, qui continuait à se défendre vaillamment. Cette exception fut demandée par M. Jules Favre, qui négligea de la faire connaître à la Délégation de Bordeaux. Cet oubli impardonnable eut pour conséquence la perte de notre armée de l'Est et la força de se réfugier en Suisse. On devait procéder à l'élection d'une Assemblée nationale, qui se réunirait à Bordeaux pour décider si la guerre serait continuée ou à quelles conditions la paix serait faite; les forts de Paris devaient être remis aux Allemands et l'enceinte de la ville désarmée, mais les Prussiens n'entreraient pas dans Paris; l'armée, déclarée prisonnière de guerre, devait être désarmée, mais resterait dans Paris; la garde nationale conservait ses armes, fusils et canons, et était chargée de la garde de la ville et du maintien de l'ordre avec une division de l'armée, forte de 12,000 hommes, et la gendarmerie. Paris devait payer une contribution de guerre de 200 millions de francs et allait être immédiatement ravitaillé.

Le 29, Saint-Denis et les forts furent occupés par les Prussiens, auxquels on remit 602 canons de campagne et 1357 pièces de siége.

On remarquera cette fatale stipulation en vertu de laquelle on enlevait à l'armée ses armes pour les conserver à la garde nationale, c'est-à-dire au parti révolutionnaire, qui allait bientôt s'emparer du pouvoir et établir la Commune. Il est impossible de comprendre comment M. Jules Favre, qui depuis cinq mois était aux prises avec les Rouges, et leur avait miraculeusement échappé au 31 octobre, a pu commettre une telle faute, si funeste à la France (1). De plus, et pour couronner son œuvre d'ineptie, M. Jules Favre, qui ne savait que très-imparfaitement ce qui se passait dans nos armées de province, laissa M. de Bismark tracer toutes les lignes de démarcation entre les armées belligérantes, et s'emparer sans combat de plusieurs départements occupés par nos troupes qui y tenaient les Prussiens en échec.

Quelles qu'aient été les fautes de la défense de Paris, cette résistance de 132 jours, à laquelle, il faut le dire à l'honneur de la partie honnête de la population parisienne, personne ne s'attendait,

(1) On a dit, pour excuser cette faute, que le gouvernement n'aurait pas pu désarmer la garde nationale, parce qu'elle aurait refusé de livrer ses armes. Alors on serait toujours en droit de reprocher aux hommes du 4 septembre d'avoir organisé une force révolutionnaire dont ils n'étaient pas les maîtres.

occupa une grande partie des forces allemandes (1) et permit à la Délégation de Tours de lever plusieurs armées et de tenter la délivrance de la capitale.

(1) A la fin du siége, les corps allemands enveloppant la capitale étaient : les 4e, 5e, 6e, 11e corps prussiens, la garde, le 12e corps (Saxons), le 2e corps bavarois et la division wurtembergeoise, soit 15 divisions, environ 220,000 hommes. — On connaissait à Paris, par les dépêches de M. Gambetta, la faiblesse de cette armée.

XII

L'armée de la Loire

Dès le mois de septembre, la Délégation de Tours, avec les troupes rassemblées par le ministère Palikao, avait organisé à Orléans le 15e corps, fort de 25,000 hommes, et en avait donné le commandement au général de la Motterouge. Le 5 octobre, le général Reyau, à la tête d'une partie du 15e corps, se porta à Toury et attaqua la cavalerie allemande qui couvrait la route d'Orléans à Paris, et après un engagement assez sérieux, l'ennemi fut obligé de se replier.

Aussitôt le prince royal de Prusse détacha de l'armée d'investissement de Paris 40,000 hommes, qu'il mit sous les ordres du général bavarois Von der Thann et les envoya contre Orléans. Le 10 octobre, Von der Thann attaqua les Français à Artenay, les repoussa, marcha sur Orléans, eut encore un succès au combat de Chevilly, le 11, et occupa

Orléans, le 13 octobre, après avoir bombardé et pillé un faubourg. Seuls, les zouaves pontificaux et la légion étrangère s'étaient bien battus ; le reste de nos troupes avait manqué de solidité au feu et s'était honteusement débandé pendant la retraite.

Le général de la Motterouge se retira dans la Sologne, fut destitué et remplacé par le général d'Aurelle de Paladines, homme énergique et très-habile organisateur, que la Délégation de Tours chargea de créer l'armée de la Loire. Les hommes furent fournis par les dépôts des régiments et par la mobile, par les régiments rappelés de Rome et d'Afrique, par les volontaires de Cathelineau, par les héroïques zouaves pontificaux commandés par M. de Charette, par les francs-tireurs du comte Lipowski, par les volontaires américains, etc.; la flotte donna ses canonniers et d'excellents généraux, tels que Jaurès, Jauréguiberry et Gougeard ; les armes, les canons et les munitions furent en grande partie achetés à l'étranger.

Après un mois de travail et d'efforts prodigieux, le général d'Aurelle mettait en campagne une armée d'environ 75,000 hommes, bien organisée, soumise à une discipline de fer et pourvue d'une bonne artillerie. Elle se composait de deux corps

d'armée, le 15e et le 16e. Le 15e corps, fort de 50,000 hommes, avait été formé à Salbris, au fond de la Sologne ; le 16e, qui avait été organisé à Blois et à Bourges, fut donné au général Chanzy.

Dès les premiers jours de novembre, on était prêt à entrer en campagne. Le but que l'on se proposait était de reprendre Orléans et de marcher ensuite au secours de Paris. Le général d'Aurelle passa la Loire à Beaugency, repoussa l'ennemi, le 7 novembre, à Saint-Laurent-des-Bois (1), menaça sa ligne de retraite, obligea ainsi Von der Thann à évacuer Orléans et le battit à Coulmiers, le 9 novembre (2). Von der Thann se replia sur Artenay et Toury pour s'y rallier aux troupes qu'on envoyait de Paris à son secours et à celles qui tenaient la campagne du côté de Dreux et de Chartres, et le commandement de toutes les forces opposées à l'armée de la Loire fut donné au grand-duc de Mecklenbourg.

Le général Martin des Pallières, qui était à Aubigny, avait reçu l'ordre de passer la Loire à Gien et d'appuyer le mouvement du général d'Aurelle en attaquant les Bavarois de flanc ; il était

(1) A quelque distance de Marchenoir.

(2) Les lieutenants de d'Aurelle à Coulmiers furent les généraux Borel, Chanzy, Jauréguiberry, Cathelineau et Lipowski.

parti trop tard et ne put arriver à temps pour prendre part à l'action, ce qui sauva Von der Thann d'une complète destruction et empêcha la victoire d'avoir toutes ses conséquences.

Après la victoire de Coulmiers, il aurait fallu que d'Aurelle pût poursuivre Von der Thann et achever de le détruire avant sa jonction avec le grand-duc, et battre celui-ci à son tour ; il aurait fallu pouvoir agir rapidement avant l'arrivée du prince Frédéric-Charles, qui partait de Metz à ce moment, et profiter des vingt jours que devait durer sa marche sur Orléans. Mais le général d'Aurelle (1) et M. Gambetta ne crurent pas devoir con-

(1) « Le général en chef connaissait..... ce qu'il était possible de demander à son armée ; malgré tout le courage dont elle venait de donner tant de preuves, marcher sur Paris après Coulmiers était une tentative insensée, téméraire, c'était exposer cette armée à une destruction certaine... Avant de se lancer sur Paris, il fallait détruire l'armée du prince Charles, qui arrivait de Metz à marches forcées ; l'opération contre les lignes d'investissement de la capitale n'était possible qu'après la défaite de l'ennemi qui opérait en dehors de ces lignes. A quel danger ne s'exposait-on pas en lançant à travers les lignes allemandes une armée de 70 à 80,000 hommes, de formation récente, mal pourvue d'effets de toute espèce, peu habituée aux fatigues, incapable de marches rapides et avec la perspective de trouver sur son flanc droit le prince Frédéric-Charles..... » (*La Première Armée de la Loire*, par le général d'Aurelle, p. 133.) — Le général Chanzy était d'avis de marcher en avant ; il croyait qu'on devait profiter de l'isolement du grand-duc de Mecklenbourg pour le battre avant l'arrivée du prince Frédéric-Charles. (Même ouvrage, p. 156.)

tinuer l'offensive. L'armée, pensaient-ils, n'était pas assez nombreuse ; il fallait achever l'organisation des 17e, 18e et 20e corps ; ils espéraient pouvoir coordonner leurs opérations avec celles du général Trochu, qui n'était pas prêt. On se concentra donc à Orléans, on en couvrit les approches par des batteries et l'on convint d'attendre que l'ennemi vînt nous attaquer dans nos positions, que l'on s'efforça de rendre aussi redoutables que possible.

A-t-on eu raison d'agir ainsi, au lieu de continuer le mouvement offensif qui avait si bien réussi à Coulmiers? On est tenté de dire que non, quand on sait quelles ont été les craintes sérieuses du quartier général prussien à Versailles après Coulmiers. Les préparatifs de départ furent faits à la Préfecture, où résidait le roi, chez le prince royal, chez MM. de Bismark et de Moltke ; les malles étaient faites et bouclées. Les plus autorisés des Prussiens disaient que, si l'armée de la Loire et celle de Dreux s'avançaient, et si Paris faisait une sortie à fond, ils ne pourraient pas résister, qu'ils n'avaient plus de troupes à envoyer au secours du grand-duc, qu'ils seraient obligés de lever le siége, et qu'ils y étaient préparés. Mais l'armée de la Loire se tint sur la défensive ; les mobiles de Dreux se battirent mal et furent dispersés par le

général Treskow, le 17 novembre; quant à Paris, il ne bougea pas. En effet, pendant que la délégation de Tours et d'Aurelle rassemblaient une armée de secours à Orléans, le général Trochu se préparait à aller à Rouen!

Ce moment, à notre avis, a été le moment décisif de la guerre; nous avons eu une chance de ressaisir la victoire; mais nous avons laissé échapper l'occasion pour ne plus la retrouver.

Profitant de l'inaction de l'armée de la Loire, le grand-duc poussa une pointe dans l'Ouest, pour attirer à lui une partie de l'armée de la Loire et la couper en deux. Maître de Dreux et de Chartres, il marcha sur le Mans, position militaire de premier ordre, par Bretoncelles, Nogent-le-Rotrou et Belesme; mais arrivé à Conneré, il s'arrêta, menaça Tours, par Vendôme, toujours pour attirer à lui une partie de l'armée de la Loire, qui sut éviter le piége; il revint enfin sur Pithiviers, où l'appelait le prince Frédéric-Charles.

Pendant ce temps, le prince Frédéric-Charles arrivait de Metz à marches forcées, en passant par Pont-à-Mousson (5 novembre), Commercy, Joinville, Brienne, Troyes (10 novembre) et Sens; il se dirigeait par Nemours et Montargis sur Pithiviers, par où il allait bientôt se réunir au grand-duc.

Vers le 20 novembre, M. Gambetta (1) changea le plan adopté par lui et le général d'Aurelle après Coulmiers, et qui consistait à se tenir concentré et sur la défensive à Orléans. Il voulut occuper Pithiviers, afin de rappeler de ce côté le grand-duc qui menaçait Tours (2) ; en conséquence M. Gambetta prit la direction des opérations et fit marcher le 20ᵉ corps (Crouzat) et une partie du 15ᵉ (Martin des Pallières) sur Pithiviers, malgré le général d'Aurelle, qui disait avec raison qu'on allait avoir bataille à livrer de ce côté et qu'on serait forcé de sortir des lignes de défense établies en avant d'Orléans. En effet, puisque après Coulmiers on avait préféré établir ces lignes à poursuivre les résultats de la victoire, il fallait au

(1) Exactement M. de Freycinet, ingénieur des mines fort distingué, devenu délégué du ministre de la guerre à Tours et chargé plus spécialement des opérations militaires et de la stratégie de la campagne. Un Polonais, M. de Serres (Wieckzfinski), figure aussi parmi les stratégistes de Tours. — Ajoutons que MM. Crémieux et Glais-Bizoin étaient opposés aux prétentions de M. Gambetta et de ses conseillers, et voyaient avec regret le ministre de la guerre substituer son autorité à celle des généraux et donner directement des ordres aux corps d'armée.

(2) On comprendrait l'occupation de Pithiviers et de Montargis par des forces considérables pour barrer le chemin au prince Charles et s'opposer à sa jonction avec le grand-duc ; mais alors il faut être décidé à y livrer une grande bataille.

moins en profiter maintenant. Nonobstant, le mouvement fut ordonné, mais à peine fut-il commencé qu'on l'arrêta; le général Crouzat dut rester à Ladon et le général Martin des Pallières à Chilleurs; ainsi on sortait des lignes d'Orléans et on n'occupait pas Pithiviers. En même temps, le 17e corps (de Sonis) recevait de Tours l'ordre de se porter sur Châteaudun contre le grand-duc qui, de Vendôme, menaçait Tours. On éparpillait l'armée, malgré les justes observations du général d'Aurelle, et cela au moment où l'ennemi allait concentrer toutes ses forces pour nous attaquer. On croirait vraiment qu'on a encore affaire aux mêmes hommes qui avaient composé notre grand-quartier-général de Metz; l'infatuation et l'incapacité des stratégistes de Tours étant aussi grandes que celles de leurs prédécesseurs.

L'ennemi allait bientôt profiter de nos fautes. Le prince Charles arrivait enfin sur le Loing avec quatre corps d'armée (1er corps bavarois, 3e, 9e et 10e corps prussiens), deux divisions d'infanterie, cinq de cavalerie et 250 pièces de canon; aussitôt il donna l'ordre au grand-duc de Mecklenbourg de venir se joindre à lui entre Toury et Pithiviers, et marcha contre le général Crouzat (20e corps), qui était à Ladon, en l'air, et qui fut battu après un combat acharné (24 novembre). M. de Freyci-

net, de son cabinet de Tours, expédia de nouveaux ordres; il fit marcher le 18e corps (1) au secours du 20e et leur ordonna de s'emparer de Beaune-la-Rolande, où le 10e corps prussien, commandé par le général de Voigts-Rhetz, s'était fortement retranché. Le 28 novembre, le général Crouzat attaqua vigoureusement l'ennemi, et il eût été vainqueur, si le 18e corps fût arrivé à temps (2); mais les Prussiens seuls reçurent des renforts et, malgré leurs pertes, restèrent les maîtres de Beaune-la-Rolande. Le général Crouzat battit en retraite sur Bellegarde avec les 18e et 20e corps qui s'étaient admirablement battus. M. de Freycinet témoigna sa mauvaise humeur de l'échec de Beaune-la-Rolande en écrivant au brave général Crouzat la lettre la plus dure et la plus injuste.

Notre droite, par la faute des stratégistes de Tours, était hors d'état de combattre pendant quelques jours; elle avait perdu beaucoup d'officiers; la plupart des hommes manquaient de chaussures, de guêtres, de sacs, de couvertures, et par cet hiver rigoureux, les mobiles de la Haute-Loire n'avaient que des blouses et des pantalons

(1) Il était alors à Gien et commandé provisoirement par le général Billot.

(2) Le général Billot n'arriva que le soir, après avoir livré les combats de Maizières et de Juranville.

de toile usée ; il fallait réorganiser ces deux corps, dans lesquels la défaite avait jeté un désordre considérable.

Pendant que ces événements se passaient à notre droite, le 17e corps, qui formait notre extrême gauche, était éloigné de plus en plus du centre et d'Orléans. Le général de Sonis, envoyé à Châteaudun, recevait l'ordre de se replier sur Tours, et non pas sur Orléans, s'il était obligé de battre en retraite. L'armée de la Loire, le 1er décembre, était donc coupée en quatre morceaux ; le 17e corps à Châteaudun, le 16e à Orléans, le 15e à Chilleurs, le 18e et le 20e à Bellegarde, battus et hors d'état d'agir.

Pendant la bataille de Beaune-la-Rolande, le 9e corps prussien avait filé sur Pithiviers, et en occupant cette position importante il assurait la jonction du prince Frédéric-Charles avec le grand-duc. Après sa victoire, le prince Charles se prépara aussitôt à nous attaquer et à profiter de la dissémination de nos forces. Il resta à Pithiviers pour diriger l'ensemble des opérations et surveiller notre droite (18e et 20e corps), et il chargea le grand-duc de l'attaque contre le centre et la gauche de l'armée de la Loire, dont les corps n'étaient pas concentrés et qui, malgré leur isolement, allaient prendre l'offensive.

En effet, M. de Freycinet avait décidément renoncé à livrer bataille dans les lignes d'Orléans, et il avait donné l'ordre à l'armée de marcher sur Pithiviers pour appuyer la grande sortie que faisait le général Trochu. Le 17ᵉ corps, qui était à Ecoman, dut se porter sur Orléans ; le 16ᵉ corps et deux divisions du 15ᵉ avaient l'ordre de marcher sur Pithiviers ; le 18ᵉ et le 20ᵉ corps devaient se diriger de leur côté sur cette ville aussitôt que possible. En résumé, le 16ᵉ corps et deux divisions du 15ᵉ allaient seuls être engagés.

Il faut remarquer qu'au moment où l'armée allait livrer bataille, par la faute des stratégistes de Tours elle était disséminée sur une étendue de 90 kilomètres, entre Bellegarde et Lorris, à droite, Ecoman et Marchenoir, à gauche, et qu'elle n'était pas placée tout entière sous le commandement du général en chef, d'Aurelle de Paladines. Une partie seulement de l'armée recevait ses ordres, le 16ᵉ corps et deux divisions du 15ᵉ ; mais les 18ᵉ et 20ᵉ corps, d'un côté, et le 17ᵉ corps de l'autre, étaient sous le commandement de M. de Freycinet. C'est lui qui les a envoyés au loin d'Orléans, c'est lui qui est l'auteur responsable de la dissémination de l'armée, et c'est cette dissémination qui est la cause de nos revers. « Le général d'Aurelle a toujours eu la ferme conviction, par-

tagée par tous les officiers généraux sous ses ordres et par tous les gens du métier, que l'armée de la Loire, animée d'un ardent patriotisme et d'un courage éprouvé, pouvait, étant réunie, culbuter l'armée prussienne, qu'elle avait toujours battue à forces égales (1). »

Le mouvement sur Pithiviers commença le 1er décembre par une victoire. Le général Chanzy (16e corps) battit les Bavarois au combat de Villepion ou de Terminiers. Mais, le 2, la face des affaires changea. Ce jour-là, le général d'Aurelle avait devant lui 80,000 hommes (Prussiens et Bavarois) commandés par le grand-duc, et il ne put leur opposer que le 16e corps, deux divisions du 15e et sur la fin de la journée une division du 17e corps (Sonis), qui arriva épuisée de fatigue sur le champ de bataille et refusa de combattre (2). Comme toutes les batailles modernes, la bataille de Loigny (2 décembre) se compose de plusieurs combats particuliers, dont les deux plus importants sont ceux de Loigny, livré par Chanzy avec le 16e corps, à gauche, et de Poupry, livré par d'Au-

(1) *La Première Armée de la Loire*, par le général d'Aurelle de Paladines, p. 278.

(2) C'est cependant à cette division qu'appartenaient les zouaves pontificaux et les mobiles des Côtes-du-Nord, qui prirent une part si glorieuse à la bataille de Loigny.

relle, avec deux divisions du 15e corps à droite. Les Prussiens furent battus à Poupry par d'Aurelle, mais Chanzy fut repoussé à Loigny, malgré la bravoure de la 1re division de son corps d'armée commandée par l'amiral Jauréguiberry, malgré la défense admirable du 37e régiment de marche dans le village et le cimetière de Loigny, malgré l'intrépidité des zouaves pontificaux et des mobiles des Côtes-du-Nord qui, sous le commandement du général de Sonis et de M. de Charette, essayèrent de dégager le 37e et engagèrent avec les Allemands une lutte qui restera célèbre dans nos annales militaires.

La défaite du 16e corps à Loigny força d'Aurelle à battre en retraite pour éviter un désastre le lendemain. A ce moment (2 décembre, 4 heures du soir), MM. Gambetta et Freycinet renoncèrent à donner directement des « ordres stratégiques » aux 17e, 18e et 20e corps ; ils remirent toute l'autorité au général d'Aurelle, mais le mal était fait, nous étions battus par leur faute.

Après la bataille de Loigny, les 16e et 17e corps avec le général Chanzy se replièrent sur Beaugency, à l'Ouest d'Orléans, tandis que les 18e et 20e corps se retirèrent sur Gien et Argent, à l'Est d'Orléans. Le 15e corps, commandé par le général Martin des Pallières, resta seul pour défendre

Orléans que le prince Frédéric-Charles allait attaquer. En effet, il marcha rapidement de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers sur Orléans, rallia une partie des forces du grand-duc et se jeta avec 100,000 hommes sur le 15e corps, qui fut battu à Artenay et à Chevilly, le 3 décembre. Le même jour, le 20e corps fut battu à Chilleurs aux-Bois et à la Neuville-aux-Bois. Le 4, le prince Frédéric-Charles fut encore victorieux du 15e corps à Artenay, à Chevilly et à Cercottes, et du 20e corps à la Neuville-aux-Bois; enfin le 5, il entra à Orléans, que le général Martin des Pallières avait évacué la veille pour se retirer à Salbris et à Vierzon (1).

Pendant ce temps, le général Ducrot était repoussé à Villiers et à Champigny; la grande sortie de Paris échouait; la victoire de l'ennemi était complète. Le quartier-général prussien à Versailles fut enfin rassuré. On s'y demandait cependant ce qui serait arrivé avec cette armée française qui avait déployé tant de bravoure devant Orléans, si Metz n'avait pas capitulé et si Bazaine avait tenu encore quelques jours. On était d'avis que la situation de l'armée prussienne devant Paris eût été fort compromise. et on se réjouissait des succès obtenus, grâce à l'arrivée du prince

(1) L'ensemble des combats livrés du 1er au 5 décembre porte le nom de bataille d'Orléans.

Frédéric-Charles. Retournons à notre tour et à notre point de vue les observations des Prussiens sur Bazaine, et constatons que c'est lui qui encore à Orléans a été la cause de notre perte.

Je ne puis terminer cette partie de l'histoire de l'armée de la Loire sans dire que les Allemands avaient perdu beaucoup de monde dans cette série de combats acharnés, les Bavarois surtout ; des 30,000 Bavarois de Von der Thann, il n'en restait plus que 5,000. Nos soldats de la Loire avaient vengé les victimes de Bazeilles ; vingt-cinq mille de ces sauvages avaient été tués ou blessés, ou étaient morts de fatigue ou de maladie. Dans ce temps de ramollissement général, la haine peut sembler étrange; ce n'est cependant qu'à une haine intense que notre patriotisme pourra se rallumer.

Le prince Frédéric-Charles laissa les débris des Bavarois se refaire à Orléans et disposa ainsi son armée. Le grand-duc fut opposé à Chanzy, entre la Loire et Châteaudun ; le 9e corps passa la Loire à Orléans et se dirigea sur Blois par la rive gauche, où il ne devait pas trouver de forces suffisantes pour l'arrêter ; le 3e corps fut envoyé à Gien contre Bourbaki ; le 10e corps resta à Orléans en réserve.

De notre côté, la Délégation de Tours destituait

les généraux d'Aurelle (1) et Martin des Pallières, et partageait l'armée de la Loire en deux armées. La première armée de la Loire fut donnée à Bourbaki; elle fut placée à Bourges et se composait des 15ᵉ, 18ᵉ et 20ᵉ corps. La seconde armée de la Loire fut donnée au général Chanzy; elle fut placée à Beaugency et à Marchenoir, et se composait des 16ᵉ, 17ᵉ et 21ᵉ corps, commandés par les généraux Jauréguiberry (16ᵉ), de Colomb (17ᵉ) et Jaurès (21ᵉ). Bourbaki couvrait nos magasins et notre arsenal de Bourges; Chanzy couvrait Tours, siége du gouvernement.

Tout le monde croyait la guerre finie et la France hors d'état de prolonger la lutte. La guerre allait cependant continuer et avec énergie. Chanzy avait reculé jusqu'à Beaugency et il y attendait fièrement l'ennemi. Le grand-duc alla l'attaquer, et le 7 décembre commença la bataille de Villorceau ou de Josnes, bataille de cinq jours terminée seulement le 11, et qui se compose d'une série de combats opiniâtres et heureux, où nos jeunes

(1) Les stratégistes de Tours, pour couvrir leurs fautes qui avaient amené la défaite d'Orléans, ne se contentèrent pas de destituer le général d'Aurelle; pour détourner le jugement de l'opinion publique et prévenir ses justes attaques, ils lancèrent contre le général les accusations les plus odieuses et placardèrent partout qu'il avait évacué Orléans sans combattre.

troupes firent preuve d'une vigueur et d'une constance remarquables. La bataille de Villorceau fut livrée au Nord de Beaugency, entre la Loire et la forêt de Marchenoir, sur des positions bien choisies et où notre artillerie, parfaitement servie, arrêta les Allemands. Il fallut que le prince Frédéric-Charles fît venir le 3e corps à la rescousse, et qu'il attendît le résultat de la marche du 9e corps sur Blois, par la rive gauche de la Loire, lequel devait tourner l'armée de Chanzy et la forcer à évacuer des positions dont on ne pouvait la débusquer.

Malheureusement, les troupes françaises chargées de s'opposer à la marche du 9e corps, se laissèrent surprendre et battre à Chambord, le 9 décembre, par l'ennemi qui s'empara de Blois le 12. Dès lors Chanzy fut obligé de se replier sur Vendôme et la Délégation de Tours de se rendre à Bordeaux (1). Chanzy exécuta une retraite difficile et dangereuse en pays de plaine, par un hiver rigoureux et par des chemins couverts de neige, de verglas ou de boue. Chaque jour, on lutta avec énergie contre la cavalerie et les avant-gardes de l'ennemi, qui fut battu le 13 à Morée et le 14 à Fréteval. C'est à ce dernier combat que

(1) Tours fut occupé par les Prussiens, le 21 décembre.

fut tué le capitaine de frégate Collet, l'un des meilleurs colonels du 21e corps. Ce vaillant officier fut enterré sur le champ de bataille par ses marins, à genoux, tête nue et priant sous les obus prussiens.

Chanzy fut attaqué le 15 décembre, à Vendôme, par le prince Frédéric-Charles ; il fut vaincu et obligé de se retirer sur le Mans.

Dès lors le désordre commença à se mettre dans cette armée jusqu'alors si pleine de bonne volonté et de courage ; le froid, les fatigues, les marches, les bivouacs dans la boue ou dans la neige, les maladies, les combats toujours suivis de retraite, avaient affaibli le moral d'une partie de nos jeunes soldats. Aussi vit-on, après la bataille de Vendôme, des soldats et des mobiles se débander en grand nombre, gagner l'armée de vitesse et arriver au Mans dans l'état le plus misérable et le plus honteux, attestant une fois de plus que ce n'est pas avec des troupes levées à la hâte et organisées tant bien que mal sous le feu, qu'on peut, même avec de bons généraux, lutter heureusement ou longtemps contre des troupes disciplinées et organisées de vieille date.

Pendant que la deuxième armée de la Loire était rejetée sur Vendôme et le Mans, la première armée de la Loire, commandée par le général

Bourbaki, était aussi aux prises avec les Allemands. Nous avons dit qu'après la bataille de Loigny, Bourbaki s'était replié sur Gien et Argente ; de là il se dirigea sur Bourges et Nevers, où il devait concentrer et réorganiser son armée. Pendant sa retraite, une partie des troupes fut battue, le 7 décembre, au combat de Salbris, après lequel les Prussiens s'emparèrent de Vierzon (le 9) ; une autre partie de l'armée de Bourbaki avait été aussi battue près de Gien, au combat de Nevoy, le 7. Après la bataille de Vendôme, le prince Frédéric-Charles, inquiet de la destination d'une nouvelle armée de 120,000 hommes, et craignant qu'elle ne marchât au secours de Paris, vint établir son quartier-général à Orléans (19 décembre) pour être plus à portée d'observer et de contenir les mouvements de Bourbaki, et il envoya contre lui plusieurs divisions qui lui livrèrent quelques combats dans la Sologne.

M. Gambetta n'avait cependant pas le projet de faire marcher cette armée sur Paris ; il avait résolu de l'envoyer au secours de Béfort, qui était assiégé et se défendait vaillamment, et d'agir dans l'Est sur les communications et les derrières de l'ennemi. A cette période de la guerre, après la défaite de Vendôme, et à ce moment de l'an-

née, par le froid qu'il faisait et la neige épaisse qui couvrait nos départements de l'Est où l'on allait jeter l'armée de Bourbaki, ce projet était impraticable et le prince Frédéric-Charles ne pouvait se douter qu'on y pensât. Aussi Bourbaki put-il commencer à le mettre à exécution et faire filer une partie de ses troupes dans la direction de l'Est, sans donner l'éveil au prince Frédéric-Charles. Mais, dès les premiers jours de janvier 1871, la marche des Français sur Béfort étant connue, le général de Moltke donna ses ordres. La présence de Bourbaki à Bourges, d'où il pouvait se jeter sur Paris ou sur les derrières de Frédéric-Charles, s'il se portait avec toutes ses forces contre Chanzy, la présence de Bourbaki à Bourges, disons-nous, forçait le prince Frédéric-Charles à rester à Orléans et à conserver deux corps d'armée dans le Berry. Le départ de Bourbaki pour la Franche-Comté rendait au prince Frédéric-Charles sa liberté d'action ; il reçut aussitôt l'ordre de marcher contre Chanzy, de joindre ses troupes à celles du grand-duc et d'en finir, si c'était possible, avec la seconde armée de la Loire. Quant à Bourbaki, M. de Moltke envoyait à sa poursuite une nouvelle armée. On ne saurait trop regretter qu'on ait modifié une situation qui nous était si avantageuse, pour adopter un plan de campagne

qui devait amener la défaite de Chanzy et celle de Bourbaki.

Dès le 6 janvier, Frédéric-Charles, réuni au grand-duc de Mecklenbourg, était en mesure d'attaquer Chanzy.

Après la bataille de Vendôme, l'âpreté de l'hiver, la petite vérole qui sévissait cruellement, les fatigues et les souffrances des combattants, avaient ralenti les opérations ; une sorte de repos de quelques jours, absolument nécessaire, avait été accordé aux deux armées.

Le général Chanzy en profita pour rétablir une discipline sévère dans son armée, pour distribuer aux soldats de meilleures armes, des vêtements, des chaussures et des couvertures, pour réorganiser les ambulances et pour faire, en avant du Mans, des travaux de défense sur certaines positions importantes. En même temps, pour fatiguer l'ennemi et arrêter, ou au moins ralentir sa marche sur le Mans, le général Chanzy lança trois colonnes mobiles sur les routes de Vendôme et de Château-du-Loir, et sur l'Huisne, au-dessus du Mans ; elles étaient commandées par les généraux de Jouffroy, de Curten et Rousseau, qui livrèrent, du 27 décembre au 10 janvier, vingt-six combats aux Prussiens, auxquels notre mous-

queterie faisait éprouver chaque jour des pertes considérables.

Chanzy espérait tenir sur ses positions plusieurs jours et recevoir deux nouveaux corps, le 19e et le 25e, qui se préparaient à venir le rejoindre de Cherbourg et de Vierzon ; mais, dès le 10 janvier, il fut attaqué par le prince Frédéric-Charles et 60,000 hommes ; on tint bon. Le lendemain, 11 janvier, Frédéric-Charles, réuni au grand-duc et disposant cette fois d'environ 150,000 hommes, recommença l'attaque de nos positions ; il fut partout repoussé. Il s'était emparé cependant du plateau d'Auvours qui commandait notre ligne de retraite ; mais les zouaves pontificaux, après une marche de deux kilomètres sous une pluie de fer, avaient repris la position, et cette fois encore le Prussien sut ce qu'était la baïonnette française maniée par des gens de cœur.

Le 11 janvier au soir, nous étions en droit de croire que la bataille était gagnée, et si les Prussiens revenaient à la charge, selon leur habitude et avec leur ténacité ordinaire, il fallait leur opposer la même résistance et les forcer enfin à la retraite. Mais, à huit heures du soir, un bataillon prussien ayant fait un retour offensif, à notre droite, contre la position de la Tuilerie, les mobilisés d'Ille-et-Vilaine, qui l'occupaient, furent pris de pa-

nique, lâchèrent pied honteusement et entraînèrent par leur exemple un grand nombre de nos soldats (1). Il fallut battre en retraite le 12 au matin, en désordre, par les rues et les ponts du Mans, où l'ennemi entra presque en même temps que nous ; mais les Prussiens épuisés nous poursuivirent peu et de loin.

La fuite honteuse des mobilisés de Bretagne, qui était déjà cause de notre défaite au Mans, eut encore un autre résultat; en passant à Conlie, ils jetèrent la panique dans le camp, où des milliers de mobiles étaient réunis; ceux-ci se débandèrent à leur tour, pillèrent les vivres, détruisirent les armes et les munitions, et tous ensemble se sauvèrent en Bretagne. A Beaumont-sur-Sarthe, les mobilisés de la Mayenne se sauvèrent aussi.

La France, désorganisée et démoralisée par la défaite et par l'esprit révolutionnaire, devait boire toute honte.

Pendant ce temps, l'armée de Chanzy, malgré ses fatigues, continuait sa retraite, et, protégée

(1) Une partie de ces misérables se ruèrent sur le chemin de fer, où ils trouvèrent un train chargé de blessés; ils les jetèrent brutalement hors des wagons et prirent la place de leurs malheureux camarades pour se sauver plus vite et plus sûrement. L'histoire doit faire connaître et flétrir de pareils actes.

par l'énergie et l'intelligence de ses généraux, elle tenait tête à l'ennemi aux combats de Sillé-le-Guillaume et de Saint-Jean-sur-Evre (15 janvier), et elle arrivait à Laval le 16 janvier, se couvrant de la Mayenne.

Après la bataille du Mans, le grand-duc alla s'emparer d'Alençon, le 16 janvier; il l'occupa après un engagement sérieux contre les francs-tireurs de Lipowski.

Toutes nos forces se concentrèrent derrière la Mayenne ; le 19e corps, venu de Normandie, rallia l'armée de la Loire ; Chanzy se préparait à tenter un nouvel effort, lorsque l'armistice du 28 janvier fit cesser les hostilités.

Aux termes des stipulations de cet armistice, l'armée de la Loire dut se porter au Sud du fleuve, derrière la Creuse. L'ennemi, sans combat et grâce à la légèreté de M. Jules Favre, devenait maître des lignes du Cher, de l'Indre et de la Vienne ; Nantes et Bordeaux étaient découverts, et tombaient aussitôt au pouvoir de l'ennemi, si l'Assemblée jugeait à propos de continuer la guerre. M. de Bismark, qui avait dicté cet armistice, avait complété l'œuvre du général de Moltke ; il avait rendu impossible la reprise des hostilités et s'était fait livrer la France à discrétion. Pour cela, il lui avait suffi de savoir flatter la vanité et d'ex-

ploiter l'ignorance de l'avocat qui était venu à Versailles défendre les intérêts de la patrie. Nous ne comprenions pas, à Versailles, pendant ces jours de négociations, les prodigieux éloges de M. Jules Favre qui sortaient de la Préfecture et de la rue de Provence (1) : M. Jules Favre, y disait-on, était un homme d'État supérieur ; les événements l'avaient mûri ; ses progrès dans la diplomatie étaient remarquables ; on espérait bien qu'il serait nommé président de la République par l'Assemblée. Évidemment, ces éloges cachaient une ruse, et nous cherchions quelle elle pouvait être ; quand nous eûmes connaissance de l'armistice et de ses fatales conséquences, il fut facile de voir que M. Jules Favre avait été joué, et qu'en flattant sa vanité, M. de Bismark avait achevé et complété le triomphe de la Prusse.

Après la ratification des préliminaires de Versailles par l'Assemblée nationale, la deuxième armée de la Loire fut licenciée. « En cinq mois, dit le général Chanzy, elle avait reculé de cinquante lieues, mais l'ennemi l'avait toujours trouvée devant lui et la laissait entière, debout et les armes à la main, au moment où se signait la paix. »

Pour terminer son histoire, il faut encore dire

(1) Où demeurait M. de Bismark.

que l'armée de Chanzy servit en grande partie à former l'armée de Versailles qui écrasa la Commune de Paris ; elle lui fournit 21 régiments d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 9 régiments de cavalerie et 14 batteries.

XII

L'armée du Nord

L'armée du Nord fut organisée pendant les mois d'octobre et de novembre par les généraux Farre, Lecointe et Bourbaki. Elle reçut un assez grand nombre d'officiers, de sous-officiers et de soldats échappés de Sedan et de Metz, qui lui donnèrent de bons cadres et assez de solidité. Elle se composa d'abord du 22e corps, d'environ 25,000 hommes, qui allaient être, dès la fin de novembre, aux prises avec le général Manteuffel, envoyé, après la capitulation de Metz, avec le 8e corps et une partie du 1er, occuper les riches provinces du Nord de la France, situées entre la Seine et la Belgique, et les grandes villes d'Amiens, de Rouen et du Havre.

L'armée prussienne marcha sur Amiens par les deux routes de Noyon et de Compiègne, et se réunit aux environs de la ville. Le général Farre,

qui ne disposait que du 22e corps, voulut cependant empêcher qu'Amiens ne fût pris par l'ennemi ; il lui livra la bataille d'Amiens ou de Villers-Bretonneux (27 novembre), fut battu et obligé de se replier sur les places du Nord. Amiens et sa citadelle tombèrent au pouvoir de Manteuffel (29 et 30 novembre), qui se prépara aussitôt à marcher sur Rouen, que le général Briand était chargé de défendre avec une vingtaine de mille hommes.

Une colonne allemande, composée de cavalerie saxonne, occupait Gisors, et de là rançonnait le Vexin depuis longtemps; pour faire cesser ses ravages, le général Briand résolut de la chasser de Gisors ; il battit les Saxons le 29 novembre à Étrépagny (1) et se porta ensuite au-devant du général Manteuffel sur la route de Rouen à Beauvais. Mais le 4 décembre, il fut battu au combat de Buchy. Manteuffel s'empara de Rouen (5 décembre), qui ne pouvait être et ne fut pas défendu, et le général Briand se replia sur le Havre, où commandait le général Loysel. Secondé par le capitaine de vaisseau Mouchez et par une municipalité énergique, le général Loysel mit le Havre en

(1) Quelques jours après, les Saxons revinrent à Étrépagny et l'incendièrent.

état de défense, et avec ses 30,000 hommes et les utiles diversions de l'armée du Nord, il sut empêcher les Prussiens de se rendre maîtres de cette riche ville maritime, objet de leurs convoitises.

Pendant ce temps, le général Faidherbe, connu par ses brillants succès au Sénégal, était nommé au commandement de l'armée du Nord, le 3 décembre, et conservait comme chef d'État-major le général Farre. Manteuffel, maître de Rouen, se préparait à attaquer le Havre, lorsque Faidherbe se jeta sur Amiens avec 30,000 hommes et 60 canons (1). Manteuffel fut obligé de renoncer à son entreprise et de marcher contre l'armée du Nord, à laquelle il livra, le 23 décembre, la bataille de Pont-Noyelles ou de l'Hallue ; il fut battu et nous restâmes maîtres des positions. Pour le bien constater, l'armée bivouaqua sur les positions qu'elle avait enlevées, par un froid de 8 degrés, sans bois pour faire du feu et avec du pain gelé pour tout aliment.

Mais cette armée, formée comme toutes les autres de jeunes soldats, n'avait pas un tempéra-

(1) Pendant ce temps, une division volante, commandée par le général Lecointe, reprenait la ville de Ham aux Prussiens, le 9 décembre, et faisait capituler la garnison du château, le lendemain 10. C'est l'unique exemple de ce genre pendant la guerre.

ment militaire assez robuste, pour que l'on pût faire avec elle des opérations de longue haleine, surtout pendant un hiver exceptionnellement rude ; l'armée du Nord avait besoin de temps à autre d'être reposée et réorganisée. A cause de cela, le général Faidherbe se replia derrière la Scarpe, entre Arras et Douai, et y reforma ses régiments. Le Havre était sauvé et on avait tenu tête à l'ennemi, qui profita de notre retraite pour chanter victoire et attaquer Péronne.

Aussitôt, Faidherbe marcha au secours de cette ville, et le 2 janvier 1871, il livra le combat de Sapignies au général de Gœben, successeur de Manteuffel ; il le battit et remporta le lendemain (3 janvier) une victoire complète à Bapaume, dont les suites auraient pu être considérables, si l'ennemi, qui était en pleine déroute, avait été poursuivi.

Malheureusement, le général Roy se faisait battre pendant ce temps-là, au Sud de Rouen, aux combats de la Bouille et de Moulineaux (30 décembre), et aux combats de Bourgachard, du Château-Robert et de Bourgtheroulde (4 janvier), par le général de Bentheim, chargé de défendre Rouen, et qui avait passé la Seine à la nouvelle de l'approche des Français.

Après sa victoire de Bapaume, le général Fai-

dherbe, fidèle à son système, se replia derrière la Scarpe, en attendant une nouvelle occasion de reprendre l'offensive. Quelques jours après sa retraite, Péronne cédait au bombardement et capitulait (9 janvier).

Informé que Paris allait faire un dernier effort, le général Faidherbe sortit de ses cantonnements et marcha contre les Prussiens pour faire diversion et attirer sur lui une partie des forces allemandes. Son armée comptait alors environ cinquante mille hommes, répartis en deux corps, le 22e (général Lecointe) et le 23e (général Paulze d'Ivoy). Faidherbe se dirigea sur Saint-Quentin. La plupart de nos soldats n'avaient que de détestables chaussures à semelles de carton, que d'infâmes fournisseurs avaient livrées à l'intendance; aussi presque tous allaient-ils pieds-nus. Des pluies torrentielles rendirent encore plus pénible la marche de l'armée. Saint-Quentin tomba en notre pouvoir le 15 janvier; l'ennemi fut battu le 18 janvier au combat de Vermand, mais le 19, le général de Gœben gagna la bataille de Saint-Quentin, qui obligea Faidherbe à se retirer sur les places du Nord. Gœben le poursuivit et devint maître du pays jusqu'à Arras et Cambrai, mais les opérations furent alors arrêtées par l'armistice du 28 janvier.

XIII

Opérations dans l'Est

Après la bataille de Reichshofen et la retraite du maréchal Mac-Mahon, nos provinces de l'Est furent abandonnées aux Prussiens, qui se mirent aussitôt à assiéger les nombreuses places fortes qu'elles renferment. Aucune de ces places n'était armée et en état de supporter un siége; leurs magasins étaient vides; leur garnison et leurs munitions insuffisantes. Toutes avaient été construites au temps de Vauban, à une époque où l'artillerie ne portait pas beaucoup au delà de cinq à six cents mètres, et nulle n'avait ses abords protégés par des ouvrages destinés à empêcher l'artillerie prussienne de les bombarder à grande distance; aussi la plupart de ces places furent-elles réduites, sans que l'ennemi ait eu besoin de recourir à aucun système régulier d'opérations de siége; elles succombèrent sous la formidable artillerie dirigée

contre elles et qui les démantelait à six et sept mille mètres de distance, sans qu'elles pussent répondre, ou qui les bombardait et les incendiait de loin sans qu'elles pussent se défendre.

On ne peut s'expliquer comment le génie militaire, même son esprit de routine étant admis, et le gouvernement, malgré son imprévoyance, avaient conservé plusieurs de ces places, trop petites pour être utiles, et comment ils n'avaient rien fait pour mettre les places vraiment nécessaires en état de résister sérieusement à l'artillerie nouvelle.

Dès le 9 août, les Prussiens commencèrent le siége de Strasbourg. Le général Werder avec environ 50,000 hommes fut chargé de cette importante opération. Malheureusement Strasbourg n'avait que ses anciens remparts, et, n'étant pas protégé par une ceinture de forts détachés destinés à éloigner les batteries ennemies et à empêcher le bombardement, Strasbourg n'était plus la grande position militaire d'autrefois. La ville n'était pas en état de défense; la garnison, composée surtout de mobiles et de gardes nationaux, ne comptait que 12,000 hommes, dont 3,000 bons soldats seulement; encore était-ce le hasard qui les avait amenés à Strasbourg après la défaite de Reichshofen; il y avait peu d'artilleurs et pas de

soldats du génie; l'artillerie était insuffisante et inférieure à celle des assiégeants par le nombre, le calibre, la portée et la justesse; les magasins renfermaient peu de projectiles, de munitions et de vivres. Dans de pareilles conditions, la défense devait être et fut en effet médiocre et courte. Les Prussiens bombardèrent et brûlèrent la ville en partie, y jetèrent 194,000 projectiles, firent deux brèches au rempart et allaient donner l'assaut, quand le général Uhrich capitula le 28 septembre.

Pendant ce temps, absolument libres de leurs mouvements, les Prussiens bombardaient et faisaient capituler nos places de l'Alsace, de la Lorraine et de la Champagne. Ils s'emparèrent de Lichtenberg (10 août), de Schelestadt (24 octobre), du Fort-Mortier (7 novembre) et de Neuf-Brisach (10 novembre); ils investissaient Bitche, Phalsbourg et Béfort. L'Alsace était conquise, à l'exception de ces trois villes, qui opposèrent à l'ennemi une résistance énergique, dont on racontera plus loin les glorieux détails.

Après les places de l'Alsace, les Allemands attaquèrent celles de la Lorraine. La possession de Toul leur importait plus particulièrement pour établir leurs communications régulières entre le Rhin et Paris. Dès le 16 août, Toul fut attaqué; mais, malgré la belle défense du commandant

Huck, la ville, bombardée et brûlée, fut obligée de se rendre le 23 septembre. Verdun succomba à son tour, le 8 novembre ; mais la résistance avait été telle, que le commandant de la ville, le brave général Guérin de Waldersbach, dicta ses conditions. La forteresse et la ville de Verdun, avec tout le matériel, armes, archives, caisses, devaient être remis aux Prussiens « à la condition expresse d'être rendus à la France après la conclusion de la paix ; » la garnison devait être prisonnière de guerre, excepté les mobiles de Verdun et la gendarmerie ; les soldats conserveraient leurs sacs et leurs effets ; les officiers obtenaient les conditions les plus avantageuses et les plus honorables, et Verdun devait être dispensé de toute contribution de guerre, de réquisitions et de logements militaires.

Les obus et l'incendie rendirent les Prussiens maîtres de Montmédy (13 novembre), de Thionville (24 novembre), de Mézières (2 janvier) et de Longwy (25 janvier). Rocroi fut enlevé par un coup de main le 5 janvier.

Pendant que les Prussiens bombardaient et prenaient nos places fortes, le général Werder était placé, après la chute de Strasbourg, à la tête du 14e corps(1) ; il était chargé de disperser les corps

(1) Ce nouveau corps était formé de la division badoise et de deux divisions de landwehr.

francs et les détachements isolés qui occupaient encore les Vosges, et d'inspirer la terreur aux habitants, ce qu'il obtint par de cruelles et nombreuses exécutions. Ce fut le major Von Degenfeld, avec une brigade badoise, qui accomplit cette mission. Il passa les Vosges, qui furent mal défendues, et livra aux francs-tireurs et aux mobiles des Vosges, commandés par le général Dupré, les combats de Champenay (4 octobre), de Raon-l'Etape et de Saint-Dié (5 octobre), d'Etival ou de Nompatelize (6 octobre) et d'Épinal (12 octobre). Épinal fut occupé le 14, et Werder, qui avait rejoint son lieutenant, prit Vesoul le 18 octobre. A ce moment, Werder était maître de toutes les Vosges et des Faucilles, et pouvait pénétrer dans les vallées de la Saône et du Doubs.

Le général Cambriels avait été chargé de défendre Béfort et les Vosges avec 50,000 hommes, mais dénués de tout et se comportant mal au feu; attaqué dans toutes ses positions et craignant de se voir enfermé dans les montagnes, il se replia sur Besançon, où il ne ramena que 30,000 hommes; le reste avait fondu en chemin. Werder résolut de marcher contre lui et se porta de Vesoul sur Besançon; mais Cambriels résista avec énergie à Cussey-sur-l'Oignon (22 octobre) et força l'en-

nemi à rebrousser chemin; Werder alla s'établir à Gray (24 octobre).

De cette ville, devenue pour un moment le centre de ses opérations, il envoya dans tous les sens des détachements chargés de réprimer le soulèvement de la population, qui partout avait pris les armes, mais sans direction et sans ensemble. Les Allemands fusillèrent impitoyablement les prisonniers et les otages. Le 31 octobre, Werder occupa Dijon, après le combat de Saint-Apollinaire et le bombardement de la ville, mais il fut bientôt obligé d'évacuer Dijon et de retourner à Vesoul pour dissoudre les nombreuses guérillas qui s'étaient reformées dans les Vosges et la Lorraine méridionale, et qui menaçaient ses derrières.

Pendant ce temps, M. Gambetta réorganisait à Besançon l'armée de l'Est, dont il donnait le commandement au général Crouzat; il lui ordonnait de laisser une garnison de 15,000 hommes à Besançon et de venir, avec le reste de l'armée, à Chagny, entre Dijon et Chalon, pour protéger Lyon qui était à découvert (1); mais l'arrivée du prince Charles sur la Loire et la nécessité de donner au général d'Aurelle toutes les forces dont on pouvait disposer, obligèrent la délégation de Tours à

(1) Le général Crouzat arriva à Chagny le 12 novembre.

faire venir à Orléans le général Crouzat et ses 40,000 hommes, dont on forma le 20e corps. L'Est était dégarni et n'allait plus avoir d'autres défenseurs que les bandes de Garibaldi, à Autun, et la division Cremer, à Beaune (1). Les Prussiens avaient leurs communications libres et assurées depuis Orléans et Paris jusqu'au Rhin ; rien ne troublait leurs convois, leurs transports de munitions, de canons et de troupes.

Garibaldi était arrivé à Tours le 9 octobre, non pas pour défendre la France, à laquelle il voulait enlever Nice, mais pour profiter des circonstances, travailler avec ses bandes révolutionnaires à l'établissement de la République universelle, et surtout pour continuer avec elles cette vie d'aventures qui rappelle celle des condottieri des XIVe et XVe siècles. La révolution européenne et l'Internationale se donnaient rendez-vous en France et, sous prétexte de combattre les Prussiens, organisaient leurs armées dans notre malheureux pays, destiné à devenir le foyer de nouvelles révolutions. En attendant qu'elles pussent entrer à Paris et s'y joindre à leurs coréligionnaires, les bandes gari-

(1) Le général Cremer était un jeune capitaine d'État-major, nommé général de division par M. Gambetta : sa division, forte de 15 à 20,000 hommes, se composait de mobiles, principalement de mobiles lyonnais.

baldiennes se réunissaient à Autun, où accoururent des Polonais, des Italiens, des Américains, des Espagnols, des Albanais, en un mot, tous les révolutionnaires de l'Europe. Le 27 octobre, à Amanges, Garibaldi publiait une proclamation dans laquelle il disait qu'il fallait fonder la République universelle; elle le sera, ajoutait-il, par le noyau cosmopolite qui est en train de se former au sein de la république française par les élus de toutes les nations. Pour compléter la pensée du maître, un de ses officiers d'État-major, M. Ordinaire, déclarait que la patrie devait disparaître devant la République.

La Délégation de Tours avait eu le tort grave d'accepter le concours de pareils alliés, qui du reste ne devaient pas nous servir à grand'chose. Garibaldi fut d'abord envoyé à Besançon (14 octobre) avec le titre de général en chef des forces de l'Est, mais il n'avait pu s'accorder avec aucun général français, et on avait dû lui donner un commandement séparé et l'envoyer à Autun. Il est bon de savoir ce que les Allemands pensent de ce personnage: « De tous les chefs un peu notables de cette lutte gigantesque, dit M. de Wickede, le vieux Garibaldi a bien prononcé le plus de paroles inutiles, et en réalité, fait le moins d'exploits; il mérite, par son excès de négligence, d'être

vraiment honni. Au lieu de faire la petite guerre avec énergie en octobre et novembre, où il pouvait nous nuire extrêmement, et de s'avancer sur Nancy et Bar-le-Duc, il ne bougea pas, se bornant à lancer les proclamations les plus ampoulées et les plus folles. Il nous a plutôt été utile que nuisible, et, si les autres généraux et les autres armées avaient ressemblé à lui et à ses bandes, notre victoire ne nous aurait pas coûté aussi cher. »

En effet, à Autun, Garibaldi et son État-major(1) firent surtout la guerre aux « cléricaux » ; ils se livrèrent à toutes sortes de violences contre le clergé; étrangers soldés par la France, ils jugèrent et condamnèrent des citoyens français; ils pillèrent, envahirent et profanèrent les séminaires et les églises ; bref, on a à Autun le prologue de la commune du 18 mars. Les protestations de l'évêque d'Autun et des archevêques de Tours et de Besançon, et les ordres de la Délégation de Tours mirent enfin un terme aux excès de ces bandes. Le nombre des combattants sérieux était de deux à trois mille, parmi lesquels il y avait quelques officiers fort braves, les deux

(1) A la tête duquel était le général Bordone. Ce prétendu général italien n'était qu'un ex-pharmacien d'Avignon, nommé Bordon.

fils de Garibaldi, Bossack, etc. Quant au reste, il se composait de soldats d'opéra-comique, vêtus de costumes de théâtre, aux couleurs éclatantes, et coiffés de feutres à plumes; on comptait pour ces quinze mille hommes deux cents colonels !

Aussitôt que le général Werder eut quitté Dijon, les Garibaldiens entrèrent dans la ville; mais Werder y revint le 14 novembre et en fit dès lors sa base d'opérations contre Garibaldi et Cremer, dont les mouvements auraient dû au moins être combinés.

Au lieu d'agir avec ensemble, Garibaldi se porta seul contre Dijon, battit les Prussiens à Pasques et à Lantenay (27 novembre), et les refoula jusque dans Dijon; mais le soir, Werder le repoussa à son tour et le força à se retirer à Autun, où les troupes qui poursuivaient les Garibaldiens furent battues le 1er décembre.

A ce moment, le général Cremer commença son mouvement; il battit les Prussiens à Châteauneuf (3 décembre), mais il perdit la bataille de Nuits (18 décembre); la victoire, vivement disputée, ne donna aucun résultat à l'ennemi.

Jusque dans les derniers jours de décembre, l'Est de la France n'avait pas été le théâtre d'événements bien importants; les grandes opérations vont commencer à cette époque. Après la bataille

de Loigny (2 décembre), dans laquelle l'armée de la Loire avait eu le dessous, les 15e, 18e et 20e corps s'étaient retirés à Bourges; on en avait formé la première armée de la Loire, qui fut donnée au général Bourbaki; au 18 décembre, elle comptait cent mille hommes et 300 bouches à feu. On a vu (p. 181) que cette armée tenait en échec le prince Frédéric-Charles à Orléans; il craignait avec raison que Bourbaki ne voulût se porter sur Paris. Tel était, en effet, le projet de Bourbaki. Il voulait passer la Loire à la Charité et à Cosne, et déboucher sur Paris par Fontainebleau. M. Gambetta et son entourage repoussèrent ce projet et eurent la malheureuse idée d'envoyer la première armée de la Loire au secours de Béfort. Ils se laissèrent entraîner par l'espoir de couper les communications de l'ennemi et d'obtenir ainsi de grands résultats; mais par l'hiver rude qu'il faisait, était-il prudent de jeter de jeunes soldats peu aguerris dans les neiges du Jura?

On décida le 20 décembre que le 15e corps (Martineau-Deschenez) resterait à Vierzon pour protéger Bourges et son arsenal, et aussi pour couvrir le mouvement des deux autres corps (1);

(1) Le 15e corps rejoignit plus tard l'armée de l'Est.

que le 18e corps (Billot) et le 20e corps (Clinchant), forts d'environ 70,000 hommes, seraient transportés en chemin de fer à Dijon, pour, après avoir repris cette ville, aller à Besançon rallier le 24e corps (Bressoles) et la garnison de Besançon, comptant à eux deux environ 50,000 hommes; enfin, que Garibaldi et Cremer seraient placés sous les ordres de Bourbaki. Arrivé à Besançon, Bourbaki devait décider, suivant les circonstances, s'il marcherait au secours de Béfort ou s'il ferait une pointe dans le grand-duché de Bade. Pour réussir, cette expédition exigeait tout d'abord d'être menée rapidement, afin d'empêcher l'ennemi de rassembler des forces et d'envoyer des secours au général Werder. Malheureusement le transport des hommes, du matériel de guerre et des approvisionnements s'effectua avec une lenteur et un désordre extrêmes; l'État-major, l'intendance et les administrations des chemins de fer, non exercés à ces transports, ne s'entendirent pas et furent bientôt en lutte; le matériel des compagnies était insuffisant; l'armée et l'intendance se disputaient les wagons et la voie; ici, des trains de soldats, là des trains de vivres obstruaient la ligne sur laquelle tout s'encombrait et ne pouvait plus avancer. Des convois de troupes restèrent trois et quatre jours à la

même place, sans vivres, par 15 degrés de froid, et pendant ce temps des convois de vivres étaient aussi arrêtés plus loin et ne servaient à personne. Le transport du 15e corps de Bourges à Besançon demanda dix jours. Le prince Frédéric-Charles ignora pendant une semaine la marche de l'armée sur Besançon, mais Bourbaki perdit le bénéfice du secret de ses opérations en les faisant avec la lenteur déplorable que nous venons de signaler.

Le 27 décembre, nos premières divisions arrivèrent enfin à Chalon et Chagny, et menacèrent sérieusement le général Werder, dont les 50,000 soldats étaient disséminés. Quinze mille assiégeaient Béfort; les trente-cinq mille autres étaient les seules forces que Werder pouvait opposer à Bourbaki, et pour cela fallait-il d'abord les réunir, car Werder, chargé d'occuper plusieurs départements, avait été forcé de disperser ses troupes. La lenteur de nos mouvements lui permit de concentrer toute son armée et d'échapper à une défaite qui eût été certaine, si, comme on aurait dû le faire, on l'avait attaqué rapidement et battu en détail. Homme de résolution et d'énergie, le général Werder évacua Dijon et rallia tout son monde à Vesoul.

Les 18e et 20e corps se réunirent à Dijon au général Cremer et à Garibaldi, et se dirigèrent sur

Besançon par la voie de fer. C'est surtout dans cette partie de la marche de notre armée que les embarquements et les transports se firent avec une lenteur incroyable et que le désordre atteignit ses dernières limites ; enfin on arriva à Besançon, où l'on rallia le 24e corps. La première armée de la Loire, devenue l'armée de l'Est, comptait alors 150,000 hommes et 400 bouches à feu, et se composait des 15e, 18e, 20e et 24e corps, de la division Cremer et d'une réserve commandée par l'amiral Pallu de la Barrière. Garibaldi était chargé de garder Dijon, d'arrêter les renforts qu'on enverrait certainement à Werder et de protéger les derrières et la ligne de retraite de l'armée de l'Est. Ce n'était pas à des bandes de partisans et de francs-tireurs qu'il fallait confier une pareille mission. Bourbaki commit la faute grave de donner aux Garibaldiens la garde de ses communications ; il devait occuper lui-même Dôle et Mouchard, et s'assurer, en y mettant de bonnes troupes, la possession certaine de ces deux points essentiels et si faciles à défendre. S'en rapportant à Garibaldi du soin de conserver sa ligne de retraite, Bourbaki porta donc toutes ses troupes sur Besançon et Clairval, et décida que l'armée marcherait sur Béfort pour en faire lever le siége. Il se dirigea d'abord sur Vesoul et cher-

cha à couper Werder de Béfort en marchant sur Villersexel ; en même temps il envoya la division Cremer sur Vesoul par Gray, pour prendre l'ennemi par derrière. L'armée reçut l'ordre de se mettre en mouvement; le 24e corps partit de Besançon, le 18e et le 20e partirent d'Auxonne ; le 15e corps resta à Clairval, où il paraît avoir été conduit un peu au hasard, triste exemple du désordre qui avait présidé au transport de l'armée de l'Est. Les trois corps qui se portaient sur Béfort remontèrent l'Oignon, rivière qui coule parallèlement au Doubs et se jette dans la Saône; ils se dirigeaient sur Villersexel, gros village situé entre Vesoul et Béfort. La bataille s'y engagea le 9 janvier, et après dix heures de combat, Werder était obligé de battre en retraite. Si le général Cremer se fût trouvé à Lure, à ce moment, comme il en avait reçu l'ordre, la retraite de Werder était coupée et notre succès était complet; mais Cremer ne se trouvait pas à Lure, et Werder put nous échapper et se retirer sur Béfort. Le 10 et le 11, Bourbaki marcha lentement sur Montbéliard et donna à Werder le temps de fortifier les hauteurs d'Héricourt, en avant de Béfort, hauteurs qu'il avait choisies pour nous y livrer une bataille défensive.

Le 12, on repoussa les Prussiens au combat d'Arcey, entre Villersexel et Montbéliard ; le 13,

on les chassa de Montbéliard, sans pouvoir cependant leur enlever le château; enfin le 14 on arriva devant Héricourt où, grâce à nos lenteurs, Werder s'était retranché d'une manière formidable à l'aide de pièces de siége amenées de Béfort et dont les obus allaient décimer nos régiments lancés à l'assaut de ces redoutables positions. Le 15, le 16 et le 17, l'armée de Bourbaki attaqua avec vigueur les positions de l'ennemi et lui livra une série de combats acharnés désignés sous le nom général de bataille d'Héricourt. Malgré la bravoure de nos jeunes soldats et leurs succès sur quelques points, à Chenebier par exemple, ils furent repoussés par l'artillerie prussienne, et devant l'impossibilité d'enlever ces inexpugnables positions, il fallut, le 18, battre en retraite sur Besançon, après trois jours de sanglants combats. Le froid était de 18 degrés, l'armée manquait de vivres, les routes étaient détestables et encombrées de neige; aussi, pendant cette retraite de cinq jours, le soldat souffrit cruellement du froid et de la faim.

Pendant ce temps, le général de Moltke, pour secourir Werder, formait une armée de 50,000 hommes qu'il plaçait sous les ordres du général Manteuffel (1); elle se composait du

(1) Le général Manteuffel fut remplacé à l'armée du Nord par le général de Gœben.

7e corps, qui vint de Metz, et du 2e corps qu'on enleva à l'armée qui investissait Paris (1). Werder devait faire aussi partie de la nouvelle armée, qui prit le nom d'armée du Sud. Le général Manteuffel s'avança par Châtillon-sur-Seine, Semur, Is-sur-Tille et se porta sur Gray où il arriva le 19 janvier (2); il y apprit la retraite de Bourbaki sur Besançon et se prépara immédiatement à lui couper sa ligne de retraite sur Bourg et Lyon. Cette manœuvre lui était facile à exécuter, puisque Bourbaki avait négligé d'occuper Dôle et que Garibaldi, qui devait couvrir les derrières de l'armée de l'Est, n'avait rien fait pour cela et l'avait laissée complétement à découvert en n'occupant ni Gray, ni Dôle. Garibaldi compléta sa faute en se laissant tromper par Manteuffel. Pour lui cacher sa marche sur Dôle, Manteuffel lança une brigade sur Dijon; Garibaldi se battit trois jours

(1) Le 2e corps se mit en marche le 3 janvier. On voit que la mollesse de la défense de Paris permettait à l'ennemi de dégarnir l'armée d'investissement, au détriment de nos généraux de province. C'est ce dont se plaignait justement la Délégation de Tours dans les dépêches qu'elle adressait à MM. Jules Favre et Trochu.

(2) On ne peut s'empêcher de faire remarquer la lenteur de sa marche et de dire que Werder s'était tiré d'affaire grâce à son énergie et à la rapidité de ses mouvements. Quelle belle partie on avait à jouer à ce moment en battant Werder puis Manteuffel !

contre elle (20-22 janvier), détruisit un régiment prussien, prit un drapeau, mais pendant ce temps, Manteuffel marchait sur Pontailler et occupait Dôle (20 janvier). De là, il envoya le 2e corps à Mouchard pour couper à Bourbaki le chemin de fer de Besançon à Lyon, et avec le 7e corps il se porta sur Besançon, par Saint-Vit, où il arriva le 22 janvier. En même temps une division de Werder passait le Doubs à Baume-les-Dames, repoussait le 24e corps, qui se battit mal, franchissait les gorges du Lomont et marchait sur Pontarlier pour nous tourner sur notre droite.

Pendant que s'exécutaient ces marches qui allaient bientôt avoir pour résultat l'enveloppement de l'armée de l'Est rassemblée autour de Besançon, le général Bourbaki hésitait, perdait son temps à des marches inutiles qui fatiguaient et achevaient de démoraliser ses soldats exténués, gelés, mal nourris, mal vêtus, encore plus mal chaussés. Bourbaki aurait dû, dès le 22, se jeter sur les Prussiens et leur livrer bataille pour rouvrir ses communications par Dôle ou par Mouchard. Le 24, jugeant la partie perdue, il voulut se brûler la cervelle, mais ne parvint pas à se tuer. Le général Clinchant prit le commandement de l'armée le 25, et battit en retraite aussitôt sur Pontarlier, où l'armée arriva le 28, après

avoir traversé un pays montueux, couvert d'un mètre de neige, sans ressources, et dans lequel le froid et la faim firent éprouver de cruelles souffrances à l'armée, dont le quart se débanda en route. Le 24e corps arriva aussi à Pontarlier dans un désordre complet.

Pendant ce temps, le général Manteuffel, tout en s'avançant avec le gros de ses forces sur Pontarlier, faisait marcher le 2e corps de Mouchard et d'Arbois sur Champagnole, qui fut occupé le 28; la route de Lyon par Bourg nous était coupée, et le général Clinchant n'allait plus avoir d'autre moyen pour échapper aux Prussiens que de se retirer en Suisse. Pour essayer de lui ouvrir une issue, M. Gambetta donna l'ordre à Garibaldi, qui était toujours à Dijon, de se jeter sur Dôle et sur Arbois. En attaquant ainsi les derrières de Manteuffel, on avait la chance d'arrêter sa marche en avant, de forcer le 2e corps à rebrousser chemin, de rouvrir la route de Pontarlier à Bourg et de permettre au général Clinchant de faire un effort pour se dégager.

Le 28 janvier, Garibaldi se mit en mouvement, et le 29 il occupait le Mont-Rolland, belle position qui commande Dôle. Les Prussiens, peu nombreux, évacuèrent Dôle aussitôt et se retirèrent à Pesmes.

Le 29, Manteuffel marchait sur Pontarlier, nous battait à Sombacourt et à Chaffois, nous rejetait sur Pontarlier et faisait avancer le 2e corps de Champagnole à Frasnes, resserrant de plus en plus le cercle qui enveloppait l'armée de l'Est. On ne sait ce qu'auraient produit la diversion tentée par Garibaldi et son entrée à Dôle, qui allait avoir lieu le 30, car dans l'état de délabrement où était tombée l'armée du général Clinchant, il serait téméraire d'affirmer qu'elle fût encore capable de faire l'effort nécessaire pour reprendre de vive force sa ligne de retraite. Tout ce qu'il est permis de dire, c'est que cette dernière chance de salut nous fut encore enlevée par la faute de M. Jules Favre. Le 30, en effet, le mouvement de nos troupes fut arrêté par la nouvelle officielle de la conclusion d'un armistice.

Le 29 janvier au matin, M. Gambetta avait reçu à Bordeaux une dépêche de M. Jules Favre, qui lui annonçait la conclusion d'un armistice de vingt et un jours et se terminait par ces mots : « Faites connaître cette nouvelle à toute la France et faites exécuter l'armistice. » On ne prévenait pas M. Gambetta de l'exception qu'on avait demandée et obtenue pour l'armée

de l'Est et pour Béfort (1). En conséquence, le ministre de la guerre expédia au général Clinchant et à Garibaldi l'ordre de suspendre immédiatement les hostilités et de se concerter avec les généraux ennemis pour tracer les lignes de démarcation entre les deux armées.

La nouvelle de l'armistice étant arrivée le 29 au soir, Garibaldi s'arrêta et n'entra pas à Dôle, et quand il voulut s'entendre avec les Prussiens pour l'armistice, il lui fut répondu que les troupes allemandes n'avaient reçu aucun ordre pour cesser les hostilités. Pendant qu'il en référait au ministre et lui demandait de nouveaux ordres, les Prussiens revinrent en force à Dôle et rendirent impossible la diversion qu'il avait voulu tenter.

Le général Clinchant envoya aussi un parlementaire au général Manteuffel, qui lui répondit également que l'armistice ne regardait pas l'armée de l'Est, et pendant ce temps, il continuait à s'avancer et à occuper tous les passages par lesquels nous aurions pu essayer de nous retirer sur Bourg et de là sur Lyon. Le général Clinchant

(1) Pendant les négociations de l'armistice, M. de Bismark demandait que Béfort capitulât ; M. Jules Favre refusa et préféra que le siége continuât et que l'armée de l'Est pût poursuivre ses opérations ; M. de Bismark y consentit. Cette exception a peut-être permis à la France de conserver Béfort, mais pourquoi ne pas en prévenir M. Gambetta?

protesta inutilement, et voyant que la retraite sur la Suisse allait bientôt être coupée à son armée, il signa, le 1er février, une convention avec le général suisse Herzog, pour pouvoir se réfugier sur le territoire de la Confédération et échapper ainsi à l'ennemi qui le cernait.

L'armée comptait encore 85,000 hommes et 200 canons ; elle entra en Suisse par les trois routes des Verrières, des Fourgs et de Jougne, se dirigeant sur Neuchâtel. Le 18e corps (général Billot) et la réserve de l'amiral Pallu couvraient la retraite, que le froid, les neiges épaisses ou le verglas, la faim, les maladies, le manque de chaussures et l'insuffisance de l'habillement rendirent très-pénible. Nos arrière-gardes se battirent énergiquement aux combats de Cluse et d'Oye (1er février); les forts de Joux et de Larmont, défendus par le colonel Ploton, protégèrent aussi la retraite en repoussant toutes les attaques des Prussiens et en leur faisant éprouver de grandes pertes. Quelques régiments de la réserve et la cavalerie de la division Cremer parvinrent, en longeant le Jura, à s'échapper et à revenir à Lyon ; mais l'infanterie de la division Cremer ne put pas aller plus loin que Morez et fut obligée d'entrer en Suisse par le col des Rousses ou de Saint-Cergues.

La Suisse fit un accueil admirable à notre malheureuse armée. La France devra conserver une éternelle reconnaissance à ce généreux pays pour sa charitable hospitalité envers nos soldats exténués, qu'elle a accueillis et soignés comme s'ils eussent été ses enfants.

De son côté, Garibaldi, fort compromis, dut se replier à la hâte de Dôle sur Dijon, puis sur Mâcon, couvrant à lui seul les approches de Lyon. Ainsi, de ce côté, Lyon, et, du côté de la Loire, Bordeaux étaient à découvert. L'armistice, conclu avec une légèreté dont M. Gambetta avait certainement le droit de se plaindre, livrait la France à l'ennemi et enlevait à l'Assemblée qu'on allait élire les moyens de résister aux exigences de la Prusse pendant la discussion des préliminaires de Versailles.

Mais il nous reste, pour finir cette lamentable histoire, à parler des trois siéges de Phalsbourg, de Béfort et de Bitche.

Phalsbourg, assiégé et bombardé depuis le 10 août, se rendit le 12 décembre parce qu'il n'y avait plus de pain dans la ville. Le colonel Taillant, qui défendait la place, explique dans la lettre suivante comment il a rendu Phalsbourg :

« Les journaux français ont répété, ils ont affirmé, d'après des journaux étrangers, que

Phalsbourg avait capitulé. Phalsbourg n'a pas capitulé. Après avoir repoussé deux attaques de vive force, subi quatre bombardements, et lorsque nous avons vu que les vivres allaient nous manquer absolument, nous avons noyé nos poudres, brisé les onze mille fusils qui se trouvaient entre les mains de nos soldats et à l'arsenal, encloué nos soixante-cinq canons et scié nos affûts. Le jour où le pain a manqué, nous avons ouvert nos portes, en avertissant les Prussiens que nous avions détruit tout notre matériel de guerre et que nous ne demandions rien. Ce n'est certes pas là une capitulation. »

L'héroïque défense de Béfort est un des épisodes les plus remarquables de la guerre de 1870. Comme toutes nos places fortes, Béfort n'était pas en état de se défendre contre la nouvelle artillerie ; la ville était dominée par des hauteurs qui n'étaient pas fortifiées. Il fallut, au moment même où la guerre éclatait, construire rapidement des ouvrages de fortification passagère sur les hauteurs de Bellevue et sur celles des Hautes et des Basses-Perches. La garnison se composait de 16,000 hommes (1); la place renfermait de la pou-

(1) Dont deux bataillons de ligne, cinq demi-batteries d'artillerie, une demi-compagnie du génie ; la presque totalité de la garnison se composait de mobiles et de mobilisés.

dre, des cartouches et des vivres en quantités suffisantes ; mais les projectiles étaient peu nombreux (1), et plus de la moitié des bouches à feu étaient de faible calibre et non rayées. Mais Béfort était commandé par l'énergique et intelligent colonel du génie, M. Denfert-Rochereau, décidé à se défendre et à faire son devoir.

Il résolut d'occuper et de disputer pied à pied toutes les positions extérieures à la place, et de ne s'enfermer dans la ville qu'après avoir lutté aussi longtemps que possible pour en conserver les approches. Il fit donc fortifier les hauteurs et les villages environnants, et achever les ouvrages commencés sur les Perches.

Le 2 novembre, le général de Treskow, avec 20,000 hommes, commença l'investissement de Béfort ; il fut repoussé ce jour-là au combat de Röppe, mais l'investissement, malgré la résistance de la garnison, s'accomplit le lendemain 3 novembre. Cependant les Prussiens ne purent ouvrir la première parallèle que le 28 novembre, parce que le colonel Denfert les harcela sans relâche par des sorties et repoussa constamment leurs attaques sur nos positions avancées. Le gé-

(1) Béfort renfermait seulement 13,000 obus de 4 ; 10,000 obus de 12 ; 24,000 obus de 24 et 20,000 obus sphériques pour les pièces lisses.

néral de Treskow attaqua d'abord le fort de Bellevue, à l'Ouest de Béfort ; mais ses progrès furent arrêtés par une résistance énergique et par des travaux de contre-attaque bien dirigés. Le 3 décembre, les Prussiens commencèrent le bombardement qui devait durer soixante-treize jours sans interruption ; la population se réfugia dans les caves, où elle vécut décimée par la fièvre typhoïde et la petite vérole, et en proie à toutes les souffrances.

La garnison avait chaque jour des engagements avec l'ennemi, qui bombardait à outrance la ville, les forts et les villages occupés par la garnison. Malgré tout, le général de Treskow n'avançait à rien du côté de Bellevue ; il dut renoncer à cette attaque, changer de plan et assiéger les Perches. Dans la nuit du 7 au 8 janvier, les Prussiens s'emparèrent du village de Danjoutin, et dès lors ils commencèrent l'attaque et le bombardement des forts des Hautes et des Basses-Perches.

Le 8 janvier, on apprit à Béfort l'approche de l'armée de Bourbaki, et le lendemain on entendit le canon de Villersexel. Pendant la bataille d'Héricourt, le colonel Denfert fit plusieurs sorties, mais trouva les Prussiens en force autour de Béfort. La cessation de la canonnade, le 19, annonça

la retraite de notre armée; il ne fallait plus compter que sur soi.

Dans la nuit du 20 au 21 janvier, les Prussiens essayèrent d'enlever d'assaut le village fortifié de Pérouse, situé à l'Est de Béfort, mais ils furent repoussés après un combat acharné; cependant il fallut évacuer ce village, parce qu'ils parvinrent à s'emparer de positions qui le dominaient. Dès lors, maîtres de Danjoutin et de Pérouse, ils commencèrent les travaux d'attaque contre les Perches (22 janvier), sans discontinuer le bombardement de ces deux forts et de la ville. Le 26 au soir, ils essayèrent d'enlever d'assaut les Hautes et les Basses-Perches, mais ils furent repoussés avec perte. Après leur échec, le bombardement continua avec plus de fureur, et l'ennemi activa ses travaux.

Le 7 février, l'ennemi étant arrivé au fossé, il fallut évacuer les deux ouvrages des Perches, qui n'étaient plus qu'un monceau de ruines et que les Prussiens occupèrent le 8. Après 97 jours de siége, le général de Treskow pouvait seulement commencer l'attaque de la ville et du château de Béfort. Le château devint alors le seul but des obus de l'ennemi, qui, maître des Perches, y avait établi aussitôt de formidables batteries.

Le 13 février au soir, le général de Treskow fit

parvenir au colonel Denfert un télégramme daté de Versailles du 13, signé Picard et Bismark, qui autorisait le commandant de Béfort à consentir à la reddition de la place. Mais le colonel Denfert déclara ne pas vouloir s'en rapporter à une dépêche ennemie ; il consentit seulement à une suspension d'armes, pendant laquelle le général de Treskow ferait parvenir à Versailles une dépêche télégraphique pour informer M. de Bismark que le colonel Denfert demandait un avis direct de son gouvernement au sujet de la reddition de Béfort ; il envoyait en même temps un officier à Bâle pour y recevoir la réponse télégraphique du gouvernement français.

Le feu fut suspendu, et, à huit heures et demie du soir, le 13 février 1871, le dernier coup de canon de cette épouvantable guerre fut tiré au château de Béfort. La population put enfin sortir des caves où elle vivait enterrée depuis deux mois et demi. La ville était bouleversée, à moitié détruite ; le château était en ruines, mais les pièces des casemates étaient encore sur leurs roues et prêtes à tirer ; l'une d'elles, Catherine, n'avait pu être démontée par les 60,000 obus que les Prussiens lui avaient envoyés.

La réponse demandée au gouvernement français étant arrivée à Bâle le 14, les négociations

s'ouvrirent le 15, à Pérouse, pour la reddition de Béfort. Il fut stipulé que Béfort ne se rendait que sur l'ordre du gouvernement français ; que la garnison sortirait avec ses drapeaux, ses armes et tout le matériel de guerre qu'elle pourrait emmener, et qu'elle se rendrait dans les lignes françaises avec le droit de combattre si la paix n'était pas conclue. La garnison quitta Béfort le 17 et le 18, et se dirigea sur Grenoble, où elle fut dissoute le 9 mars 1871.

Le siége avait duré 103 jours, dont 73 d'un bombardement sans trêve, qui avait jeté sur Béfort plus de 500,000 projectiles.

Grâce au colonel Denfert, la France, à la paix, a pu conserver Béfort.

Au 18 février, Bitche résistait encore. C'est une petite place, mais imprenable, et elle était bien pourvue de vivres. Investie dès le commencement de l'invasion, bombardée à plusieurs reprises et brûlée par les obus, il y avait plus de sept mois que Bitche défiait les Bavarois qui l'attaquaient, lorsque le 11 mars, le brave colonel Tessier rendit la ville à l'ennemi. Le 51e régiment, qui composait la garnison, sortit librement avec son drapeau et ses armes ; il se rendit à Versailles où il fit son entrée, musique en tête, au milieu des vivats de la population.

Ah ! défenseur de Metz, que n'avez-vous ressemblé à ces loyaux soldats qui ont su faire leur devoir !

La guerre était finie, après 500 batailles, combats et engagements ; l'ennemi victorieux ; trente départements et vingt-cinq places fortes, grandes ou petites, étaient occupés par 650,000 Allemands ; 300,000 prisonniers étaient en Allemagne, traités avec une dureté impitoyable; 20,000 autres prisonniers étaient en Belgique, 85,000 en Suisse, 150,000 à Paris ; 5,000 canons avaient été pris par les Allemands. La paix la plus dure allait être le résultat de tant de fautes et de tant de désastres.

XI

La Délégation de Tours et de Bordeaux. — L'anarchie dans le Midi. — L'Assemblée nationale. — Les préliminaires de Versailles. — Les Prussiens à Paris. — La Commune. — La paix de Francfort.

Pendant l'investissement de Paris (19 septembre 1870-28 janvier 1871), la Délégation de Tours gouverna la France. Ce n'était qu'un gouvernement révolutionnaire, irrégulier, qui, à défaut d'autre, fut cependant accepté, sinon par tous, du moins par le plus grand nombre, parce que sa mission principale était de soutenir la lutte contre les armées allemandes, et qu'il fallait bien se rallier autour d'un centre quelconque. Les révolutionnaires du Midi seuls essayèrent de constituer un gouvernement opposé à celui de la Défense nationale, au risque d'amoindrir la résistance et de briser l'unité française.

Après le 4 septembre, l'administration départe-

mentale se trouva désorganisée par la destitution en bloc des préfets de l'Empire, qui furent remplacés par des avocats de second ordre et par des journalistes de bas étage, ou par des bohèmes, habitués des cafés de Paris, tous inexpérimentés ou incapables. Il y eut alors, comme après toutes nos révolutions, qui n'ont pas d'autre but, une distribution scandaleuse de places, une véritable curée sans vergogne ; les amis du nouveau pouvoir se partagèrent les fonctions de préfets, de sous-préfets, de procureurs généraux, de substituts, de juges de paix, de commissaires ordinaires et extraordinaires, etc. Les choix furent souvent déplorables et ne donnèrent presque partout que des fonctionnaires sans intelligence, sans dévouement ni à la France ni à la République, ne faisant rien, ne voulant et ne sachant rien faire, se tenant pour satisfaits d'être en place, et n'ayant qu'un désir, jouir de leur position et y rester. Quelques personnages investis de fonctions militaires furent encore plus étranges. Nos départements du Nord se souviendront longtemps de l'immoralité de certain ivrogne, devenu général, immoralité telle, qu'elle s'oppose à tout détail.

C'était avec de pareils agents que la Délégation devait gouverner et administrer le pays. Aussitôt l'anarchie éclata dans les grandes villes du Midi,

à Lyon, Marseille, Toulouse, Perpignan, Toulon, Saint-Étienne, Valence, etc. Le parti communiste s'empara presque partout du pouvoir, destitua et arrêta les magistrats, les fonctionnaires et les généraux de l'Empire, et persécuta le clergé. Les classes populaires, infectées de communisme et travaillées par l'Internationale (1), devinrent maîtresses et donnèrent le pouvoir à leurs chefs; le drapeau rouge était arboré; les finances des villes étaient gaspillées; des émeutes continuelles éclataient partout et souvent étaient ensanglantées par des assassinats. Quant à la guerre, on disait bien haut qu'il fallait la faire à outrance; on créait des corps francs, on se revêtait de ceintures rouges, on se couvrait de galons et de plumes, mais, sauf à Lyon, personne ne se rendit aux armées. Marseille fut le principal foyer de la démagogie, c'est pourquoi nous raconterons son histoire avec quelques détails.

Le 4 septembre, la République fut proclamée à Marseille. Aussitôt, sous l'influence de divers affiliés de l'Internationale, on délivra les prisonniers politiques et on forma un comité de salut pu-

(1) Société ouvrière qui s'est constituée dans toute l'Europe pour détruire la religion, le capital et l'organisation actuelle du travail, de l'industrie, de la propriété et de la famille.

blic, qui supprima le conseil général, installa une commission départementale et donna pour chefs au département les citoyens Delpech et Naquet. Le préfet fut chassé et la préfecture pillée. On supprima la police et on tua le chef des sergents de ville ; le général d'Aurelle de Paladines, commandant la division militaire, fut remplacé par un intendant militaire, M. Brissy (1). Le conseil départemental, devenu tout-puissant, se créa une garde appelée la garde civique, composée de gens de l'Internationale; elle commit toutes sortes de violences : vols, visites domiciliaires, arrestations arbitraires, exactions, etc.

Le 7 septembre, arriva enfin à Marseille, avec le titre d'administrateur supérieur du département des Bouches-du-Rhône, M. Alphonse Esquiros, qui était du parti ultra-radical et affilié à l'Internationale. Il nomma préfet M. Delpech, partagea les emplois entre les frères et amis, et créa de nouvelles places pour ceux qui n'avaient pas pu en trouver dans la première distribution. Les nouveaux fonctionnaires vivaient plantureusement et passaient leur temps à fumer à la préfecture.

La garde nationale avait été organisée et armée. A part quelques bataillons sérieux et hon-

(1) Depuis condamné à mort.

nêtes, les autres étaient aux ordres de l'Internationale. Le 26 septembre, M. Alphonse Esquiros passa la milice citoyenne en revue et lui dit très-sérieusement : « Si l'ennemi, du haut de cette colline, pouvait assister au spectacle splendide que nous avons sous les yeux, il pâlirait de terreur et, abandonnant ses projets insensés, il évacuerait le sol de la France! » Ce même jour, le comité de la Ligue du Midi publiait un manifeste qui révélait son existence. Fondé par l'Internationale, il avait pour but de créer une république particulière, composée de quinze départements du bassin du Rhône et de l'Algérie, et n'hésitait pas, en pleine guerre étrangère, devant l'ennemi victorieux, à jeter dans les masses populaires l'idée criminelle de se séparer du pouvoir central et de porter atteinte à l'unité nationale. Mais l'Internationale n'a pas de patrie, et ce qui la préoccupe, c'est de fonder sa domination, même aux dépens de la France.

Le comité de la Ligue, le conseil départemental et le club de l'Alhambra formaient trois centres qui dominaient Marseille. Ils violèrent toutes les libertés : la liberté des cultes, en fermant les églises; la liberté individuelle, en arrêtant arbitrairement un grand nombre de personnes, des prêtres surtout; la liberté de la dé-

fense; la liberté d'association, en fermant les cercles et toutes les réunions autres que les leurs; la liberté de la presse, en supprimant les journaux qui leur étaient opposés. Les Jésuites furent chassés, et quand on changea les noms des rues, comme c'est l'usage à chaque révolution, parmi les noms qu'on fit disparaître, parce qu'il aurait été « scandaleux de les conserver, » on trouve celui de Belzunce, l'illustre évêque de Marseille, si connu par son dévouement pendant la peste de 1720.

M. Gambetta, ministre de l'Intérieur, était décidé à réprimer ces excès; il cassa, par un décret du 16 octobre, plusieurs arrêtés de M. Esquiros, qui donna sa démission; mais l'Internationale l'obligea à conserver le pouvoir. La lutte éclata alors entre la Délégation et le ministre de l'Intérieur, d'un côté, et l'Internationale et M. Esquiros, de l'autre; à son tour, le conseil départemental cassa les décrets de M. Gambetta.

La nouvelle de la capitulation de Metz vint fournir un prétexte aux factieux pour résister à la Délégation et établir la Commune, qui fut proclamée le 1er novembre. Tous les conseils existants furent supprimés; le conseil municipal, qui ne voulut pas se dissoudre, fut brisé par la force. M. Esquiros devint le chef de la Commune, et le

prétendu général Cluseret, commandant de la garde nationale.

Le lendemain arrivait à Marseille M. Gent, républicain de vieille date et ancien déporté politique, nommé préfet des Bouches-du-Rhône par M. Gambetta. Il se rendit à la préfecture, où les communeux s'étaient réunis autour de leur chef, le citoyen Esquiros. Sommé de reconnaître la Commune, M. Gent refusa, et fut aussitôt blessé d'un coup de pistolet. A cette nouvelle, une vive émotion éclata dans la ville, et la garde civique tira sur des foules inoffensives dans lesquelles elle tua vingt et une personnes. M. Esquiros essaya de justifier ces assassinats.

Mais la garde nationale honnête résolut de punir ce guet-apens et d'en finir avec la tourbe qui opprimait Marseille. Le 3, elle se réunit, alla délivrer son colonel, qui était prisonnier, obtint des cartouches et des canons de l'autorité militaire, et occupa résolûment l'Hôtel de ville et divers postes importants. Le 4 novembre, la garde civique, intimidée par l'énergie des honnêtes gens, évacua la préfecture, dont elle était maîtresse depuis deux mois, et se dispersa. Cluseret cessa d'être le chef de la garde nationale, Esquiros quitta Marseille, la Commune fut dissoute, l'ancien conseil municipal rétabli, et le préfet,

M. Gent, fut installé dans ses fonctions. Les honnêtes gens avaient, par leur énergie, rétabli l'ordre, brisé la domination de l'Internationale et donné un bel exemple que Paris eût dû suivre six mois plus tard.

En même temps que se formait à Marseille la Ligue du Midi, on établissait à Toulouse la Ligue du Sud-Ouest, composée de onze départements situés entre la Méditerranée et l'Océan. La capitale de la Ligue était Toulouse qui, avec Carcassonne, Narbonne et Perpignan, furent les principaux foyers révolutionnaires de cette région. Les meneurs étaient MM. Duportal, préfet de Toulouse, Marcou, maire de Carcassonne, et Dijon, chef de la Commune à Narbonne; leur but était de faire revivre le jacobinisme et de le compléter avec quelques-unes des doctrines de l'Internationale et du socialisme. Le préfet de Toulouse, M. Duportal, commit bon nombre d'actes violents et arbitraires, et fut destitué; une émeute en sa faveur ne put le sauver, et il fut obligé de se retirer.

Pendant ce temps, le Midi révolutionnaire ne prenait aucune part à la guerre; il se contentait de faire des proclamations et des déclarations enthousiastes. Les hommes de 25 à 35 ans, et plus tard ceux de 20 à 40, appelés à l'armée, restè-

rent chez eux; les maires cachaient les réfractaires, et les préfets-dictateurs ne faisaient nulle part exécuter la loi. Le Midi offrait le même tableau que Paris; les Rouges ne voulaient pas se battre, les honnêtes gens seuls, à quelque classe qu'ils appartinssent, faisaient leur devoir.

A Lyon, la République et la Commune furent proclamées le 4 septembre, et le drapeau rouge arboré; la garde nationale établie permit aux faubourgs de la Croix-Rousse et de la Guillotière, peuplés d'affiliés de l'Internationale, de s'armer, de s'organiser en bataillons et d'occuper les forts. Le nouveau préfet, M. Challemel-Lacour, fut très-tolérant envers les communeux, qui cependant firent une émeute contre lui le 28 septembre.

Les Lyonnais avaient déployé beaucoup de patriotisme; on avait d'abord levé 10,000 mobiles, qui firent partie de la division Cremer ou de la garnison de Béfort; on mit ensuite sur pied cinq légions, de 3,500 hommes chacune. La bataille de Nuits, où les mobiles de Lyon se battirent avec vigueur, mais éprouvèrent des pertes énormes, fut une occasion de désordre à Lyon. Sous prétexte de « venger leurs enfants », les Rouges de la Croix-Rousse voulurent descendre à Lyon et « aller changer de chemises chez les riches »; le commandant d'un bataillon de la

Croix-Rousse, s'étant opposé à ces projets de pillage, fut assassiné ; mais ces bandes de voleurs et d'assassins s'étant ruées sur Lyon, elles y furent dispersées par la garde nationale des quartiers riches, qui avait pris les armes. Pour faire cesser l'anarchie et la guerre civile à Lyon, M. Gambetta nomma préfet M. Valentin, homme énergique, qui donna une meilleure organisation à la garde nationale, ferma les clubs et interdit les manifestations; mais il ne put faire disparaître le drapeau rouge de l'Hôtel-de-ville.

L'ordre était rétabli, au moins en apparence, dans le Midi, grâce aux efforts de la Délégation, et cette tranquillité dura jusqu'au 18 mars, époque à laquelle les communeux se révoltèrent de nouveau et essayèrent de venir en aide à leurs frères de Paris.

Toute la France heureusement n'était pas tombée dans cette décomposition où l'Internationale et le communisne avaient jeté le Midi rouge. La plus grande partie du pays était encore prête à faire son devoir; c'est elle qui fournit à la Délégation les hommes et les ressources dont elle avait besoin pour continuer la guerre.

Lorsque la Délégation arriva à Tours, composée de MM. Crémieux et Glais-Bizoin, et de l'amiral

Fourichon, il semble que le beau ciel de la Touraine, que les admirables paysages de la vallée de la Loire et que le calme si complet de Tours aient fait croire à ces Messieurs que le gouvernement de Paris les envoyait en province pour y prendre leurs vacances; Tours fut pour eux une véritable Capoue. M. Crémieux destituait les procureurs-généraux et les substituts, et leur nommait des successeurs, sans se préoccuper d'autre chose. Tout le monde se demandait à quoi servait la Délégation et pourquoi elle ne faisait absolument rien, lorsque M. Gambetta arriva de Paris au bout d'un mois à peu près perdu. Cette manière courageuse de quitter Paris en ballon, ce voyage aérien et ses péripéties émurent la population de Tours, qui vint en foule à la préfecture pour voir le nouveau membre du gouvernement. Il reçut brusquement les curieux et leur déclara qu'il n'avait pas de temps à perdre, et qu'il avait autre souci que de leur parler. On fut satisfait de cette réponse qui exprimait la volonté de travailler et de n'être pas dérangé ; on en conclut que M. Gambetta allait enfin agir et qu'il ne ressemblait pas à ses collègues. L'impression générale fut excellente, et je me plais à le constater, tout en ne pouvant m'empêcher de songer à la fable des grenouilles qui demandent

un roi; mais alors on voulait faire la guerre et aller au secours de Paris.

La Délégation n'avait rien fait ou presque rien fait pour la guerre jusqu'à l'arrivée de M. Gambetta à Tours. Il donna au contraire une grande activité au ministère de la guerre et eut pendant quelque temps, à cause de cela, une véritable popularité, qu'il conserva tant que son action fut plus militaire que politique. On lui tenait compte aussi de ses efforts pour réprimer l'insurrection communiste du Midi. Mais peu à peu les fautes politiques, les fausses nouvelles, les mauvais choix, dépopularisèrent M. Gambetta, et dès la fin de décembre, la Délégation, qui se personnifiait en lui, était l'objet d'un mécontentement général et d'une réaction énergique. La lutte s'engagea surtout à propos des élections et de la paix. Le pays voulait élire une assemblée; les hommes de Septembre, dans un intérêt de parti, s'y opposaient; le pays ne voulait pas de cette guerre à outrance, jusqu'à extinction, que prêchait M. Gambetta; il était las de l'anarchie et effrayé des menaces de la démagogie. Pour faire la paix, rétablir l'ordre et sauver la France d'une ruine imminente, il fallait élire une assemblée. Comme la Délégation était opposée aux élections, on mit en avant l'idée de faire nommer l'assem-

blée par les conseils généraux ; M. Gambetta les cassa, ainsi que les conseils d'arrondissement, et les remplaça par des commissions départementales nommées par lui et composées de ses partisans. Les conseils municipaux ayant été dissous antérieurement, la France se trouvait, à ce moment, gouvernée et administrée, à tous les degrés, par les agents d'un gouvernement de fait, issu d'un coup de main, dont le but était d'imposer la république à la nation.

Au milieu des protestations qui s'élevèrent de toutes parts contre le dictateur, on remarque celle de M. Lanfrey :

« Il est inouï, dit-il, il est sans exemple dans notre siècle qu'un peuple placé dans les circonstances critiques où nous nous trouvons n'ait pas été appelé au contrôle et au partage du pouvoir en la personne de ses représentants. » Puis, rappelant les fautes de tout genre commises par la Délégation et les odieux mensonges dont elle inondait le pays pour lui faire croire à de fausses victoires, il terminait ainsi : « Il est temps d'en finir avec les déclamations, de mettre un terme à ce régime d'arbitraire, d'impéritie, de dissimulation et d'impuissance. Il est temps que la nation, qui a su faire de si grandes choses, soit représentée par les hommes qu'elle aura jugés

les plus capables de la conduire. Nous le demandions, il y a trois mois, au nom de la consolidation de la République, nous le demandons aujourd'hui au nom du salut de la France. Au reste, quel que soit l'accueil réservé à des vœux si légitimes, il n'est pas difficile de prévoir le jour où ils s'imposeront comme une nécessité. La France a subi bien des dictatures, mais il en est une qu'elle n'a jamais supporté longtemps, c'est la dictature de l'incapacité. »

On a beaucoup vanté et trop rabaissé aussi les efforts de la Délégation pour le réveil du patriotisme affaissé, pour la levée des armées, pour la fabrication du matériel et pour le rétablissement de la discipline. Il convient d'examiner avec soin et justice cette question importante.

Les premières troupes mises sur pied par la Délégation, en octobre, étaient celles dont le ministère Palikao avait ordonné la levée ; ce sont les hommes de 25 à 35 ans rappelés sous les drapeaux, ce sont les régiments ramenés de Rome et d'Afrique. Les premières armes qui viennent de l'étranger arrivent en vertu des marchés signés par ce ministère ; l'argent qu'on se procure vient de l'emprunt Morgan, contracté par la Délégation, mais principalement de la Banque, qui donne des billets à la Délégation en vertu d'une loi votée

par le Corps législatif (1). Le matériel d'artillerie fabriqué en France est l'œuvre du général Thoumas et du colonel de Reffye; la direction pratique donnée aux affaires appartient à ces employés d'élite envoyés à Tours par tous les bureaux des ministères de Paris; les créateurs des armées qui ont fait campagne sont les généraux Martin des Pallières, d'Aurelle, Chanzy, Boyer, Farre, Lecointe, Faidherbe, etc.; c'est autour d'eux et du drapeau de la France qu'ils tiennent dans leurs vaillantes mains, qu'on se rallie bien plus encore qu'autour de la Délégation. La discipline fut rétablie par le bras de fer du général d'Aurelle et maintenue par Chanzy et ses lieutenants; elle avait été détruite, il ne faut pas l'oublier, par le parti républicain dans le but de renverser l'Empire. Les anciens députés de l'opposition, qui avaient alors le pouvoir, cherchaient à rétablir la discipline; mais ils avaient autrefois encouragé et payé la dé-

(1) Le gaspillage des finances a été prodigieux durant toute la guerre, à Paris et en province, sous l'Empire et pendant la République. On ne saurait protester trop hautement contre les marchés véreux, les spéculations honteuses et les dilapidations scandaleuses qui ont été signalées par les commissions d'enquête de l'Assemblée nationale. Il faut espérer que les coupables seront punis sévèrement, car leur impunité serait une nouvelle tristesse à ajouter à toutes les autres.

sertion, patroné la désobéissance et la rébellion. Devenus les maîtres, ils faisaient fusiller quelques malheureux soldats, dont le principal tort était d'avoir pris au sérieux les discours et les écrits des députés et des journalistes de l'opposition.

Le pays avait applaudi à la déclaration de guerre, à la condition que l'armée combattrait seule ; il avait pris l'habitude, sous l'Empire, de se regarder comme dispensé de toute obligation militaire. Quand il fallut, après Gravelotte et Sedan, se lever et se battre soi-même, et non plus à l'aide d'un remplaçant, l'enthousiasme diminua beaucoup. De trop nombreuses défaillances indiquent l'affaiblissement du patriotisme dans la bourgeoisie, dans les populations rurales et surtout dans les classes ouvrières. Les uns fuient à l'étranger ; les autres trouvent un prétexte pour ne pas répondre à l'appel de la patrie et de la loi ; d'aucuns s'enrôlent dans les francs-tireurs pour échapper à l'armée et aux balles des Prussiens. La noblesse seule fit preuve de patriotisme et de courage, soit dans les bataillons de zouaves pontificaux, soit à la tête des mobiles.

Cet affaiblissement du patriotisme est le résultat de nos révolutions et de nos perpétuels changements de gouvernement, et de l'absence d'une dynastie ou d'un principe autour duquel on se

rallie, parce qu'il symbolise la patrie; il eût fallu au moins une assemblée toute puissante, pour faire appel à la nation, pour réveiller ses sentiments patriotiques et faire respecter la loi. La Délégation et les hommes de Septembre ne pouvaient remplir une pareille mission; leur origine et leur caractère d'hommes de parti portaient une trop grande atteinte à leur autorité morale.

Cependant, au milieu du désarroi général, M. Gambetta sut, par son activité et son éloquence, inspirer aux masses et aux troupes découragées le sentiment de la résistance à l'ennemi et du dévouement à la France. Il commença les levées et les armements; sous son impulsion, la Délégation envoya au feu douze corps d'armée, 32,000 cavaliers et un millier de pièces de canon; elle créa le corps du génie civil des armées, une intendance habile, un nouveau service des transports militaires, le service médical, la télégraphie militaire, une capsulerie à Bayonne. Elle accepta tous les combattants qui se présentèrent, Charette, Cathelineau et Bourbaki, les zouaves pontificaux, les Vendéens, les officiers des armées impériales échappés de Metz et de Sedan. Il y aurait une suprême injustice à ne pas reconnaître dans la dictature de M. Gambetta cette partie très-honorable et vraiment française,

de même qu'il faut hautement condamner les fautes nombreuses de son administration; on devra toujours lui reprocher d'être intervenu dans la direction des opérations militaires, d'avoir destitué sans raison des généraux et surtout de s'être obstiné à vouloir continuer la guerre, dans un intérêt exclusivement personnel, quand le salut de la France exigeait impérieusement la fin des hostilités.

A la fin de janvier, la mesure était comble; les fautes politiques et militaires de la Délégation avaient soulevé l'opinion, et les élections allaient montrer aux dictateurs de Bordeaux (1) ce que la France pensait d'eux.

L'armistice signé à Versailles le 28 janvier, entre M. Jules Favre et le comte de Bismark, devait durer vingt et un jours et stipulait que l'on procéderait sans délai à la libre élection d'une assemblée nationale (2), qui se réunirait à Bordeaux pour décider si la guerre devait être continuée ou à quelles conditions la paix devait être faite. Le

(1) La Délégation avait été transférée à Bordeaux le 9 décembre.

(2) Par une ruse peu digne, le gouvernement de la Défense nationale donna à la nouvelle Assemblée le titre de nationale; il évita de dire si elle serait constituante ou non, se réservant de la reconnaître pour constituante, si elle était républicaine, ce dont il doutait avec raison, ou de lui

décret de convocation des électeurs parut le 31 janvier; il reprenait la loi électorale de 1849, qui ordonnait le vote au canton, le scrutin de liste, le chiffre de la population du département comme base du nombre des députés à élire par chaque électeur; le nombre des députés à nommer était de 759. Le gouvernement de la Défense nationale comptait sur les dispositions de cette loi pour donner la majorité aux républicains; par le vote au canton, on cherchait à diminuer le nombre des électeurs « ruraux »; par le scrutin de liste, on espérait faire passer les listes des comités du parti; par le nombre variable de députés à élire accordé à chaque électeur d'après le chiffre de la population du département où il votait, on donnait aux électeurs des grands centres révolutionnaires une prépondérance injustifiable et contraire à l'égalité devant la loi, mais favorable aux intérêts du parti; un « rural de province » votait pour deux députés, tandis qu'un ouvrier de Paris en nommait quarante-trois.

contester sa qualité de constituante, si elle était monarchique, et d'affirmer alors qu'elle n'avait été élue que pour traiter de la paix. On se demande sur quoi s'appuyaient le général Trochu et les avocats du gouvernement de la Défense nationale pour oser contester à la France le droit de décider de son sort.

A ce moment, la Délégation de Bordeaux se sépara du gouvernement de Paris et entra en lutte avec lui. Déjà, le 20 janvier, M. Crémieux avait rendu un décret par lequel il destituait de nombreux magistrats qui avaient fait partie des commissions politiques après le coup d'État du Deux-Décembre. La Délégation allait de violence en violence et ne devait pas s'arrêter dans cette voie. Le 31 janvier, M. Gambetta déclara inéligibles tous les anciens ministres, sénateurs, conseillers d'État, préfets et candidats officiels de l'Empire.

Aussitôt cette inutile violence commise, M. de Bismark écrivit (3 février) une lettre à M. Jules Favre, dans laquelle il lui demandait s'il croyait que l'exclusion de catégories entières de candidats était compatible avec la liberté des élections garanties par l'article 2 de la convention du 28 janvier; il espérait, ajoutait-il, que ce décret serait immédiatement révoqué. En même temps, M. de Bismark adressait à M. Gambetta un télégramme ainsi conçu : « Au nom de la liberté des élections stipulée par la convention d'armistice, je proteste contre les dispositions émises en votre nom pour priver du droit d'être élues à l'Assemblée des catégories nombreuses de citoyens français. Des élections faites sous un régime d'oppression arbitraire ne pourront pas conférer les droits

que la convention d'armistice reconnaît aux députés librement élus. » M. de Bismark défendant en France la liberté des électeurs contre les dictateurs de Bordeaux, tel était le nouvel affront que se faisaient infliger les hommes de Septembre. Heureusement la presse de province protestait hautement, et prouvait que les ministres prussiens n'étaient pas les seuls qui fussent indignés de cet acte de violence. Le 4 février, le gouvernement de Paris annula le décret de M. Gambetta comme attentatoire à la liberté des élections, et décida qu'il n'y aurait d'autres inéligibles que les préfets et les sous-préfets de la République, disposition qui fut éludée autant que faire se put par ces messieurs.

M. Gambetta refusa de se soumettre. Il ne voulait ni élections, ni assemblée, ni armistice; il affirmait la nécessité de continuer la guerre à outrance, sans indiquer toutefois les moyens de la faire, se contentant de déclarer que si les Prussiens restaient encore trois mois en France, ils étaient perdus, et que, par tous les sacrifices possibles, il fallait les y maintenir pour les perdre plus sûrement.

La politique de M. Gambetta et sa prédilection pour la guerre à outrance, que mieux que personne il savait impossible et contraire aux

intérêts de la France, lui étaient, comme nous l'avons dit plus haut, inspirées par son intérêt personnel. Les Rouges avaient rayé de leurs listes le nom de M. Gambetta et ceux de tous les membres du gouvernement de la Défense nationale; en demandant la guerre à outrance et en se séparant de ses collègues, il espérait rentrer en grâce auprès des meneurs du parti.

M. Jules Simon, envoyé de Paris, ne put le décider à se soumettre. Après trois jours de lutte, M. Jules Simon faisait insérer (4 février), dans un journal de Bordeaux, une lettre qui maintenait le décret du gouvernement de Paris. Dans la soirée, tous les journaux qui avaient publié « le prétendu décret de Jules Simon » étaient saisis en vertu d'un ordre signé du préfet de la Gironde, M. Allain-Targé, et du directeur de la sûreté générale, M. Ranc. Il fallut envoyer au secours de M. Jules Simon, MM. Garnier-Pagès, Pelletan et Emmanuel Arago, pour forcer M. Gambetta à céder. Le 6 février, il donna enfin sa démission de ministre de la guerre et de l'intérieur, et se retira en Espagne.

La presse de province résistait énergiquement à la démagogie et à la dictature; elle avait constamment rendu de grands services par sa courageuse attitude, et, à ce moment, elle publia un

manifeste qui invitait les électeurs à condamner par leurs votes les doctrines sauvages qui tuent la société sous prétexte de la sauver, et les ambitieux qui ne s'occupent que d'eux-mêmes sur les ruines de leur pays. Les élections, faites le 8 février, furent en général une éclatante protestation contre la République, qu'on avait voulu imposer à la France, et contre la guerre à outrance. Paris et quelques autres centres révolutionnaires nommèrent, comme toujours, des députés représentant les opinions les plus violentes.

Les élections de Paris furent détestables et présageaient la révolution du 18 mars. Toute la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, dirigées par l'Internationale et par les comités révolutionnaires, votèrent pour les candidats qui leur furent désignés, et dont un assez grand nombre plus tard firent partie de la Commune. Quant aux électeurs du parti de l'ordre, 60,000 avaient quitté Paris après la levée du siége; les autres ne s'entendirent pas et perdirent leurs voix en votant pour une foule de candidats qui n'avaient aucune chance d'être élus. Les élections de Paris firent un effet déplorable et constatèrent que la capitale, après avoir perdu tout bon sens politique, n'était plus qu'un foyer de révolutions dont la France est lasse. A ce moment, en effet, tout annonçait une

prochaine insurrection : l'aberration des idées de toutes les classes de la population parisienne, la démagogie disposant de la seule force armée qui se trouvât dans Paris, l'armée désorganisée, sans discipline, livrée à l'oisiveté et à l'ivrognerie, rôdant débraillée dans les rues et pratiquée par les meneurs révolutionnaires, qui attendaient, pour agir, que la paix fût signée.

L'Assemblée nationale tint sa première séance le 12 février, et le lendemain, le gouvernement de la Défense nationale lui remit ses pouvoirs. « Jamais une assemblée n'avait plus exactement représenté le pays. Il n'y avait eu, en général, ni action ni pression possibles venant du dehors, en sorte que c'étaient les hommes les plus influents, les plus connus de chaque département, ses véritables hommes de confiance, qui avaient été désignés pour faire la paix, si c'était possible, et en tout cas, pour renverser la dictature révolutionnaire, laquelle n'avait plus l'ombre d'une raison d'être, puisque son prétexte, la défense nationale, avait cessé d'exister (1). » L'extrême gauche comptait environ cent voix; le reste de l'Assemblée se composait de conservateurs, légitimistes,

(1) *Journal des Débats* du 3 décembre 1871.

orléanistes; les bonapartistes n'étaient pas plus de six.

Suivant leurs vieilles habitudes, les députés de la démagogie commencèrent à insulter l'Assemblée, soit par leurs paroles, soit par leur tenue. Garibaldi, député de Paris, affectait de rester couvert de son grand feutre gris; M. de Rochefort avait une éclatante chemise rouge. Le 13, Garibaldi déclara qu'il donnait sa démission; puis, la séance étant levée, il voulut prendre la parole, ce qui amena un assez grand désordre. Félix Pyat écrivait à ses électeurs qu'il se croyait en Prusse. Les députés étaient insultés au dehors de l'Assemblée; il fallut, pour protéger les abords de la Chambre contre les voyous de Bordeaux et ceux qu'on avait appelés de Marseille et de Lyon, et pour disperser les rassemblements tumultueux, faire venir quelques régiments de cavalerie et des bataillons de marins, dont la présence rétablit l'ordre et assura aux députés le respect qui leur était dû.

Le 17, l'Assemblée, présidée par M. Grévy, établit un gouvernement provisoire chargé de négocier avec la Prusse. M. Thiers, qui avait été élu par 28 départements, fut nommé chef du pouvoir exécutif de la République, et, le 19, il nomma les ministres « choisis, dit-il, dans tous les partis,

comme le pays a envoyé à la Chambre des représentants d'opinions opposées, mais unis par le patriotisme, les lumières et les bonnes intentions.» Les ministres furent : M. J. Favre, aux affaires étrangères; M. E. Picard, à l'intérieur; M. J. Simon, à l'instruction publique et aux cultes; M. Dufaure, à la justice; M. de Larcy, aux travaux publics; M. Lambrecht, au commerce et à l'agriculture ; le général Le Flô, à la guerre ; l'amiral Pothuau, à la marine ; M. Pouyer-Quertier, aux finances.

M. Thiers se rendit à Versailles, accompagné d'une commission de quinze membres, pour négocier la paix, dont il devait disputer courageusement les conditions avec M. de Bismark.

Quelque dures que dussent être ces conditions, il fallait bien finir cette lutte sans espoir et mettre un terme à cette barbare invasion, à cette guerre savante et sauvage, à ce pillage, à ce vol à main armée, à toutes ces violences ignobles et odieuses, que l'ennemi accomplissait librement, puisqu'on était hors d'état de le vaincre.

Le 26 février, les préliminaires de la paix furent signés à Versailles. Les principales conditions étaient : 1° la cession de l'Alsace, moins Béfort, et de la Lorraine allemande, c'est-à-dire les arrondissements de Metz, Thionville et Sarregue-

mines, dans le département de la Moselle, de Château-Salins et de Sarrebourg, dans le département de la Meurthe, et des cantons de Schirmeck et de Saales dans le département des Vosges, soit un territoire de 14,475 kilomètres carrés, peuplé de 1,600,000 habitants et renfermant deux grandes places fortes, Metz et Strasbourg, nos plus belles forêts, d'importantes mines de fer et de sel, de grandes villes industrielles : Mulhouse, Sainte-Marie-aux-Mines, Thann, Sarreguemines, Niederbronn, Wesserling, Guebwiller et de nombreuses usines : Mutzig, Klingenthal, Saint-Quirin, Vallerysthal, etc. Notre frontière du Nord-Est, qui s'étendait jusqu'au Rhin, reculait jusqu'aux Vosges. Désormais, privée de Metz et de Strasbourg, elle était entièrement ouverte et n'avait plus d'autres défenses que Verdun, sur la Meuse, Toul, sur la Moselle, et Béfort, dont nous devions la conservation au colonel Denfert et à M. Thiers. La nouvelle limite de la France suivait à peu près la limite des langues allemande et française. L'Allemagne revendiquait l'Alsace et la Lorraine allemande comme pays de langue et de nationalité germaniques. Tel était le résultat de l'inepte politique des nationalités adoptée par le second Empire et substituée à la politique traditionnelle de Henri II et des Guise, de Henri IV,

de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV, qu'il appelait dédaigneusement une politique arriérée; — 2° La France devait payer une indemnité de guerre de cinq milliards de francs à l'empire d'Allemagne ; —3° les territoires français occupés par les troupes allemandes au moment des préliminaires devaient être évacués ainsi qu'il suit : l'intérieur de Paris et les forts de la rive gauche, les départements (1) ou parties de départements (2) situés à la gauche de la Seine, aussitôt après la ratification des préliminaires par l'Assemblée ; le reste de la France, au fur et à mesure du payement de l'indemnité de guerre, c'est-à-dire : les départements de la Somme, de l'Oise, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, de la Seine et des forts de Paris sur la rive droite, après le versement du premier demi-milliard ; la Haute-Saône, le Jura, le Doubs, la Côte-d'Or, l'Aube et l'Aisne, après un autre versement non indiqué clairement dans les préliminaires. Les six départements de la Marne, des Ardennes, de la Haute-Marne, de la Meuse, des Vosges et de la Meurthe, et l'arrondissement de

(1) Calvados, Orne, Sarthe, Eure-et-Loir, Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Yonne.

(2) Seine-Inférieure, Eure, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Aube, Côte-d'Or.

Béfort devaient rester occupés par 50,000 hommes jusqu'à l'entier payement de l'indemnité ; — 4° l'armée française devait se retirer au Sud de la Loire et ne pourrait la dépasser qu'après la signature du traité de paix définitif. On exceptait de cette disposition la garnison de Paris, dont le nombre ne devait pas dépasser 40,000 hommes, et les garnisons indispensables à la sûreté des places fortes ; — 5° les prisonniers de guerre devaient être immédiatement rendus.

La paix était dure, aussi dure que possible. « La France, disait M. de Bismark, ne nous pardonnera jamais ses désastres. Le désir d'en tirer vengeance sera l'âme de sa politique et la poussera à une guerre furieuse contre nous. Le plus simple bon sens nous fait un devoir de nous y préparer ; la meilleure manière de nous en assurer les chances, c'est de prendre des positions militaires inexpugnables et d'affaiblir notre ennemi en diminuant son territoire. »

En même temps, on signa une convention portant prolongation de l'armistice jusqu'au 12 mars. L'article 4 de la convention du 28 janvier disait que, pendant la durée de l'armistice, l'armée allemande n'entrerait pas dans Paris. La nouvelle convention de Versailles du 26 février modifiait ledit article 4 et stipulait qu'une partie de Paris,

le quartier des Champs-Élysées, serait occupé par 30,000 soldats allemands. M. de Bismark avait mis cette condition à la restitution de Béfort et à la prolongation de l'armistice (1).

Le 28 février, M. Thiers, revenu à Bordeaux, lisait à l'Assemblée le texte des préliminaires de paix, et, le lendemain, 1er mars, il mit fin à la discussion en disant nettement qu'il ne fallait pas se payer de mots, que la guerre était impossible. L'Assemblée accepta le traité par 546 voix contre 107, et, ce même jour, elle prononça justement la déchéance du gouvernement impérial, auteur responsable des désastres qui la forçaient à accepter cette paix cruelle.

Les Prussiens étaient entrés dans Paris le 1er mars, mais leur occupation ne fut pas de longue durée. Ils étaient tenus, par le traité de Versailles, d'évacuer l'intérieur de Paris aussitôt après la ratification de ce traité par l'Assemblée. La nouvelle officielle de la ratification étant arrivée à Paris le 2 mars, l'évacuation de la ville et des forts de la rive gauche eut lieu le lendemain. L'oc-

(1) Deux conventions furent encore signées à Rouen, le 7 mars 1871, par M. Pouyer-Quertier et le général de Fabrice ; elles avaient pour objet la remise à l'autorité française de l'administration des départements occupés par les troupes allemandes et le règlement de la question des impôts perçus par l'autorité allemande.

cupation d'une partie de Paris et une visite au Louvre étaient une puérile satisfaction donnée aux soldats allemands, et il eût été plus digne pour une armée victorieuse de faire une entrée solennelle, musique et généraux en tête, au risque de recevoir quelques coups de fusil. Que si, au contraire, on redoutait ces coups de fusil comme pouvant remettre la paix en question, il fallait alors renoncer à transformer l'entrée à Paris en une occupation interlope d'un coin de la ville pendant quarante-huit heures.

On avait eu de très-sérieuses craintes sur la possibilité d'un combat entre les Parisiens et les Prussiens pendant l'occupation. Ces craintes étaient vaines. Les comités jacobins et ceux de l'Internationale se préparaient bien à se battre en effet, mais pas contre les Prussiens. La négligence du gouvernement laissa les factieux s'emparer d'une formidable artillerie (1), sous prétexte de l'empêcher de tomber aux mains des Prussiens. En même temps éclataient les premiers symptômes de la révolte ; on embauchait les sol-

(1) Les 3,000 pièces de rempart, qui défendaient l'enceinte de Paris, et 450 pièces de campagne attribuées à la garde nationale par la capitulation de Paris, restaient à la France ; les canons des forts et ceux de l'armée avaient seuls été livrés aux Prussiens. Les révolutionnaires s'emparèrent des 450 pièces de campagne.

dats, on pillait tous les dépôts de munitions, on noyait un sergent de ville avec un raffinement de sauvagerie dont les détails sont hideux, on arborait le drapeau rouge sur la colonne de Juillet, et des rassemblements tumultueux se formaient tous les jours à la place de la Bastille.

Pour maintenir l'ordre, le gouvernement ne disposait que de 12,000 soldats indisciplinés, dont un grand nombre étaient prêts à livrer leurs armes. Quant à la garde nationale, la plus grande partie composait l'armée de la révolution, et nous avons déjà dit que, grâce à M. Jules Favre, elle avait conservé ses armes.

Les préliminaires de Versailles ne constituaient pas la paix définitive ; ils posaient simplement les bases sur lesquelles on devait rédiger le traité, ou comme disent les diplomates, l'instrument de la paix. Bruxelles fut choisi pour être le siége des négociations auxquelles allaient prendre part, pour la France, le baron Baude, ministre de France en Belgique, et M. de Goulard, membre de l'Assemblée nationale, assistés de M. de Clercq et du général Doutrelaine, et pour la Prusse, le baron de Balan, ministre de Prusse en Belgique, et le comte d'Arnim, assistés des délégués de la Bavière, du Wurtemberg et de Bade. Les conférences de Bruxelles ne s'ouvrirent qu'à la fin de

mars, au moment où l'insurrection criminelle de Paris mettait l'existence même de la France en question.

La France est depuis plus d'un demi-siècle divisée en partis hostiles : les légitimistes, qui ont gouverné de 1814 à 1830 ; les orléanistes, qui ont eu le pouvoir de 1830 à 1848 ; les bonapartistes, qui ont été les maîtres de 1852 à 1870 ; les républicains, qui se sont imposés à la France en 1848 et en 1870 ; les communistes, qui ont essayé d'établir leur brutale domination en juin 1848 et en mars 1871. Nul accord n'est possible entre ces partis devenus irréconciliables ; aucun n'est assez nombreux pour l'emporter, chacun est assez fort cependant pour rendre tout gouvernement impossible. L'Assemblée, élue le 8 février, n'était que trop la représentation fidèle du pays ; les légitimistes, les orléanistes et les républicains y étaient les plus nombreux et décidés à ne rien céder de leurs prétentions. Comme au temps des Armagnacs et des Bourguignons et de la domination anglaise, les partis préféraient leur intérêt à celui de la France. Cependant, les légitimistes et les orléanistes formaient une énorme majorité, comme dans le pays, et si les deux branches de la maison de France avaient su s'entendre et se faire les concessions mutuelles qu'exige impé-

rieusement le salut du pays, la France pouvait se sauver de l'anarchie et des convoitises de l'Allemagne, en rétablissant la monarchie légitime, héréditaire et traditionnelle. Il est impossible de préciser actuellement par quelles causes, par quelles intrigues, par la faute de qui, la transaction ne se fit pas entre les deux branches de la maison de Bourbon ; ce qu'il y a de certain et de profondément regrettable, c'est qu'elle ne s'est faite, ni entre les princes, ni à l'Assemblée, et qu'à l'heure qu'il est (1) le pays se trouve réduit à choisir entre une certaine république, dite honnête, dont bien peu de gens se soucient parce qu'ils sont monarchistes, et l'anarchie sanglante et sauvage du parti communeux, resté menaçant malgré ses défaites, et fort, par les divisions des honnêtes gens.

Le 10 mars, M. Thiers fit à l'Assemblée un discours célèbre, dont les conclusions adoptées par la majorité portent le nom de pacte de Bordeaux. Ce pacte, proposé par M. Thiers, établissait une sorte de gouvernement provisoire, pendant lequel on conserverait la république de fait que l'Assemblée avait trouvée établie au moment de sa réu-

(1) J'écris ces lignes au moment où Paris doit opter pour M. Vautrain ou pour le citoyen Victor Hugo.

nion ; M. Thiers invitait l'Assemblée à renoncer provisoirement à son pouvoir constituant, pour ne pas se diviser, et à se contenter de réorganiser le pays si complétement détraqué, tâche qui devait réunir tout le monde dans un même effort. En même temps, le chef du pouvoir exécutif s'engageait à ne préparer, à l'insu de la Chambre, aucune solution pour la forme du gouvernement et à respecter scrupuleusement ce qui existait.

L'Assemblée voulait quitter Bordeaux et se rapprocher de Paris ; quelques-uns affirmaient qu'elle pouvait même s'établir à Paris, où nul danger ne la menaçait, disait-on. L'Assemblée décida heureusement qu'elle irait à Versailles, et bien lui en prit, car si elle eût eu confiance dans les assurances qu'on cherchait à lui donner, elle était détruite le 18 mars.

Le parti révolutionnaire et l'Internationale étaient arrivés au moment qu'ils attendaient depuis longtemps pour s'emparer du pouvoir. Ils s'étaient organisés militairement pendant le siége et disposaient d'une armée de 150,000 hommes, pourvus d'armes, de munitions et de canons, que M. J. Favre leur avait religieusement conservés. Depuis l'armistice, tous les bandits étrangers venus en France avec Garibaldi étaient entrés dans Paris, où ils venaient combattre pour la Républi-

que universelle, démocratique et sociale, et faire la guerre aux despotes (1). La paix était signée et la révolution n'avait rien à craindre du côté des Prussiens, qui occupaient encore les forts de la rive droite. La population de Paris, ahurie par le siége, affolée par sa défaite qu'elle attribuait à la trahison, était favorable presque tout entière à l'insurrection, et, en trouvant quelques prétextes à jeter en pâture à sa crédulité ordinaire, on pouvait facilement l'entraîner; la loi sur les loyers et sur les échéances, le dépit de ne pas avoir un conseil municipal et le refus de l'Assemblée de venir à Paris, furent les prétextes qu'on trouva. L'armée de Paris était prête à fraterniser avec l'insurrection. Le gouvernement était à Bordeaux, et l'autorité, chargée d'administrer la capitale, pleine d'aveuglement et de faiblesse, ne disposait que de forces complétement insuffisantes pour maintenir l'ordre. L'occasion était bonne, unique peut-être, pour se soulever; il fallait donc en profiter hardiment, quoique l'ennemi occupât encore seize départements et la moitié des forts de Paris. Les misérables qui dirigeaient le mouvement n'hésitèrent pas à se révolter et à commencer la guerre civile, sous les yeux et à la grande satisfaction des Prussiens.

(1) Voir l'Autographe, n° 20.

Dès le 4 mars, il avait fallu envoyer, avec la permission de M. de Bismark (1), 30,000 hommes au secours de la division qui occupait Paris ; au moment où l'insurrection allait éclater, le gouvernement disposait donc d'environ 40,000 hommes, mais les nouveaux venus avaient été aussitôt embauchés.

La guerre sociale qui se prépare est dirigée par les chefs du parti jacobin et par le comité central (2), composé d'ouvriers appartenant à l'Internationale. Ce sont eux qui ont organisé l'armée révolutionnaire, fait nommer les officiers et désigné les généraux ; ce sont eux qui ont donné l'ordre d'enlever les canons et de les mettre en batterie à Montmartre, à Belleville et aux Buttes-Chaumont ; ce sont eux qui ont fait arborer le drapeau rouge et qui ordonnent de crier vive la République universelle ; ce sont eux qui embauchent les soldats et les mobiles, en les faisant boire et en exploitant l'idée de trahison des généraux et des gouvernants ; ce sont eux enfin qui défendent à leurs hommes d'attaquer, leur recommandant au

(1) Cependant nous avions le droit d'avoir 40,000 hommes à Paris ; mais ils n'y étaient pas, il fallait les y amener.

(2) Formé dès le mois de septembre 1870 sous le nom de comité de vigilance et qui porta ensuite le nom de comité central de la fédération républicaine de la garde nationale

contraire de crier Vive la ligne, de fraterniser avec elle, mais de l'envelopper dans le flot populaire et de la désarmer.

Quant à la garde nationale dévouée à l'ordre, elle est sans énergie et sans lien ; elle est hostile à l'Assemblée, à laquelle elle reproche sa résolution de ne pas venir à Paris et les lois qu'elle a votées sur les loyers et les échéances ; elle croit être républicaine et craint les aspirations monarchiques de l'Assemblée; elle est fatiguée, dégoûtée, ne répondra pas au rappel et laissera faire encore une fois une révolution dirigée contre elle. Mais, la révolution accomplie, à l'aide de son indifférence ou de sa complicité, ses nouveaux maîtres lui diront que le règne de la bourgeoisie est fini, que le prolétariat commence et que le capital et l'exploitation du travailleur ont pris fin. Encore une fois, la bourgeoisie parisienne, tout occupée de ses intérêts matériels, sera victime de son incurable légèreté, de son ignorance et de son manque absolu de principes et de croyances.

Après quinze jours d'agitation, de manifestations et d'émeutes à la Bastille, il fallait en finir, mais le Comité se gardait bien d'attaquer. Le gouvernement voulut reprendre les canons de Montmartre, de Belleville et des Buttes-Chaumont ; l'armée, le 18 mars, s'empara des canons, mais il

fallait les emmener, ce qui demanda du temps, les attelages et les avant-trains n'étant pas venus avec la troupe. Les révolutionnaires, surpris d'abord, se ravisèrent et se décidèrent à agir. Suivant le mot d'ordre, la foule s'amoncela, enveloppa et cerna quelques régiments pratiqués depuis longtemps. Les soldats du 88e régiment de marche, du 120e de ligne et d'un bataillon de chasseurs rendirent leurs armes et passèrent en grande partie dans les rangs des insurgés. Il était arrivé ce qui arrivera toujours quand on voudra réduire une insurrection qui commence, en mettant en contact la troupe et les masses populaires désarmées; la première est toujours désorganisée et, noyée dans la foule, fraternise, met la crosse en l'air ou rend ses armes.

Il fallut se replier de Belleville et de Montmartre pour sauver le reste des troupes engagées; d'ailleurs la garde nationale honnête ne bougeait pas. Le Comité était vainqueur, couvrait les hauts quartiers de Paris de barricades et de canons, s'emparait de l'Hôtel de Ville et des mairies, et faisait fusiller les généraux Lecomte et Clément Thomas, faits prisonniers, le premier pour avoir donné l'ordre de tirer sur le peuple, le second pour le punir des ordres du jour qu'il avait lancés pendant le siége contre la lâcheté de certains bataillons.

M. Thiers prit la seule résolution qui pouvait sauver l'armée, l'Assemblée et la France ; il livra Paris à la révolution et conduisit l'armée à Versailles, pour la soustraire à la dissolution complète dont elle était menacée, si on continuait, dans l'état de démoralisation où elle se trouvait, à l'opposer aux bataillons du comité central. Il fit ce qu'avait fait le général Cavaignac en juin 1848 et ce que feront tous ceux qui voudront vaincre dans une guerre de rues ; il laissa l'insurrection démasquer ses plans, prendre l'offensive, et l'attaqua ensuite pour l'écraser, en opposant alors le soldat, non plus à des foules en apparence inoffensives, mais à des bandes armées contre lesquelles il n'hésite pas à combattre.

L'armée qui arriva à Versailles ne pouvait en effet être employée à réprimer une insurrection aussi formidable. On se souviendra de son pitoyable état moral et matériel, de son indiscipline absolue, de sa tenue débraillée, de son goût pour l'ivrognerie, de son manque de respect pour ses chefs et des propos étranges que tenaient les soldats. En quelques jours, elle changea complétement ; le milieu de Versailles n'était plus celui de Paris ; à Versailles, si un soldat se vantait publiquement d'avoir levé la crosse en l'air, il était hautement blâmé et conspué par les

habitants indignés de sa lâcheté ; la troupe trouvait chez tout le monde une profonde aversion pour les révolutionnaires de Paris. A ce contact sain d'idées justes et françaises, l'esprit du soldat se transforma et rejeta les ignobles doctrines dont on l'avait abreuvé à Paris. Les plus mauvais sujets furent envoyés aux compagnies de discipline en Algérie et hués sur leur passage quand ils traversèrent la ville ; le 88ᵉ et le 120ᵉ furent licenciés ; la discipline fut rétablie peu à peu. Puis on fit venir quatre régiments de fusiliers marins et d'infanterie de marine ; l'armée de la Loire envoya plusieurs régiments ; on disposait déjà de la garde républicaine, d'un régiment de gendarmes et de plusieurs bataillons de gardiens de la paix. De tous ces éléments on composa l'armée de Versailles, qui fut placée sous le commandement du maréchal Mac-Mahon (1). Dès le premier avril on était en mesure de tenir tête à la Commune, dont le général Vinoy repoussa les bataillons à Courbevoie.

Ces quinze jours perdus par le Comité central à organiser la Commune, à faire des élections, à

(1) Le maréchal avait sous ses ordres trois corps d'armée commandés par les généraux Ladmirault, de Cissey et du Barail, et l'armée de réserve commandée par le général Vinoy.

négocier avec Versailles et à essayer de mettre d'accord les prétentions des meneurs, ces quinze jours lui avaient été funestes. Le gouvernement avait eu le temps de former son armée, et désormais il était sûr d'écraser l'insurrection.

Le 2 avril, les fédérés ou communeux marchèrent sur Versailles et furent repoussés avec perte. Les gendarmes du colonel Grémelin se signalèrent par leur bravoure et donnèrent un bel exemple à l'armée. Après cette victoire, il fallut faire le siége de Paris et des forts de la rive gauche, qu'on avait évacués le 18 en même temps que Paris (1). Ce siége dura jusqu'au 21 mai et exigea une armée de cent mille hommes. Après une lutte acharnée, les forts étaient repris, la brèche était à peu près praticable au rempart, et l'assaut allait être prochainement donné, lorsqu'un courageux citoyen, M. Ducatel, avertit les troupes qu'elles pouvaient entrer dans Paris ; il se mit à leur tête, et, le 21, le maréchal pénétra dans la ville. Il ne put cependant s'en rendre maître qu'après une bataille qui dura une semaine, et dans les derniers jours de laquelle les insurgés mirent le feu à Paris et brûlèrent nos plus beaux monuments.

(1) Heureusement le général Vinoy conserva le Mont-Valérien, malgré l'ordre qu'il avait reçu de l'évacuer, et y mit un régiment dont il était sûr.

L'ordre social était encore une fois vainqueur de l'anarchie et de la barbarie.

Je n'ai pas à raconter ici l'histoire de la Commune et de l'Internationale ; je veux seulement dire que ce fut une révolte de la populace et d'une partie de la petite bourgeoisie de Paris contre toutes les bases sur lesquelles reposent les sociétés modernes ; contre la religion ; contre la patrie, qui est remplacée par la république universelle, démocratique et sociale ; contre l'unité française, qui est détruite ; contre la famille et le mariage, qui sont supprimés ; contre la propriété, qui est « universalisée, » c'est-à-dire confisquée au profit de l'État. Le socialisme, vaincu en juin 1848, essayait de reprendre sa revanche avec l'organisation puissante que lui donnait l'Internationale et avec l'aide du parti jacobin. Tant que dura la Commune, elle gouverna par la terreur ; on fusilla les généraux Lecomte et Clément Thomas, les gardes nationaux qui firent la manifestation du 22 mars à la place Vendôme, et ceux qui refusèrent de combattre pour la Commune ; on massacra des gendarmes et des gardiens de la paix ; on fusilla des dominicains, des jésuites, des prêtres, l'archevêque de Paris, le président Bonjean. Les journaux furent supprimés et remplacés par d'ignobles feuilles.

Le vol, le pillage, l'ivrognerie, l'athéisme, le matérialisme le plus grossier et l'immoralité la plus cynique se donnèrent libre carrière. C'était un retour pur et simple à la barbarie. Plus odieuse encore que la commune jacobine de 1793, qui avait au moins du patriotisme, la commune socialiste de 1871 n'a plus l'idée de la patrie; elle renverse la colonne d'Austerlitz devant les Prussiens qui, maîtres de Paris, n'auraient pas osé accomplir cet acte de vandalisme.

Pendant que Paris s'insurgeait, la Commune était proclamée, vers la fin de mars, à Lyon, à Marseille, à Saint-Étienne, au Creuzot, à Toulouse, à Narbonne, à Perpignan, à Limoges; partout elle présenta les mêmes caractères qu'à Paris : vol, pillage, assassinats; partout aussi elle fut énergiquement réprimée.

L'insurrection parisienne coûta cher à la France. Nous avons déjà dit qu'elle venait de commencer lorsque les négociations s'ouvrirent à Bruxelles pour rédiger le traité de paix définitif (1); elles se continuèrent pendant le mois d'avril. Mais la lutte contre la Commune força le gouvernement à lui opposer une armée qui dépassait le nombre

(1) Voir, sur l'histoire de ces négociations, un excellent article du *Journal des Débats* du 23 décembre 1871, auquel nous avons fait beaucoup d'emprunts.

de troupes que l'article 3 des préliminaires lui permettait d'avoir à Paris; il fallut obtenir l'autorisation de porter ce nombre à cent mille hommes et hâter le rapatriement des soldats prisonniers en Allemagne. M. de Bismark ne manqua pas l'occasion d'exploiter, au profit de la Prusse, la situation déplorable que la Commune faisait à la France et d'aggraver encore, dans leur exécution, les clauses déjà si dures des préliminaires de Versailles. Irrité de la lenteur des négociations et des débats, qui souvent nous étaient favorables, parce que nous nous placions sur le terrain strict du droit des gens et de l'équité, M. de Bismark proposa de transporter le siége des négociations à Francfort et de débattre les conditions de la paix personnellement avec le chef du pouvoir exécutif ou avec le ministre des affaires étrangères de la République française. La proposition fut acceptée, et, dans les premiers jours de mai, M. Jules Favre et M. Pouyer-Quertier, assistés de MM. de Goulard et de Clercq, se réunirent à Francfort à MM. de Bismark et d'Arnim, pour continuer la discussion du traité définitif.

M. de Bismark, à ce moment, fit connaître l'intention formelle de son gouvernement d'intervenir contre les insurgés, soit par une action

commune, soit directement, pour sauvegarder les intérêts de l'Allemagne et assurer l'exécution des préliminaires de Versailles.

Il fallait à tout prix empêcher cette intervention humiliante, qui aurait rendu les Prussiens maîtres de la France, en leur permettant de se poser comme médiateurs entre le gouvernement et les rebelles, et comme les défenseurs de l'ordre public que le pouvoir légal était impuissant à rétablir. Il fallut, pour éviter ce danger et cette honte, aggraver les stipulations des préliminaires relatives à l'occupation de notre territoire et permettre aux Prussiens d'y demeurer plus longtemps. En échange, nous obtenions un accroissement de territoire du côté de Béfort, l'augmentation de l'effectif de notre armée et la prompte libération d'une partie de nos prisonniers de guerre.

Le traité fut signé à Francfort le 10 mai 1871. La limite déterminée par les préliminaires de Versailles était modifiée; la France obtenait autour de Béfort un territoire assez étendu, de sorte qu'il nous reste encore du département du Haut-Rhin 60,826 hectares et 57,000 habitants, dont on a formé l'arrondissement provisoire de Béfort. En échange, on donnait à l'Allemagne 10,000 hectares et 7,000 habitants enlevés à la

partie qui nous restait du département de la Moselle. Ce territoire est riche en mines de fer, et il était douloureux de transformer en Allemands sept mille citoyens français; mais l'importance militaire du territoire acquis autour de Béfort l'emporta sur toute autre considération. — Le payement de l'indemnité fut ainsi réglé : un premier demi-milliard, un mois après le rétablissement de l'autorité du gouvernement dans Paris; un milliard, dans le courant de 1871; un demi-milliard, au 1er mai 1872; les trois derniers milliards, au 2 mars 1874, avec intérêts à 5 p.100 exigibles à partir du 2 mars 1871, soit pour les trois ans, une somme de 450 millions. — Après le payement du premier demi-milliard et la ratification du traité de paix définitif, les départements de la Somme, de la Seine-Inférieure et de l'Eure devaient être évacués; l'Oise, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, la Seine et les forts de Paris sur la rive droite ne devaient nous être rendus que lorsque le gouvernement allemand jugerait le rétablissement de l'ordre, tant en France qu'à Paris, suffisant pour assurer l'exécution des engagements contractés par la France; dans tous les cas, cette évacuation aurait lieu lors du payement du troisième demi-milliard (1). On payait à ce

(1) Dans les conventions primitives, ces quatre départe-

prix la faculté de dépasser les quarante mille hommes auxquelles les préliminaires avaient limité la garnison de Paris, la liberté de réunir 80,000 hommes jugés nécessaires pour dompter les rebelles et le droit de faire nous-mêmes et nous seuls, chez nous, la police. Les stipulations des préliminaires relativement à l'occupation des territoires français après le payement des deux premiers milliards étaient maintenues (voir p. 250). — Les troupes allemandes d'occupation devaient être entretenues par le gouvernement français, et au cas où il serait en retard dans l'exécution de ses engagements, lesdites troupes avaient le droit de faire les réquisitions en nature et en argent dans les départements occupés, et même en dehors de ceux-ci, si leurs ressources n'étaient pas suffisantes (1) ; or, à ce moment, plus de 500,000 Allemands occupaient encore la France. — L'armée de Paris et de Versailles ne pourrait pas dépasser 80,000 hommes, jusqu'à l'époque où les Allemands auraient évacué les forts de Paris.

Le traité réglait ensuite les questions relatives aux habitants des territoires cédés qui voudraient

ments et les forts devaient être évacués après le premier demi-milliard.

(1) A l'audition de cet article, l'Assemblée nationale ne put retenir ses exclamations.

conserver la nationalité française (1), — à la navigation de la Moselle, du canal de la Marne-au-Rhin et du canal du Rhône-au-Rhin, — à la nouvelle délimitation des circonscriptions diocésaines, — aux communautés des églises protestantes, — aux relations commerciales entre les deux pays, qui prendront pour base de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée, — aux Allemands expulsés de France, qui doivent y conserver la jouissance de leurs biens. — Les Allemands qui obtiendront l'autorisation exigée par les lois françaises pour résider en France, pourront y établir leur domicile — Le gouvernement allemand payera à la France 325 millions (2) pour les parties du réseau des chemins de fer de l'Est situés dans les territoires cédés, et cette somme sera défalquée de l'indemnité de guerre due par la France, le gouvernement français de son côté s'engageant à indemniser la compagnie de l'Est. — Le rapatriement des prisonniers interrompu par la révolte de Paris, contrairement aux préliminaires, de-

(1) Ils doivent passer alors à l'état d'étrangers tolérés.

(2) M. de Bismark ne voulait payer d'abord que 90 millions; M. Pouyer-Quertier obtint enfin 325 millions.

vait recommencer et ne plus être arrêté (1).

Le traité de Francfort avait laissé un grand nombre de détails secondaires à résoudre, et il avait été décidé qu'ils seraient l'objet de négociations ultérieures, qui, en effet, furent reprises à Francfort, dès les premiers jours de juin, entre MM. de Goulard, de Clercq, d'Arnim, Weber et le comte d'Uexküll, et dont nous donnerons plus loin les résultats.

Pendant ce temps (27 juin), le gouvernement faisait un emprunt de deux milliards et obtenait un grand succès. Les capitaux français et étrangers offraient quatre milliards et demi. Paris souscrivait pour deux milliards et demi, les départements pour un milliard, l'étranger pour un milliard. La France, qui donnait trois milliards, manifestait ainsi sa confiance en elle-même ; l'épargne et le capital étaient venus s'offrir avec empressement au gouvernement pour lui fournir le moyen de délivrer les départements occupés. Ce succès, qui attestait les ressources et le crédit de la

(1) On a dit que la Prusse voulait à Francfort se faire céder la Cochinchine, très-importante colonie trop peu appréciée en France, et qu'elle offrait en échange des compensations fort importantes pour nous. On ajoute que l'Angleterre s'opposa à cette cession, ne voulant pas laisser l'Allemagne prendre pied dans l'extrême Orient, où déjà Hambourg et Brême font à son commerce une très-sérieuse concurrence.

France, irrita la presse et l'opinion publique allemandes à ce point, qu'on reprocha durement à M. de Bismark de n'avoir pas poussé plus loin son système d'épuisement de la France ; il fut obligé de justifier au Parlement *sa modération*. Pour lui, il était évidemment satisfait du succès de l'emprunt, qui lui assurait le payement de l'indemnité, et même dans un délai plus rapproché.

Un intérêt majeur engagea bientôt M. de Bismark à nous faire des ouvertures. L'industrie cotonnière de l'Allemagne, peu développée et surtout peu perfectionnée, avait à supporter dorénavant la concurrence écrasante de l'industrie alsacienne et surtout des cotonnades de Mulhouse ; ses craintes étaient aussi grandes que fondées. Pour sauvegarder les intérêts industriels de l'Allemagne et ceux de l'Alsace, qui allait perdre sa clientèle française, le traité de Francfort avait bien stipulé quelques avantages douaniers pour l'importation des produits manufacturés de l'Alsace en France, mais ces avantages devaient finir au 1er septembre 1871. M. de Bismark offrait d'évacuer six départements et de réduire de 80,000 hommes à 50,000 le nombre des troupes d'occupation, si « le gouvernement français consentait à prolonger la durée du régime de faveur

accordé aux manufactures de l'Alsace pour l'importation de leurs produits en France avec réduction des droits de douane. »

Le gouvernement français, dirigé par la patriotique pensée d'obtenir, le plus tôt possible, la libération du territoire et la cessation de l'occupation étrangère, accepta cette proposition et envoya à Berlin M. Pouyer-Quertier, qui signa, le 12 octobre 1871, trois nouvelles conventions. Par la première, le gouvernement allemand s'engagea à évacuer dans les quinze jours qui suivraient sa ratification, les six départements de l'Aisne, de l'Aube, de la Côte-d'Or, de la Haute-Saône, du Doubs et du Jura, et à réduire l'armée d'occupation de 80,000 à 50,000 hommes, ce qui constituait une économie notable pour la France, obligée de pourvoir à l'entretien des soldats allemands, à raison d'un franc cinquante centimes par jour et par homme. De son côté, le gouvernement français s'obligeait à payer, du 15 janvier au 1er mai 1872, par fraction de 80 et 90 millions, tous les quinze jours, la somme de 650 millions formant le quatrième demi-milliard de l'indemnité et la première annuité des intérêts des trois derniers milliards. Le mode de payement, fort difficile à trouver pour éviter une crise monétaire, fut fixé à la satisfaction de la France, qui y gagna

une somme de 10 millions. — La seconde convention du 12 octobre était relative à l'entrée en France des produits manufacturés de l'Alsace; elle stipulait que ces produits entreraient sans payer de droits de douanes jusqu'au 31 décembre 1871, en payant le quart des droits jusqu'au 30 juin 1872 et la moitié des droits jusqu'au 31 décembre 1872. — La troisième convention rectifiait la limite à notre avantage; l'Allemagne nous rendait les communes de Raon-les-Eaux, Raon-sur-plaine, Igney et une partie de celle d'Avricourt, avec 1,000 habitants.

On a remarqué avec raison, dans ces nouvelles négociations, l'attitude de notre ambassadeur, les honneurs qu'on lui a rendus, la politesse même du vainqueur, qui a renoncé à ses allures de reître. Le vaincu négocie, discute et parvient à surmonter quelques obstacles.

MM. Thiers et Pouyer-Quertier ont le droit de dire qu'ils ont commencé à remettre la France, quoique vaincue, à la place qu'elle doit occuper dans l'estime des gouvernements européens.

Une nouvelle convention additionnelle au traité de Francfort a encore été signée le 11 décembre 1871. Elle est relative au droit d'option entre la nationalité française ou allemande, aux pensions, à diverses questions judiciaires, aux prisonniers et

aux aliénés, aux hypothèques, aux évêques dont les diocèses sont partie en France et partie en Allemagne, aux brevets d'invention, à la caisse des dépôts et consignations, à l'exploitation des biens-fonds et des forêts limitrophes de la frontière, à divers chemins, routes, canaux et chemins de fer, aux mines, au curage et entretien des cours d'eau, aux soldats ayant opté pour la nationalité allemande et servant à cette époque dans l'armée française, aux caisses de retraite, de prévoyance et de secours, aux offices ministériels, à la liquidation des succursales de la Banque de France dans les territoires cédés. Après les intérêts des deux États réglés dans les actes antérieurs, celui-ci, comme on le voit, traitait des nombreux intérêts des habitants devenus allemands.

Il faut terminer cette longue histoire des négociations qui ont mis fin à la guerre de 1870, en disant que les traités de 1815 avaient été rédigés par un congrès et approuvés par l'Europe entière. Déchirés maladroitement par l'Empire, ces traités étaient une précieuse garantie pour la France contre l'ambition de la Prusse. L'organisation politique qu'ils donnaient à l'Europe, et que nous avons lieu de regretter aujourd'hui, a été renversée; l'unité italienne, la création de l'empire d'Alle-

magne et l'amoindrissement de la France ont été accomplis et reconnus par des traités particuliers auxquels l'Europe n'a pas donné sa sanction; elle n'a pas jusqu'à présent approuvé notre mutilation. Cette absence de consentement à ce qui a été fait ne peut être que favorable à la France dans l'avenir, si, dans l'avenir, la France a un gouvernement capable de tirer parti de cette situation diplomatique, et si, dans l'avenir, la France a plus de patriotisme qu'aujourd'hui.

APPENDICE N° 1

LISTE CHRONOLOGIQUE DES BATAILLES ET COMBATS PRINCIPAUX LIVRÉS PENDANT LA GUERRE DE 1870-1871.

1870

2 août. Affaire de Sarrebruck ou de *Saint-Jean* (1).
4 août. Combat de Wissembourg.
6 août. Bataille de Reichshofen, de Frœschwiller ou de *Wœrth.*
— Bataille de Forbach ou de *Spickeren.*
9 août. Occupation du fort de la Petite-Pierre.
14 août. Bataille de Borny ou de *Pange*, ou de *Courcelles.*
16 août. Bataille de Rezonville ou de Gravelotte, de *Vionville* ou de *Mars-la-Tour.*
— Combat de Toul.
— Combat de Rugen, entre l'escadre française et quelques canonnières prussiennes.
18 août. Bataille de Saint-Privat, d'Amanvillers ou de *Gravelotte.*
23 août. Capitulation de Toul.
25 août. Reddition de Vitry-le-François.
26 août. Affaires de Rupigny et de Malroy (Metz).
27-28 août. Combats de Buzancy (armée de Sedan).
29 août. Combat de Nouart (*id.*).
30 août. Combat de Stonne (*id.*).
— Combat de Beaumont à Mouzon (*id.*).
31 août. Combat de Bazeilles (*id.*).
31 août-1er septembre. Bataille de Noisseville ou de *Servigny* (Metz).
1er septembre. Bataille de Sedan.

(1) On a mis en italique les noms adoptés par les Prussiens.

2 septembre. Capitulation de Sedan.
9 septembre. Capitulation de Laon.
17 septembre. Combat de Créteil (Paris).
19 septembre. Combat de Châtillon (*id.*).
23 septembre. Combat de Villejuif (*id.*).
— Capitulation de Toul.
27 septembre. Combat de Peltre (Metz).
30 septembre. Combat de Thiais, l'Hay et Chevilly (Paris).
2 octobre. Combat de Ladonchamp ou Saint-Remy (Metz).
4 octobre. Combat de Champenay (Est).
— Combat d'Épernon (Paris).
5 octobre. Combats de Raon-l'Étape et de Saint-Dié (Est).
— Combat de Pacy (Nord).
— Combat de Rambouillet (Paris).
— Combat de Toury (Loire).
6 octobre. Combat de Nompatelize et de Saint-Rémy (Est).
7 octobre. Combat des Tapes ou de Saint-Rémy, ou de *Woippy* (Metz).
8 et 9 octobre. Affaire et incendie d'Ablis.
10-11 octobre. Combat d'Artenay (Loire).
10 octobre. Combat de Chérisy (Normandie).
11 octobre. Combat de Chevilly (Loire).
12 octobre. Combat d'Épinal (Est).
13 octobre. Combat de Bagneux et de Châtillon (Paris).
— Bombardement et occupation d'Orléans.
16 octobre. Capitulation de Soissons.
18 octobre. Combat et incendie de Châteaudun.
21 octobre. Combat de la Malmaison et de la Jonchère (Paris).
22 octobre. Combats d'Étuze et de Cussey ou de *Rioz* (Est).
25 octobre. Capitulation de Schelestadt.
27 octobre. Capitulation de Metz.
28 octobre. Combat du Bourget (Paris).
30 octobre. Reprise du Bourget par les Prussiens.
31 octobre. Combat de Saint-Apollinaire (Est).
2 novembre. Combat de Roppe (Béfort).
7 novembre. Combat de Saint-Laurent-des-Bois (Loire).
7 novembre. Capitulation du fort Mortier.

8 novembre. Capitulation de Verdun.
9 novembre. Bataille de Coulmiers (Loire).
10 novembre. Capitulation de Neuf-Brisach.
17 novembre. Combat de Dreux (Loire).
19 novembre. Combat de Châtillon-sur-Seine (Est).
21 novembre. Combat de Bretoncelles (Loire).
— Combat de Nogent-le-Rotrou (*id.*).
22 novembre. Combat de Belesme (*id.*).
24 novembre. Combat de Ladon (*id.*).
— Capitulation de Thionville.
26 novembre. Combat de Fréteval (Loire).
— Capitulation de La Fère.
27 novembre. Bataille d'Amiens ou de Villers-Bretonneux (Nord).
— Combat de Pasques et de Lantenay (Est).
28 novembre. Bataille de Beaune-la-Rolande (Loire).
— Combats de Maizières et de Juranville (*id.*).
29 novembre. Combat d'Épinay (Paris).
— Combat de l'Hay (*id.*).
— Combat d'Etrépagny (Nord).
30 novembre. Combat de Montmesly (Paris).
— Première journée de la bataille de Champigny (*id.*).
— Combat de Choisy-le-Roi et de la Gare-aux-Bœufs (*id.*).
— Occupation de la citadelle d'Amiens (Nord).
1er décembre. Combat de Villepion (Loire).
— Combat d'Autun (Est)
2 décembre. Seconde journée de la bataille de Champigny (Paris).
— Bataille de Loigny (Loire).
3 décembre. Combats d'Artenay et de Chevilly (Loire).
— Combats de Chilleurs-aux-Bois et de la Neuville-au-Bois (*id.*).
— Combat de Châteauneuf (Est).
4 décembre. Combats d'Artenay, de Chevilly et de Cercottes (Loire).
— Combat de la Neuville-au-Bois (*id.*).

4 décembre. Combat de Buchy (Nord).
7 décembre. Combats de Salbris et de Nouan-le-Fuzelier (Loire).
— Combat de Nevoy (*id.*).
— Combat de Fréteval (*id.*).
7-11 décembre. Bataille de Villoreeau ou de Josnes (*id.*).
9 décembre. Combat de Chambord (*id.*).
10 décembre. La garnison prussienne du château de Ham capitule (Nord).
12 décembre. Capitulation de Phalsbourg.
13 décembre. Capitulation de Montmédy.
— Combat de Morée (Loire).
14 décembre. Combat de Fréteval (*id.*).
15 décembre. Bataille de Vendôme (*id.*).
18 décembre. Bataille de Nuits (Est).
20 décembre. Combat de Pérouse (Béfort).
21 décembre. Combats du Bourget et de la Ville-Evrard (Paris).
23 décembre. Bataille de Pont-Noyelles ou de l'Hallue (Nord).
26 décembre. Combat des Perches (Béfort).
27 décembre. Combat de Montoire (Loire).
30 décembre. Combats de la Bouille et des Moulineaux (Nord).
31 décembre. Combat de Courtalin (Loire).

1871

2 janvier. Combat de Sapignies (Nord).
— Capitulation de Mézières.
3 janvier. Bataille de Bapaume (Nord).
4 janvier. Combats de Bourgachard, de Bourgtheroulde et de Château-Robert (*id.*).
9 janvier. Bataille de Villersexel et combat de Moimay (Est).
9-10-11 janvier. Combat de Conneré (Loire).
10-11 janvier. Bataille du Mans (*id.*).
12 janvier. Combat de Clamart et de Châtillon (Paris).
— Combat d'Arcey (Est).
13 janvier. Combat de Montbéliard (*id.*).

15 janvier. Combat d'Alençon (Loire).
— Combat de Sillé-le-Guillaume (*id.*).
— Combat de Saint-Jean-sur-Evre (*id.*).
15-16-17 janvier. Bataille d'Héricourt (Est).
18 janvier. Combat de Vermand (Nord).
19 janvier. Bataille de Saint-Quentin (*id.*).
— Bataille de Buzenval et de Montretout (Paris).
20-24 janvier. Combats devant Dijon, à Talant, Fontaine-lez-Dijon, Pouilly (Est).
21 janvier. Combat de Bernay (Normandie).
25 janvier. Capitulation de Longwy.
28 janvier. Capitulation de Paris.
— Reprise de Blois par le général Pourcet.
29 janvier. Combats de Sombacourt et de Chaffois (Est).
1er février. L'armée de l'Est entre en Suisse.
— Combats de Cluse, d'Oye et du fort de Joux (Est).
16 février. Reddition de Béfort.
11 mars. Reddition de Bitche.

APPENDICE N° 2

CONSTITUTION ACTUELLE DE L'EMPIRE D'ALLEMAGNE

La Bavière et le Wurtemberg n'étaient entrés dans l'empire d'Allemagne qu'en imposant à la Prusse des conditions qu'elle ne leur accorda que parce qu'elle avait absolument besoin de leurs soldats. En effet, ces deux États avaient obtenu, pour eux et pour la Saxe, des priviléges importants et une part d'action assez considérable dans la conduite des affaires diplomatiques de l'Empire, dont voici la constitution :

L'empire d'Allemagne est une confédération, dont le gouvernement fédéral se compose de la présidence de la Confédération, du Conseil fédéral et du Parlement de l'Empire ou Reichstag. La présidence de la Confédération ap-

partient au roi de Prusse, qui porte en cette qualité le titre d'empereur d'Allemagne et représente la Confédération auprès des puissances étrangères, et qui a le droit de déclarer la guerre, mais avec le consentement du Conseil fédéral, de faire la paix et de conclure des alliances au nom de la Confédération, de convoquer, de proroger et de clore le Conseil fédéral et le Parlement, de présider le Conseil fédéral et le Parlement, de promulguer et de faire exécuter les lois fédérales.

Le Conseil fédéral se compose des représentants des divers princes et villes libres de l'Empire ; le nombre de ces représentants est de 58, dont 17 pour la Prusse, 6 pour la Bavière, 4 pour la Saxe, 4 pour le Wurtemberg, etc. — Le Parlement ou Reichstag est composé de 382 membres nommés pour trois ans, par le suffrage universel. La Prusse compte 236 députés au Reichstag, la Bavière 48, la Saxe 23, le Wurtemberg 18, etc.

Chaque État de l'empire d'Allemagne a son gouvernement particulier qui dirige les affaires intérieures n'étant pas d'intérêt général ; toutes les affaires d'intérêt général (la guerre, les traités de paix et de commerce, les monnaies, les poids et mesures, l'armée, la marine, les postes et télégraphes, etc.) appartiennent au gouvernement fédéral de l'Empire.

Il faut ajouter cependant que la Bavière et le Wurtemberg, en entrant dans l'empire d'Allemagne par les traités de Versailles des 23 et 25 novembre 1870, ont imposé à la Prusse des conditions qui assurent à ces deux États et à la Saxe des priviléges importants. En effet, la Bavière et le Wurtemberg conservent une administration indépendante des postes et télégraphes ; une administration militaire indépendante ; le commandement de leur armée en temps de paix ; ces deux armées et celle de la Saxe conservent une existence distincte, mais, en temps de guerre, ces armées, complétement recrutées (1), organisées et armées comme les troupes prussiennes, obéissent à l'empereur d'Allemagne.

(1) Le service obligatoire pour tous est imposé à tous les États de l'Empire.

— La Bavière conserve ses ambassadeurs particuliers (1), qui remplacent de droit ceux de l'Empire en cas d'empêchement de ces derniers; elle préside le Conseil fédéral en l'absence de la Prusse; elle a un siége permanent au comité de l'armée de terre et des forteresses. — La Bavière a imposé à la Prusse l'obligation d'obtenir le consentement du Conseil fédéral pour la déclaration de la guerre, sauf le cas d'une attaque directe contre l'Allemagne, ce qui oblige la Prusse, qui n'a que 17 voix audit conseil sur 58, à gagner 13 voix à sa cause pour avoir la majorité. — La Prusse a été obligée de consentir à l'établissement d'un comité permanent des affaires étrangères, composé de la Bavière, du Wurtemberg et de la Saxe, et présidé par la Bavière, auquel la Présidence de la Confédération est tenue de communiquer toutes les dépêches diplomatiques. — Pour assurer aux États secondaires de l'Empire leurs priviléges et garantir ce qui leur reste d'autonomie et d'existence indépendante contre les tendances ambitieuses de la Prusse, qui les couvre du prétexte de l'établissement de l'unité allemande, il a été décidé que tout projet de modification à la constitution fédérale sera considéré comme rejeté, s'il a contre lui dans le Conseil fédéral 14 voix, ce qui est le nombre des voix dont disposent la Bavière, la Saxe et le Wurtemberg.

Telle est l'organisation d'un État de 40 millions d'habitants, pouvant disposer de 1.500,000 soldats et devant, d'après toutes les apparences, s'annexer un jour les provinces allemandes de l'Autriche et leurs 10 millions d'habitants. Tels sont les résultats de la politique impériale et de cette pompeuse déclaration faite par Napoléon III, que les traités de 1815 avaient cessé d'exister : l'Autriche et la France écrasées après le Danemark, l'empire d'Allemagne et l'Italie créés, l'Europe transformée, son équilibre détruit, la France reléguée à un rang inférieur et sans frontière du côté du Rhin.

(1) En attendant, elle les a tous supprimés (octobre 1871.)

APPENDICE N° 3

L'ARMÉE DE LA LOIRE ET L'ARMÉE DU NORD JUGÉES PAR LES ALLEMANDS (1)

Si l'on veut être impartial, il faut reconnaître que presque toujours les généraux de la République ont mieux manœuvré selon les vrais principes stratégiques que ceux de l'Empire. Plus actifs, ils prenaient avec bien plus de hardiesse et de rapidité une offensive énergique, tandis que les seconds se bornaient trop souvent à une faible défensive.

Ce fut un vrai bonheur pour nous qu'au moment où, après le 4 septembre, l'armée française était conduite par des chefs en général plus audacieux, en revanche les troupes devenaient de plus en plus mauvaises, et à la fin si indisciplinées, qu'il n'y avait pas moyen d'obtenir avec elles des résultats décisifs. La véritable armée française, bien exercée, et dont l'infanterie notamment se battit si bien, disparut après Sedan. Les masses qui la remplacèrent ne purent en tenir lieu.

Cependant le patriotisme français, nous l'avouons en toute impartialité, a fait, après Sedan, bien plus que nous ne l'avions d'abord cru ; il a armé des masses bien plus nombreuses que nous ne le supposions, et fait durer la guerre bien au delà du terme que nous lui avions assigné alors. Officiers et soldats, nous pensions, le 1er septembre, qu'au bout d'un mois tout serait terminé ; il en a fallu quatre.

Mais toutes ces centaines de mille hommes que nous eûmes encore à combattre manquaient d'exercice, de discipline, de persévérance, qualités indispensables que leur patriotisme, qui allait parfois jusqu'au fanatisme, ne put remplacer. Avant Sedan, le 16 août excepté, nous étions toujours, dans les batailles, de beaucoup les plus nombreux ; plus tard, c'est ordinairement les Français qui avaient la supériorité numérique, et cependant nos premières vic-

(1) Article de M. de Wickede dans la *Gazette de Cologne*.

toires nous coûtèrent énormément plus de monde que les suivantes.

Aussi est-il maintenant hors de doute que les armées dites populaires, quelque enthousiasme qu'elles aient, ne peuvent tenir contre des troupes régulières conduites avec tant soit peu d'énergie. Il faut maintenant de si grandes masses, les manœuvres sont devenues si compliquées, ainsi que les mouvements pour faire arriver des corps nombreux et éloignés sur un même point à l'heure précise indiquée par le télégraphe, il faut tant d'exercices et de soin pour tirer un parti utile des nouvelles armes perfectionnées, qu'il est indispensable d'avoir des troupes bien stylées, obéissant à la lettre depuis le tambour jusqu'au général; tout doit marcher comme une horloge; contre elles, ni armée populaire, ni gardes nationales, ni corps francs ne peuvent lutter efficacement, fussent-elles dirigées par le génie d'un Moltke. Ne reprochons donc pas trop sévèrement à Faidherbe, Chanzy, d'Aurelle et Bourbaki de n'avoir pu remporter de meilleurs succès.

Ils ont obtenu tout ce qui était possible avec ces soldats ramassés de toute part. Il fallait toute la crédulité et l'ignorance des Français pour espérer néanmoins vaincre les 900,000 hommes, supérieurement exercés, de l'armée allemande. Leurs proclamations emphatiques, où ils rappelaient l'invasion prussienne de 1792 dans la Champagne, et se flattaient de repousser de même celle de 1870, étaient tout à fait ridicules; il n'y avait pas la moindre comparaison entre les deux époques.

De tous les généraux d'après Sedan, Faidherbe, à mon avis, s'est particulièrement distingué.

Ses ordres du jour étaient bourrés de phrases creuses, ses bulletins de victoire faux; mais sa force de résistance avait bien plus d'importance qu'on ne le pensait en Allemagne au mois de décembre 1870. De là l'énergie avec laquelle il sut toujours rassembler de nouveau ses troupes repoussées et les ramener en avant, et qui mérite un éloge particulier.

En lisant les dépêches officielles allemandes sur les ba-

tailles d'Amiens et sur l'Hallue, du 23 décembre, on pouvait croire Faidherbe anéanti pour toujours; mais ces rapports étaient évidemment fort exagérés, et si l'armée du Nord ne remporta jamais de succès dans l'offensive, elle ne fut jamais désorganisée, excepté après sa défaite décisive de Saint-Quentin, le 19 janvier.

Il est vrai que Faidherbe eut toujours pour s'appuyer et se refaire les places très-fortes de Lille et de Douai; si Chanzy avait pu se retirer sur de pareilles forteresses, la dissolution ne se serait pas mise dans son armée comme cela eut lieu au mois de janvier.

De plus, de toutes les armées républicaines, celle de Faidherbe contenait les meilleurs éléments, marins, matelots, artilleurs de marine, tous hommes forts, endurcis, d'une bravoure à toute épreuve, et qui combattirent avec le plus entier mépris de la mort. Les officiers et équipages de la flotte furent réellement, dans la seconde partie de la guerre, nos plus dangereux adversaires; ils étaient froissés dans l'âme que la marine française eût obtenu de si pauvres résultats dans la Baltique. Ils tinrent à prouver que la faute n'en était pas à eux, et ils se battirent sur terre avec un dévouement admirable.

Les troupes coloniales, ramenées à la hâte en France, et qui firent partie de l'armée de Faidherbe, furent aussi généralement excellentes. Les mobiles de Bretagne, de Picardie et de Normandie étaient bien mieux disciplinés et se battaient tout autrement que ceux du Midi, et surtout que le ramassis d'affreux vauriens venus de Paris, Lyon, Marseille et autres grandes villes manufacturières : ces matamores savaient voler et piller, voire même hurler de grandes phrases ; mais se battre et mourir pour la patrie, jamais. C'est surtout dans les armées de Chanzy et de Bourbaki qu'il y avait de ces bandes ; c'est pourquoi elles fondirent bien plus vite; et, bien que beaucoup plus nombreuses que l'armée du Nord, elles nous firent relativement bien moins de mal.

Le général d'Aurelle de Paladines a fait tout ce qu'il était possible avec des troupes aussi peu sûres que l'étaient les

siennes. Qu'il ait évacué finalement Orléans, ce n'est pas une faute ; la ville aurait été détruite sans aucun profit. Gambetta cependant l'en punit en lui enlevant le commandement. Le dictateur, lui, se montra évidemment plein de patriotisme et d'énergie ; mais il a fait beaucoup de mal à son pays par ses ordres arbitraires, par ses choix d'officiers supérieurs, par son immixtion dans les mouvements stratégiques. Homme d'imagination, il n'avait aucune idée de la connexion qu'il faut mettre dans les opérations militaires, de même qu'il ne se doutait pas de l'immensité des ressources dont les Prussiens disposaient. Et il voulait diriger, sans un État-major comme le nôtre, où se trouvent condensés, dans la tête d'hommes rompus au métier, les résultats des études militaires les plus suivies.

Aussi fit-il une faute énorme de diviser en décembre l'armée de la Loire, d'en donner une moitié à Chanzy, et d'envoyer avec l'autre le pauvre Bourbaki sur Béfort. Si, à ce moment, on pouvait encore espérer des succès sur la Loire, ce ne pouvait être qu'en concentrant le plus de troupes possibles, et en les poussant en avant sans s'arrêter. Il fallait avoir la supériorité du nombre pour compenser la qualité inférieure des soldats.

Donc, en se jetant comme une trombe sur le 13ᵉ corps du duc de Mecklembourg, fort affaibli alors, il y avait chance de le culbuter et de pouvoir avancer par le Mans et Chartres sur Paris. Au lieu de cela, on donna à Chanzy beaucoup trop peu de monde ; il eut beau manœuvrer avec rapidité et habileté, il échoua par le manque de cohésion le mauvais équipement de ses troupes, et il ne put tenir devant les forces réunies du duc de Mecklembourg et du prince Frédéric-Charles, surtout Moltke combinant et dirigeant leurs mouvements.

Donc la conduite de Chanzy, même pendant la fin malheureuse de la campagne, est exempte de blâme ; nos généraux eurent bien de la peine à le vaincre. Qu'il se soit parfois vanté de succès imaginaires, c'est une habitude française. N'oublions pas qu'à côté des racailles qui abondaient dans son armée, il y avait là certains corps qui montrèrent un

héroïsme, un dévouement qu'on ne saurait dépasser.

Gambetta avait espéré que le prince Frédéric-Charles se mettrait à la poursuite de Bourbaki, et que la Loire serait ainsi dégagée. Mais une tête froide comme Moltke, toujours bien informé des mouvements de l'ennemi, ne pouvait laisser commettre cette faute. En octobre et novembre, un corps français marchant sur Béfort aurait pu nous être funeste ; mais au mois de décembre, où tout le 7e corps, était disponible, où les réserves étaient arrivées d'Allemagne, le danger avait en grande partie disparu. Aussi ne détacha-t-on de l'armée du prince royal que le 2e corps, qui fut joint au 7e pour former l'armée de Manteuffel. Avec le corps de Werder, cela suffisait, fin décembre 1870 et en janvier 1871, pour écarter tout danger sérieux dont Bourbaki aurait pu nous menacer.

Gambetta crut quelque temps que Frédéric-Charles avait quitté la Loire avec tout son monde ; c'est bien là l'incurie française, qui n'a jamais été aussi phénoménale que dans cette guerre. Nous étions au milieu de populations ennemies; presque chaque habitant, et on ne saurait en aucune façon le leur reprocher, cherchait à nous faire du mal, et cependant, grâce à notre cavalerie légère, à nos reconnaissances incessantes, et surtout au soin avec lequel on étudiait à l'État-major les renseignements ainsi fournis, nous avons été toujours dix fois mieux informés sur la force et les mouvements de l'ennemi que les Français ne l'étaient sur notre compte. C'était comme en Bohême, en 1866.

Les Français, d'un bout à l'autre, firent la guerre avec leur imagination, laissant de côté l'intelligence, la réflexion, les fatigues ; ils sont trop insouciants et aussi trop fiers pour observer dans les menus détails ce que l'ennemi entreprend, et, selon cela, disposer et changer leurs plans.

C'est là le résultat inévitable de leur amour de la phrase, qui, à la longue, ne peut vivre que de mensonges ; la suprême qualité pour eux, c'est d'avoir de l'esprit. Tant qu'ils en seront là, ils ne seront pas redoutables comme guerriers, et nous pouvons, jusqu'à ce qu'ils se soient amendés, nous moquer de leurs menaces et de leurs cris pour une revanche.

Pour revenir à Bourbaki, il ne pouvait faire mieux qu'il n'a fait avec des troupes si mal équipées, ramassées à la hâte, ni exercées, ni disciplinées. Gambetta et son entourage ont sur la conscience d'avoir d'un cœur léger envoyé à une mort certaine ces milliers d'hommes, manquant de tout ce qui était nécessaire pour une campagne d'hiver.

Pour remporter quelque succès, en janvier 1871, Bourbaki devait pousser en avant pour arriver devant Béfort avant Werder ; alors il faisait lever le siége de la place. Mais c'était à peu près tout ce qu'il pouvait espérer.

Dans le duché de Bade, on craignit alors beaucoup de le voir arriver ; mais autant les Français auraient pu facilement envahir le duché de Bade tout au début de la campagne, autant cela leur était interdit en janvier 1871.

Si Bourbaki avait réussi à débloquer Béfort, et qu'il eût tenté de passer le Rhin, Werder et Manteuffel l'auraient entouré et fait prisonnier avec son armée.

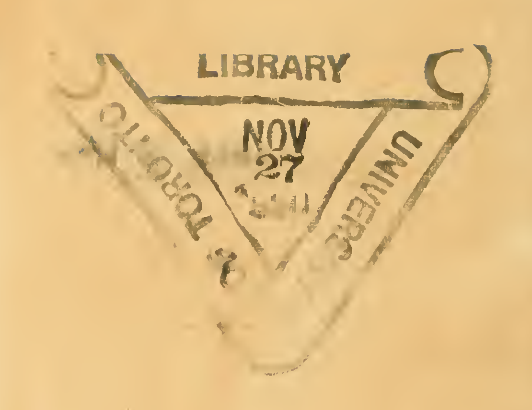
C'est très-probablement la mauvaise organisation de son armée qui l'empècha de devancer Werder, dont la marche rapide et la tenacité contre les masses supérieures en nombre de Bourbaki sont un des plus beaux faits d'armes de la campagne.

FIN

TABLE

FIN DE LA TABLE

F. Aureau. — Imprimerie de Lagny.


LIBRARY
NOV
27
UNIVERS
TORONTO

